

■ EN GUISE DE VOEUX POUR LA NOUVELLE ANNEE

Commentant la phrase de l'Evangile de Luc 17.5 "Augmente en nous la foi", Albert Besnard écrit : "Les disciples ne demandent pas 'Augmente en nous la foi' comme le drogué demande 'Augmente-moi ma dose car la précédente ne fait déjà plus d'effet' ! Ils la demandent comme le convalescent demande 'Augmente la lumière, que j'ose regarder en face toute la réalité et que j'y prenne ma place' ". (*)

Une foi qui nous aide à regarder la réalité, à percevoir toutes les valeurs dont elle est porteuse, à dénoncer toutes les forces qui semblent la menacer. Que souhaiter, que demander de mieux en entrant dans cette nouvelle année pour chacun de nous ?

(*) *Il faut que j'aille demeurer chez toi*, p.64. -Ed. du Cerf.

AU CENTRE DE LA FUSTERIE
LES 16 et 17 FEVRIER

▶ NUIT DE VEILLE EN SOLIDARITE
AVEC LE PEUPLE OUGANDAIS ◀

Organisation : Amnesty International

■ L'INTOLERABLE EQUATION DE LA MORT. DE NOUVELLES VOIX S'ELEVENT CONTRE LE COMMERCE DES ARMES.

C'est trop gros à avaler.

Jamais nous n'accepterons l'idée et surtout le fait que des hommes doivent perdre la vie pour que d'autres gagnent la leur.

Dans notre bulletin de novembre, nous avons déjà dénoncé la participation indirecte de la Suisse aux massacres d'Iran, pays qui, pendant plusieurs années, a été le principal acheteur de "nos" armes. Plus les jours passent, plus notre écoeurément grandit. Sur les milliers de morts qui ont débordé les morgues de ce pays ces derniers mois, combien doivent-ils leur sort aux armes fabriquées à Oerlikon ou ailleurs en Suisse ?

Or, c'est en plein carnage iranien que deux députés au Conseil national ont déposé des motions dont l'acceptation aurait notamment pour effet de développer encore les exportations d'armes suisses...

Dieu merci, les femmes protestantes ont réagi, vite et fort.

Dans une lettre ouverte aux membres du Conseil national et du Conseil des Etats, le comité de la Fédération suisse des femmes protestantes affirme avoir pris connaissance avec étonnement de ces deux motions, par lesquelles le "Conseil fédéral est chargé aux fins de maintenir l'emploi et d'assurer l'existence d'une industrie suisse d'armement efficace, de revoir la pratique suivie quant à l'application de la loi sur le matériel de guerre et de modifier l'ordonnance y relative". Et le comité poursuit : "Nous ne pouvons pas comprendre qu'une telle motion soit présentée à un moment où il existe des foyers de crise dans tous les continents".

Au moment où l'on prétend "assurer l'existence d'une industrie suisse d'armement efficace" en la bâtissant sur des milliers de cadavres d'innocents, ajouterons-nous.

Paul VI avait déjà condamné nettement cet abominable commerce des instruments de mort.

Jean Paul II n'a pas manqué d'y revenir dans son premier message pour la Journée de la Paix, du 1er janvier. Et à deux reprises !

Dans un premier passage, il constate que "des intérêts économiques et commerciaux entraînent la constitution d'arsenaux ou la vente d'armes d'une capacité effrayante de destruction" et que "la course aux armements prévaut alors sur les grandes tâches pacifiques qui devraient unir les peuples dans une solidarité nouvelle". Plus loin, il interpelle directement les "hommes politiques, responsables des peuples et des organisations internationales" : "Ayez le courage de réexaminer en profondeur la troublante question du commerce des armes !".

Parmi les conseillers fédéraux et députés suisses qui revendiquent le titre de chrétien, combien ont-ils ce courage ?

Cet automne, lors des élections aux Chambres fédérales, les chrétiens de Suisse remplaceront-ils par d'autres les députés qui ne sont pas décidés à un tel "réexamen en profondeur" ? C'est en leur pouvoir.



☐ JEAN PAUL II A PUEBLA

Ainsi, la nouvelle est confirmée : Jean Paul II se rendra à Puebla (Mexique) où s'ouvrira, le 27 janvier, la Conférence de l'Episcopat Latino-Américain (CELAM).

On peut voir dans cette démarche la preuve de l'intérêt du pape pour cette partie de l'Eglise, pour le sort de ce sous-continent. Un déplacement géographique qui montre une Eglise désireuse d'échapper à son romano-centrisme. Voilà qui est donc réjouissant. Par ce geste, Jean Paul II ne fait que prolonger l'intention de Pie XII en créant le CELAM. Il faut savoir en effet qu'en 1955, lorsqu'il s'est agi de trouver un lieu pour le siège de cet organisme, les évêques — à une faible majorité il est vrai — avaient choisi... Rome. Et Pie XII avait dû user de son autorité pour que soit préférée la ville de Bogota en Colombie.

Mais une telle visite comporte aussi un risque. Celui de peser trop lourdement dans les débats, paralysant la nécessaire liberté de recherche.

Le fonctionnement monarchique de l'autorité dans l'Eglise n'a-t-il pas imprimé des réflexes de soumission tels que la présence du pape ne peut être vécue comme elle devrait l'être : celle du frère qui est là d'abord pour écouter et confirmer ses frères dans la recherche et dans le choix de solutions adaptées à leurs propres problèmes ?

On est en droit de se poser la question. A propos de Medellin, la conférence précédente qui s'est tenue il y a dix ans, une conférence dont on sait pourtant l'ouverture, René Laurentin écrivait : "La question majeure, à savoir 'telle description est-elle juste ou fautive, telle solution bonne ou mauvaise sur le terrain' tendait à être subordonnée à celle-ci : 'le document traduit-il exactement la pensée de Paul VI à Bogota ?' Ainsi le pape est cité deux fois plus souvent que l'Ecriture dans les conclusions de l'assemblée".

Mais dix ans ont passé et le souci de collégialité qu'ont exprimé les derniers papes aura pu convaincre les évêques que, au sens de l'Evangile, il n'y a de véritable autorité qu'entre des personnes debout et responsables. Pour qu'un événement d'une telle importance puisse être accueilli comme il le mérite, cette liberté est déterminante.

☐ UNE BONNE IDEE

Un lecteur nous a fait parvenir en ce début d'année une liste de 25 personnes à qui envoyer le COTMEC-INFORMATION. Voilà une façon bien sympathique de réaliser nos vœux ! Que personne n'hésite à l'imiter !

☐ LU DANS "LE COURRIER"

PERSECUTION

Quand on jetait les chrétiens aux fauves, c'était parce que les empereurs étaient païens, dit-on.

Mais puisque les dictateurs d'Amérique latine sont baptisés et jettent quand même les chrétiens en prison, les torturent et les tuent, c'est parce que quoi ?

Faudrait-il donc sacrifier aux Idoles sous prétexte qu'elles vont à la messe ?

Candide

PUEBLA, UN EVENEMENT IMPORTANT POUR L'OCCIDENT, DECISIF POUR L'EGLISE

"Dans de nombreux pays d'Amérique latine où la question politique ne peut plus être posée ouvertement, l'avenir repose sur des espaces disfonctionnels qui permettent au peuple de faire l'expérience de la participation, de retrouver le chemin d'un certain pouvoir démocratique. Si Puebla se situe dans la ligne de Medellin, on peut estimer que les mouvements populaires y puiseront un souffle nouveau. On peut s'attendre à ce que cela hâte la naissance d'une Amérique latine moins soumise et, en ce qui nous concerne, d'un partenaire économique moins rentable."...

"Les chrétiens savent, à la lecture des Béatitudes, que le Royaume est promis au pauvre; ils savent de l'histoire de leur Eglise que les paroles décisives, celles qui ouvrent à l'espérance, sont prononcées par des pauvres... Si à Puebla les pauvres peuvent s'exprimer, comme il sera important de les écouter !" ()*

(*) Ces citations sont tirées du dossier I3M : "L'Eglise d'Amérique latine avant Puebla". La lecture de cette brochure peut aider à situer cet événement dans son contexte et d'en mieux percevoir la portée. (32 pages. Fr. 3.-. A disposition au secrétariat.)

☐ JUSTICE, ECOLOGIE, PARTICIPATION : CONCORDANCE OECUMENIQUE

L'étude des textes ecclésiastiques catholiques modernes révèle fréquemment des cheminements similaires, au cours des années, à ceux des autres Eglises chrétiennes. On percevait des concordances importantes entre "Gaudium et Spes", de Vatican II, et la conférence "Eglise et Société" du COE (1966), entre cette dernière et "Populorum Progressio" (1967), entre cette encyclique et la Conférence d'Uppsala du COE (1968), etc. De même entre le Synode des évêques (1971) et les Conférences de Montreux du COE (1970 et 1974).

Un passage du message de Jean Paul II pour la Journée de la paix nous a rappelé, dans le même ordre d'idées, la formule issue de la Conférence de Nairobi du COE (1975), qui voulait promouvoir "une société juste, écologiquement responsable et fondée sur la participation". Voici ce passage, par ailleurs extrêmement dense : "Dans vos efforts pour parvenir à une gestion raisonnable et solidaire de l'environnement et du patrimoine commun de l'humanité, à l'éradication de la misère qui écrase des millions d'hommes, à l'affermissement d'institutions susceptibles d'exprimer et de faire grandir l'unité de la famille humaine au niveau régional et mondial, les hommes découvriront l'appel fascinant de la paix qui est réconciliation entre eux et réconciliation avec leur univers naturel. En encourageant contre toutes les démagogies ambiantes la recherche de modes de vie plus simples, moins livrés aux poussées tyranniques des instincts de possession, de consommation, de domination, plus accueillants aux rythmes profonds de la créativité personnelle et de l'amitié, vous ouvrirez pour vous-mêmes et pour tous un espace immense aux possibilités insoupçonnées de la paix."

(C'est nous qui soulignons les passages similaires.) Autre remarque : le lien établi dans les deux cas entre les trois domaines : justice, écologie et participation / créativité personnelle.

■ CAMBODGE : DES TYRANS EVINCES MAIS PAR QUI ?

Ainsi le 7 janvier, la capitale du Cambodge, Phnom Penh, tombait et les dictateurs étaient mis en fuite. Une nouvelle qui mériterait d'être saluée par des applaudissements. Depuis trois ans, en effet, les dirigeants du Cambodge étaient parvenus à instaurer une dictature où le caractère sanguinaire et inhumain avait atteint un sommet. Deux millions de morts (pour une population de 7,5 millions environ) nous dit un rapport récent et s'il n'y avait "que" 200 personnes à fuir du pays chaque semaine c'était à cause de mines qui bordaient la frontière.

La COTMEC avait inscrit à son programme un dossier sur cette question. Les événements ont été plus rapides. Tant mieux. A n'en pas douter on se trouvait dans le cas d'une "tyrannie évidente et prolongée", pour reprendre l'expression de Paul VI dans *Populorum Progressio*. Qu'elle tombe, personne ne doit le regretter.

Troublant Viet Nam

L'instrument direct de ce renversement, c'est le Viet Nam. Il n'est pas facile de se faire une idée de cet autre pays. Des témoignages de chrétiens engagés, une interview de l'évêque d'Hô Chi Minh Ville et plus récemment de Soeur Vandermeersch... tout cela nous réjouissait. Voilà, pensions-nous, un pays qui a su éviter le piège de l'épuration qui suit tant de libérations et qui, lentement, panse ses immenses blessures : physiques, psychologiques, économiques et écologiques.

Mais depuis un certain temps, on se prend à douter. Les camps de rééducation continuent à fonctionner, privant le pays de cadres précieux. La corruption ne semble pas en voie d'assainissement et, jointe à l'incompétence de tant de cadres, transforme en catastrophe le problème alimentaire. Le nombre des réfugiés augmente et leur départ semble se faire avec la bénédiction (rémunérée) des autorités sur des bateaux surchargés.

Et maintenant, c'est l'entrée en guerre contre un autre pays, fût-ce le Cambodge de Pol Pot. Que ce soit à un nouvel épisode de la "guerre des grands" que l'on assiste n'excuse pas le Viet Nam de s'en faire l'instrument immédiat.

Le temps de l'accueil

L'histoire de "Mère Courage" recommence : une population qui ne doit guère suivre les intentions des dirigeants mais qui voit par contre passer et repasser les bottes des soldats sur les récoltes et retransformer en misère ce que l'on tendait avec peine à hausser au niveau de la pauvreté.

Pour nous maintenant, il y a mieux à faire que de tenir des propos moralisateurs en renvoyant ces lointains antagonistes au règlement de leur différend. Il s'agit de prendre la place qui nous revient dans l'élan de solidarité internationale. A ce titre on peut se réjouir de savoir que la Confédération, Caritas et l'Entraide protestante consacreront 4 millions de francs pour accueillir 200 adultes et 100 enfants réfugiés du Vietnam.

Si vous pensez que notre pays peut faire plus, pourquoi ne pas écrire au Bureau des Etrangers, Département de Justice et Police à Berne ?

■ APRES LA MORT DE BOUMEDIENE

Le 27 décembre, on apprenait la mort du président algérien. Dans une déclaration à l'hebdomadaire "Témoignage Chrétien", le cardinal Duval, archevêque d'Alger met en relief l'envergure du disparu.

...*"Nous partageons le deuil du peuple algérien et nous nous associons aux hommages rendus au président disparu qui, depuis treize ans, s'est consacré avec une énergie inlassable au développement du pays. Les progrès enregistrés dans les domaines de l'éducation, de l'industrialisation, de la construction ont concrétisé, sous l'impulsion du président, l'effort de tout un peuple. En même temps s'est affirmée avec constance la promotion des plus défavorisés des citoyens et l'Algérie s'est placée au premier rang des pays travaillant pour la liberté des peuples et l'élaboration d'un nouvel ordre économique international respectueux de la justice en faveur du Tiers-Monde..."*

■ A PROPOS DE REFUGIES : IL N'Y A PAS DE QUOI PAVOISER

A propos de la loi sur le droit d'asile, nous avons exprimé notre satisfaction dans le précédent numéro : la commission du Conseil National nous paraissait avoir fait un bon travail et, de fait, des invitations à plus d'ouverture n'ont pas manqué de se faire entendre dans les débats, comme en témoigne l'interpellation qu'une députée a pris la peine de nous envoyer. Hélas, presque toutes les propositions d'assouplissement ont été refusées. Et l'on sait que le projet de loi doit encore repasser devant le Conseil des Etats, risquant encore de s'appauvrir de quelques innovations.

Ainsi la croix fédérale que notre dessinateur avait représentée largement ouverte, devrait-il la refermer en ne laissant qu'une chatière ? C'est bien possible... et c'est bien regrettable. Comme l'exprimaient Claire-Lise Domenjoz et François de Vargas, *"Le Suisse a le coeur tendre... il ouvre volontiers sa bourse, mais la majorité des élus de ce peuple a refusé - mais est-ce vraiment l'avis de leurs électeurs ? - les assouplissements proposés par la commission. Ne serions-nous généreux qu'à condition que les défavorisés restent loin de nous ?"*;



■ A PLUS DE 80 ANS, EN ROUTE VERS LE PARAGUAY !

Il y a deux ans, la COTMEC organisait une conférence de presse pour permettre à Monsieur et Madame Santucho de faire entendre plus largement la souffrance dont ils étaient l'objet de la part du gouvernement argentin. En moins de trois ans, ils ont assisté à l'assassinat de leurs quatre fils, d'une belle-fille et d'un beau-fils, d'une petite-fille, ainsi qu'à la disparition d'une fille, de deux belles-filles et de deux petits-fils. Eux-mêmes sont en exil depuis 1976.

Actuellement, ils préparent pour le début février un voyage au Paraguay afin d'aller plaider la libération de leur fils Amilcar, un avocat de 57 ans. Si rien ne pouvait justifier l'incarcération en Argentine de ce démocrate de grande valeur qu'est Amilcar Santucho, que dire de sa détention depuis 1975 dans un pays voisin ?

Et c'est pour faire cesser cette situation qu'infatigablement ses vieux parents se remettent en route. Mais le Paraguay de Stroessner n'est pas un pays où il fait bon se promener, surtout pas pour revendiquer le respect des droits de l'homme. C'est pourquoi nous ne saurions donner trop de publicité à ce voyage. Lorsque les autres garanties ne fonctionnent plus, l'opinion internationale n'est-elle pas le seul recours pour qu'il ne soit pas fait trop bon marché de la vie des personnes ?

Dans un prochain numéro, nous vous informerons des résultats de cette démarche. Dès maintenant nous assurons de tout notre appui ceux qui l'entreprennent.

■ LE PROGRAMME TRIENNAL DE LA LIGUE SUISSE DES DROITS DE L'HOMME

La Ligue suisse des droits de l'homme, au cours d'une manifestation qu'elle a organisée à Genève à l'occasion du trentième anniversaire de la Déclaration universelle, a fait connaître le programme d'action, réparti sur trois ans, qu'elle entend appliquer. Il comprend les points suivants :

Sur le plan suisse d'abord, soutien aux initiatives "Etre solidaire" et "Pour un authentique service civil"; amélioration de l'asile politique et abolition de l'internement administratif.

En ce qui concerne l'étranger, l'accent sera mis sur l'Année de l'enfant, l'abolition de la peine de mort et le soutien aux peuples dirigés par un régime totalitaire.

AVIS

Les six panneaux réalisés par la paroisse du Sacré Cœur sur le thème des Droits de l'Homme sont au Centre de la Fusterie jusqu'à la fin du mois de janvier. Passé cette date, ils sont à la disposition des paroisses ou des groupements qui souhaiteraient faire une information sur ce sujet. De plus, la COTMEC est prête à apporter son appui à toute initiative faite dans ce sens.

COMMISSION TIERS-MONDE DE L'EGLISE CATHOLIQUE

Case postale 99 - 1211 GENEVE 9
Secrétariat : André Fol - 85, rue de Carouge
1205 GENEVE
Téléphone : 29.58.50 - CCP 12 - 21551

■ UNE CLIENTELE MOINS "DOMMAGE"...

Un article de Françoise Hubscher dans "Jeune Afrique" de décembre dernier attire une nouvelle fois notre attention sur le problème des médicaments interdits dans certains pays industrialisés et largement diffusés dans le Tiers Monde.

Le contraceptif Dépo-provera est utilisé dans une quarantaine de pays d'Afrique et du Moyen Orient (en 1977 par exemple, il a été administré gratuitement à plus de 3600 femmes de la Réunion). Par contre aux Etats Unis, où se trouve le siège de la firme Upjohn qui travaille à ce produit depuis 1958, sa vente n'est pas autorisée. Malgré son côté pratique (une injection tous les trois ou six mois au lieu de la pilule quotidienne), on lui reproche des effets secondaires importants, notamment on le suspecte de favoriser le diabète. Et s'il est utilisé dans certains pays occidentaux, c'est avec de grandes précautions.

Alors les femmes du Tiers Monde représentent-elles une clientèle où le risque est moins grand ? Ou, pire encore, ne seraient-elles pas un intéressant laboratoire d'expérimentation ?

■ LE SCANDALE DU TABAC

Les services publics des pays occidentaux mènent de vigoureuses campagnes pour informer l'opinion publique des multinationales qui produisent les grandes marques de cigarettes. En effet, pour tourner les législations anti-tabac, celles-ci envoient leurs produits les plus nocifs dans le tiers monde et établissent des usines dans ces pays, où il n'existe pas de réglementation sur les teneurs en nicotine et en goudron contenus dans le tabac. Les Etats Unis, par exemple, ont inclus dans leur programme "Food for Peace" (Aliments pour la paix) des stocks de tabac à haute teneur en nicotine et de goudron que les nouvelles lois leur interdisent de vendre sur le marché national...

■ SOCIETES TRADITIONNELLES ET MODERNES EN AFRIQUE

Un colloque sur les "Les Droits de l'homme et le développement économique en Afrique francophone" a été organisé au Rwanda en juillet 1978, pour étudier la manière dont les sociétés africaines traditionnelles et modernes protègent les droits individuels et collectifs.

Les sociétés traditionnelles respectaient les droits de la personne, malgré certaines violations, car le pouvoir était très contrôlé. A présent, les notables sont choisis par le chef, et non plus par les clans, comme le voulait la tradition. Le chef, incontrôlé, gouverne seul, et commet les pires violations des droits de l'homme.

Autre conclusion du colloque : les sociétés traditionnelles ne constituent pas un frein au développement, contrairement au système actuel qui ne respecte pas la personne humaine.

Enfin, il est demandé "que les valeurs du système traditionnel africain des Droits de l'homme soient sauvegardées et inspirent toute politique de promotion des Droits de l'homme", "qu'on favorise en Afrique la presse libre ainsi que la formation de journalistes compétents capables de rendre la presse crédible", "qu'on mette en place des structures administratives et politiques adéquates et qu'on encadre la masse par des gens soucieux d'améliorer leur sort et d'assurer une justice pour tout le monde".

■ GRAND MERCI AU SERVICE D'INFORMATION CATHOLIQUE

Lorsqu'une entreprise démarre, les appuis sont infiniment précieux. En nous offrant l'hospitalité régulière de ses 540 enveloppes, le S.I.C. nous a grandement aidés, encouragés à poursuivre... Plus encore, sans le S.I.C. serions-nous partis ?

Mais c'était une étape. Le but du S.I.C. est autre et il est temps que le COTMEC-INFORMATION vole de ses propres ailes. Dès aujourd'hui il vous parvient comme journal par abonnement. Il va sans dire que les abonnés au S.I.C. qui ne souhaitent plus recevoir cette feuille n'auront qu'à nous le signaler.

Autre nouveauté : ce numéro comporte deux pages de plus. La visite de Jean Paul II au Mexique ne pouvait pas ne pas retenir notre attention.

Mais que les amateurs d'informations vite lues se rassurent, cela ne durera pas !

■ SUISSE - TIERS-MONDE : QUE DIRE DE LA TOURNÉE DE PIERRE AUBERT ?

Comment analyser la tournée africaine de Pierre Aubert ? En tout cas ni sur un mode systématiquement négatif ni avec des accents d'enthousiasme.

Le système politico-économique suisse est tel qu'un conseiller fédéral, dans ses actes, doit se faire l'expression des courants majeurs du pays, compatibles ou pas. Un changement de conseiller fédéral ne peut donc guère entraîner de modification importante. La nouveauté apparaîtra surtout dans le style et dans le dosage des composantes du cocktail.

● DEUX OBJECTIFS PRINCIPAUX

Examinant le voyage de Pierre Aubert, on passera rapidement sur certains des objectifs annoncés (exposer notre politique étrangère, manifester notre intérêt pour l'Afrique, procéder à des échanges de vues sur le dialogue Nord-Sud) pour nous concentrer sur les deux auxquels le conseiller fédéral a accordé beaucoup d'importance : les relations commerciales et la coopération au développement. Le premier devant répondre aux besoins de notre industrie d'exportation et à la nécessité de lutter contre le chômage en Suisse; le second devant satisfaire à la fois les exportateurs suisses — car les pays qui se développent sont de bons clients — et ceux des tiersmondistes qui font confiance à la contribution de notre pays au développement des peuples.

● UN ACCENT NOUVEAU

Un accent nouveau en matière de coopération technique est relevé par "Domaine public" : "Le chef du Département politique semble décidé à jouer la carte de la coopération dans ses aspects les plus efficaces, la coopération qui lie la participation de certains de nos concitoyens et la participation des populations intéressées.



Des projets nouveaux devraient être engagés; et, avec la relève qui s'annonce parmi les responsables de la Coopération, des développements importants et intéressants sont désormais possibles."

L'avenir dira si cette évolution éventuelle sera de nature à donner confiance en la Coopération suisse à ceux qui l'estiment encore trop largement asservie à nos intérêts économiques.

● CINQ CAS DIFFERENTS

Il est intéressant de préciser que les objectifs de la tournée Aubert n'étaient pas les mêmes selon les lieux. A travers le conseiller fédéral, la Suisse était relativement "désintéressée" en Haute Volta. Ce pays est particulièrement défavorisé et l'on sait que la récente loi sur la coopération au développement fait obligation à la Suisse de porter l'effort avant tout sur les pays de cette catégorie. D'autre part, nos exportations dans ce pays sont dérisoires (1,3 million en 1977).

Au Cameroun, c'est déjà différent. Sa remarquable stabilité dans l'Afrique agitée — le gouvernement actuel est en place depuis vingt ans... —, est prometteuse pour les relations commerciales. Giscard y a d'ailleurs suivi Aubert. Nos exportations y sont encore faibles (environ 9 millions en 1977) mais elles pourraient s'accroître, grâce en partie au "goodwill" que nous y a acquis une coopération au développement assez poussée (30 millions de 1961 à 1977).

Au Sénégal, au contraire, la coopération suisse est faible. Nos exportations y sont également d'environ 9 millions. C'est peu, mais il n'est pas exclu qu'elles augmentent substantiellement car ce pays n'est pas au nombre des plus pauvres.

La Côte d'Ivoire est, elle, un client important (elle nous a acheté pour 78 millions en 1977). Il s'agit donc, dans l'optique des exportateurs, d'entretenir ce marché d'autant que le niveau de vie est relativement élevé.

Il en est de même et à plus forte raison pour le Nigéria, qui non seulement est notre meilleur client d'Afrique (il "vaut" 391 millions), mais qui empêche l'entrée de nos montres depuis octobre dernier.

○ L'AMBIGUÏTÉ D'UNE DÉNONCIATION

On ne peut que se réjouir que Pierre Aubert ait dénoncé, au côté du président du Nigéria, l'apartheid pratiqué en Afrique du Sud. Mais évidemment, comme l'écrit à ce sujet le Journal de Genève, "nos échanges avec le Nigéria sont maintenant plus importants qu'avec l'Afrique du Sud. On ne saurait ne pas en tenir compte". Même si cette dénonciation de l'apartheid fait suite à d'autres déclarations de principe officielles suisses (notamment celle de Téhéran en 1966), même si — comme c'est probable — M. Aubert déteste personnellement réellement l'apartheid, il est vraisemblable que le choix du lieu pour la prononcer est lié à l'importance du client, à l'embargo récent sur nos montres et au fait que le président Ahidjo est un farouche ennemi du régime de l'Afrique du Sud. Cette remarque de notre part n'est pas un persiflage; elle vise à la prise de conscience des ambiguïtés des déclarations qu'imposent les nécessités politico-économiques.

○ "NOUS SOMMES DE CEUX QUI TIRENT PROFIT..."

Une dernière remarque, qui n'est pas la moins importante. Beaucoup estiment qu' "il faut ce qu'il faut", que si tout cela n'est pas très glorieux ou noble, il faut être réaliste et qu'après tout, tout le monde y trouve son compte.

Justement, ce n'est pas le cas. Et il s'en faut. Globalement, les individus et les classes les plus faibles y perdent presque toujours.

Relisons la déclaration de huit évêques de France, du 28 février 1977 : "...l'honnêteté nous oblige (...) à déceler les mécanismes d'un système qui plonge ses racines dans nos propres pays. Nous qui, en Europe, appartenons à des nations qui se prétendent les plus avancées du monde, nous sommes de ceux qui tirent profit des pays en voie de développement en les exploitant. Nous ne voyons pas la souffrance qui en résulte pour des peuples entiers,

dans leur chair et dans leur esprit. Nous contribuons à renforcer la division du monde actuel où éclate la domination des pauvres par les riches, des faibles par les puissants. Savons-nous que notre gaspillage de ressources ou de matières premières ne serait pas possible sans le contrôle des échanges commerciaux par les pays occidentaux ? Voyons-nous à qui profite le commerce des armes, dans lequel notre propre pays s'illustre si tristement

Comprenons-nous que la militarisation des régimes des pays pauvres est une des conséquences de la domination économique et culturelle exercée par les pays industrialisés, dans lesquels la vie est réglée par le souci du profit et les puissances d'argent ?"

Lisons aussi le message tout récent envoyé aux évêques d'Amérique latine, avant la conférence de Puebla, par les évêques de France : "Votre conférence est aussi pour nous une interrogation. Nous devons être sincères. Beaucoup de maux, qu'il s'agisse de sous-développement et de dépendance économique, dont souffrent vos nations, ont leurs causes dans les privilèges disproportionnés de nos pays riches, prétendument développés, et qui sont de tradition chrétienne. Si ces responsabilités dépassent ce que chacun d'entre nous peut assumer, il n'en reste pas moins qu'elles sont les nôtres collectivement. Les politiques monétaires, les variations des prix des matières premières engendrent chez vous le chômage et le sous-emploi; nos pays sont souvent à l'origine des injustices frappant les vôtres; ils sont ainsi dépourvus de ces ressources culturelles et matérielles qui permettraient leur liberté. Nous nous rendons bien compte aussi que les pratiques économiques de nos pays riches ne sont pas étrangères à certaines situations que vos pays peuvent connaître en ce qui concerne le respect des droits de l'homme."

N'oublions jamais que c'est dans le cadre constamment préjudiciable aux peuples pauvres et opprimés que s'exercent nos relations commerciales, financières et de coopération au développement. Cela relativise, sans le condamner, tout ce qui se fait d'un peu mieux qu'avant. Raison de plus pour pousser à la roue, sans cesse, vers ce mieux afin que nos frères lointains soient un peu moins spoliés, exploités ou opprimés par le système politico-économique mondial actuel et par la rapacité et la volonté de puissance des plus forts. □

☐ TERRE NOUVELLE : NOUVEAU MAGAZINE PROTESTANT ROMAND

Terre Nouvelle, le nouveau magazine sur le témoignage évangélique, l'entraide et la coopération au développement, paraît ces jours-ci. Le numéro 1 du magazine, qui remplace l'Actualité missionnaire et les Nouvelles de l'Entraide protestante, consacre un dossier à l'année internationale de l'Enfance. Photos et dessins agrémentent cette première cuvée, qui fait aussi place aux trois rubriques du Département missionnaire romand, de l'Entraide protestante suisse et de Pain pour le Prochain. Une page contient en outre de brèves informations, tandis qu'un jeune couple d'animateurs ruraux évoque, à l'enseignement de "ils l'ont vécu", ses expériences en Haïti.

Terre Nouvelle, qui paraît cinq fois l'an, est né d'un vœu de la Conférence des Eglises romandes, qui souhaitait voir mieux coordonnée l'information des trois organismes intéressés au témoignage chrétien dans le monde. Ceux-ci gardent leur autonomie et la possibilité de communiquer rapidement des informations, si nécessaire. Adressées à 60 000 abonnés, les 28 pages illustrées du magazine permettront d'apporter aux paroisses et aux milieux intéressés une information plus large et plus agréablement présentée, sans frais supplémentaires par rapport au passé. (SPP)

⊙ PRIÈRE ET NON-VIOLENCE

La Communauté de Grandchamp invite les objecteurs de conscience et tous ceux qui cherchent à vivre la NON-VIOLENCE à participer à la retraite que dirigera le pasteur Pierre Burgat sur le thème de :

LA JUSTICE

du vendredi soir 9 mars au dimanche après-midi
11 mars 1979.

⊙ Dans la complexité de son histoire actuelle, il ne faut négliger aucune source d'information pour tenter de saisir la réalité vietnamienne. Dans cet esprit, nous vous informons que

Mardi 27 février, à 20 h.30, à la salle du Faubourg

Soeur Françoise Vandermeersch donnera une conférence sur le thème :

LE VIETNAM EN QUESTION

(entrée libre)

PUEBLA

LES PAROLES DE JEAN PAUL II
AU MEXIQUE

- Des balises, mais pas de barrières.
- Des silences qui étonnent.

Fallait-il revenir sur la visite du pape à Puebla ? Le rythme mensuel de notre parution nous fait arriver bien tard et, de plus, il semble que tout a été dit sur cet événement, qui a pris tant de place dans une actualité pourtant bien tourmentée.

Cependant plusieurs personnes nous ont dit combien il leur était difficile de se faire une idée à travers les moyens d'information dont elles disposaient : des détails purement anecdotiques ou des extraits de discours qu'on ne manquait pas de tirer dans tous les sens... C'est ce qui nous a décidés. Précisons que cet article est fait à partir d'une septantaine de documents, commentaires ou communiqués : nous n'avons de loin pas le texte intégral de toutes les interventions du pape.

Le mois prochain, nous pensons faire le même travail à propos de la conférence de Puebla elle-même.

■ LA VISITE DU PAPE EN AMERIQUE LATINE : UN GESTE AVANT D'ETRE UNE PAROLE

Comme le dit Jacques Madaule (1), *"l'événement a donc deux faces. L'une est tournée vers cette assez petite partie du genre humain qui a le loisir de penser, de comparer un texte avec un autre, Puebla avec Medellin, 1979 avec 1968. Mais pour les masses souffrantes, une vérité immédiate se manifeste, un espoir se concrétise. Tant pis si cela ne dure pas... il faut bien de temps en temps que le coeur éclate lorsqu'il est trop lourd."* Qu'est-ce qui pourrait expliquer le déplacement de vingt millions de personnes (selon les estimations officielles) sinon le besoin d'une "consolation" comme le dira une femme du peuple à Aibert Longchamp ?

Et, face à ce mouvement, les observateurs ont unanimement reconnu que le pape avait su se montrer présent, accueillant. Le courant a passé car lui aussi a le sens du geste, de la détente, parfois le recours à l'improvisation.

Au Mexique, une rencontre a eu lieu.

D'aucuns trouveront ambiguë cette *"chevauchée fantastique apaisante pour la population et rassurante pour les shérifs du coin"* (2). Nous y reviendrons dans nos conclusions, mais il est clair que ce n'est pas une décision en haut lieu qui pouvait empêcher tant de gens déçus par le sort qui leur est réservé dans ce pays "de révolution institutionnalisée" de regarder un moment ailleurs. Et si l'on y ajoute la capacité de communication qui marque le tempérament latino-américain...

■ QUEL ETAIT LE BUT DU VOYAGE ?

"C'est avant tout un pèlerinage de foi", a déclaré le pape *"messager de l'Evangile pour des millions de frères et de sœurs qui croient dans le Christ. Le pape, a-t-il ajouté, veut les connaître tous, les embrasser tous, dire à tous - enfants, jeunes, hommes, femmes, ouvriers, paysans, professionnels - que Dieu les aime, que l'Eglise les aime, que le pape les aime... Je veux aussi recevoir l'encouragement et l'exemple de leur bonté, de leur foi"*. Il fait une "visite pastorale", comme il le dira aux évêques. C'est un premier point important. Il ne faudra pas le perdre de vue si l'on ne veut pas être déçu en attendant des prises de positions de caractère plus politique. Ce n'était pas son projet.

Un autre point important, c'est la rencontre des évêques et l'ouverture de la conférence de Puebla. Là, c'est à des frères qu'il s'adresse et s'il dit regretter de ne pas pouvoir prier, réfléchir et travailler avec eux, il leur laisse *"comme gage de sa présence spirituelle quelques paroles prononcées avec un grand souci pastoral et une affection paternelle et qui sont l'écho de ses principales préoccupations."*

■ UNE TRENTAINE D'ALLOCUTIONS ET UNE MINI-ENCYCLIQUE

Le nombre si élevé des interventions oblige à se limiter. Lors du choix, il convient de réserver la place qu'elle mérite au discours d'ouverture de la conférence à Puebla. C'est trop peu dire que d'affirmer que ce moment était très attendu et par tous. On se rappelait du poids qu'avaient eu les discours de Paul VI il y a dix ans. Après la tension qui avait marqué la préparation de la conférence, l'enjeu était de taille. Jean Paul II y a fait face en prenant de la hauteur, ceci dit sans aucune nuance péjorative. *"Robuste dans ses convictions, savamment structuré, son verbe est haut et ferme. Son lyrisme ne vient pas d'une effusion de sentiment, mais d'une hauteur de vue qui ne peut procéder que d'une seule source : l'Evangile."* Cette appréciation de l'éditorialiste du "Monde" rejoint notre impression. A n'en pas douter, c'est un témoin qui parle, et il parle de l'essentiel. En invitant le lecteur à lire le texte intégral, nous nous limiterons à citer des passages choisis dans les différentes parties en signalant le nombre de lignes qu'elles contiennent.

■ LES DISCOURS SUPPORTENT MAL LE VOYAGE

Georges Montaron, à propos du discours du pape à Puebla, écrit *"Hélas Jean Paul II a fait un discours romain, plus précisément d'évêque polonais... par dessus la tête des évêques d'Amérique latine, le pape s'adressait au monde entier. Pour cela il n'était pas nécessaire de faire un aussi long voyage"*. Cela nous paraît un peu sévère à l'égard de ce discours; par contre, cela correspond parfaitement à l'impression que nous avons ressentie à la lecture de tant d'autres. Les discours adressés aux séminaristes, aux prêtres et aux religieuses les 26 et 27 janvier auraient pu être prononcés à Rome sans changements notoires; rien ne semble se rapporter à l'Amérique latine. Ce qui nous renforce dans cette idée, c'est que les deux fois où le pape ne s'est pas servi des textes préparés (aux Indiens à Oaxaca et aux ouvriers de Monterrey), le ton est autre, le propos beaucoup plus adapté.

Le texte intégral du discours de Puebla a été publié dans "La Croix" du 31 janvier et dans "Témoignage Chrétien" du 5 février.

Des exemplaires de ce dossier peuvent être obtenus gratuitement au secrétariat.

LE MESSAGE DE JEAN PAUL II A PUEBLA

Chers frères dans l'épiscopat,

Cette heure que j'ai la joie de vivre avec vous est certainement historique pour l'Amérique latine. L'opinion publique mondiale en a bien conscience, comme en ont conscience les fidèles de vos Eglises locales, et surtout vous-mêmes qui en serez les protagonistes et les responsables.

C'est aussi une heure de grâce, marquée par le passage du Seigneur, par une présence et une action tout à fait particulières de l'esprit de Dieu. C'est pourquoi nous avons invoqué avec confiance cet esprit au début de nos travaux. C'est pourquoi aussi je vous demande maintenant, comme un frère à des frères très chers : tous les jours de cette Conférence et en chacun de ses actes, laissez-vous conduire par l'Esprit, ouvrez-vous à son inspiration et à son impulsion, que lui seul – et aucun autre esprit – vous guide et vous encourage...

1. MAITRE DE LA VERITE (380 lignes)

...Veiller sur la pureté de la doctrine, fondement de l'édification de la communauté chrétienne, est donc, avec l'annonce de l'Evangile, le devoir premier et irremplaçable du pasteur, du maître de la foi. Saint Paul, vaincu de la gravité de ce devoir, le mettait souvent en relief. En plus de l'unité dans la charité, nous avons toujours besoin de l'unité dans la vérité...

De la connaissance approfondie de cette vérité dépendra la vigueur de la foi de millions d'hommes et dépendra aussi la valeur de leur adhésion à l'Eglise et de leur présence active de chrétiens dans le monde. De cette connaissance découleront des options, des valeurs, des attitudes et des comportements capables d'orienter et de définir notre vie chrétienne et de créer des hommes nouveaux et donc une humanité nouvelle, par la conversion de la conscience individuelle et collective (EN, 18).

C'est d'une solide christologie que doit venir la lumière sur tant de sujets et de questions doctrinales et pastorales que nous nous proposons d'examiner ces jours-ci...

De cette foi dans le Christ, et du sein de l'Eglise, nous tirons la capacité de servir l'homme, de servir nos peuples, de faire pénétrer l'Evangile dans leur culture, de transformer les coeurs, d'humaniser les systèmes et les structures.

Tout silence, tout oubli, toute mutilation ou accentuation inadéquate qui affecte l'intégrité du mystère de Jésus-Christ et s'écarte de la foi de l'Eglise ne peut constituer un contenu valable de l'évangélisation. "Aujourd'hui, sous prétexte d'une piété qui est fautive, sous l'apparence trompeuse d'une prédication évangélique, on essaie de nier le Seigneur Jésus", écrivait un grand évêque lors des graves crises du IV^e siècle. Et il ajoutait : "Je dis la vérité, afin que soit connue de tous la cause de la désorientation dont nous souffrons. Je ne puis me taire." (Saint Hilaire de Poitiers.) Vous non plus, évêques d'aujourd'hui, lorsque de telles confusions se produisent, vous ne pouvez pas vous taire...

2. SIGNES ET BATISSEURS DE L'UNITE (70 lignes)

3. PROMOTEURS ET DEFENSEURS DE LA DIGNITE (280 lignes)

...La dignité humaine est une valeur évangélique qui ne peut être méprisée sans offenser gravement le Créateur.

Cette dignité est foulée aux pieds, au plan individuel, lorsqu'on ne tient pas dûment compte de valeurs comme la liberté, le droit de professer sa religion, l'intégrité physique et psychique, le droit aux biens essentiels, à la vie... Elle est foulée aux pieds au plan social et politique, lorsque l'homme ne peut exercer son droit de participation, ou est soumis à des contraintes injustes et illégitimes, ou à des tortures physiques, psychiques, etc.

Je n'ignore pas combien de problèmes se posent aujourd'hui à ce sujet en Amérique latine. Comme évêques, vous ne pouvez pas vous en désintéresser. Je sais que vous vous proposez de faire une sérieuse réflexion sur les relations et implications existant entre évangélisation et promotion humaine, ou libération, en considérant, en ce vaste et important domaine, l'aspect spécifique de la présence de l'Eglise...

De là naît la constante préoccupation de l'Eglise pour la délicate question de la propriété...

Cette voix de l'Eglise, écho de la conscience humaine, n'a pas cessé de résonner au cours des siècles au milieu des systèmes et des conditions socio-culturelles les plus variées : elle mérite et elle exige d'être écoutée aussi à notre époque, tandis que la richesse croissante d'un petit nombre va de pair avec la misère croissante des masses.

C'est alors que prend un caractère d'urgence l'enseignement de l'Eglise selon lequel toute propriété privée est grevée d'une hypothèque sociale. En relation avec cet enseignement, l'Eglise a une mission à accomplir : elle doit prêcher, éduquer les personnes et les collectivités, former l'opinion publique, orienter les responsables des peuples. De cette manière, elle travaillera de faveur de la société, dans laquelle s'insérera ce principe chrétien et évangélique, en entraînant une distribution plus juste et plus équitable des biens, non seulement à l'intérieur de chacune des nations, mais aussi dans le monde international en général, en évitant que les pays les plus forts utilisent leur propre pouvoir au détriment des plus faibles...

Au regard des ces propos, l'Eglise voit avec une profonde douleur "l'accroissement, parfois massif, des violations des droits de l'homme dans toutes les parties de la société et du monde..." Qui pourrait nier qu'aujourd'hui des personnes individuelles et des pouvoirs civils violent impunément les droits fondamentaux de la personne humaine : droits tels que le droit à la naissance,

le droit à la vie, le droit à une procréation responsable, le droit au travail, à la paix, à la liberté et à la justice sociale, le droit de participation aux décisions qui concernent les peuples et les nations ? Et que dire en face des différentes formes de violence collective, comme la discrimination raciale dirigée contre des individus et des groupes, l'usage de la torture physique et psychologique perpétrée contre des prisonniers ou des opposants politiques ? Cette liste s'allonge si nous tournons notre regard vers des séquestrations de personnes pour des raisons politiques et si nous considérons les actes d'enlèvements pour un profit matériel, actes qui frappent si dramatiquement la vie familiale et les structures sociales (cf. mon message à l'ONU pour le 20^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, 2 décembre 1978).

Encore une fois, nous le disons avec force, respectez l'homme, il est à l'image de Dieu. Évangélisez, afin que ceci devienne une réalité, afin que le Seigneur transforme les cosurs et humanise les systèmes politiques et économiques, à partir de l'engagement responsable de l'homme.

4. QUELQUES TACHES PRIORITAIRES (40 lignes)

Vous vous apprêtez à étudier de nombreux thèmes pastoraux de grande importance. Le temps me manque pour en traiter. Je me suis déjà référé et je me référerai à certains d'entre eux dans mes rencontres avec les prêtres, les religieux, les séminaristes, les laïcs. Les thèmes que je vous signale ont, pour divers motifs, une grande importance. Vous ne manquerez pas de les étudier parmi tant d'autres que votre clairvoyance pastorale vous suggèrera... (la famille, les vocations sacerdotales et la jeunesse).

□ DES MAITRES MOTS

Plutôt que de tenter un impossible résumé des discours du pape, nous préférons relever quelques idées forces.

Dignité de l'homme, vérité, unité, voilà peut-être les mots clés non seulement de ce discours, mais également de tant d'autres allocutions à des auditeurs très divers.

L'insistance sur le thème de la famille a étonné, choqué même lorsqu'on a cru trouver dans ces propos une nuance de natalisme : comment s'expliquer cet accent dans le contexte latino-américain ? Influence de l'origine polonaise de l'orateur ? Pourquoi pas aussi fruit d'une analyse ? Au moment où, sous l'oppression, partis, syndicats, écoles, universités sont tellement muselés qu'ils en perdent toute possibilité éducative, la famille n'a-t-elle pas un rôle particulier à jouer comme *"éducatrice de la foi, formation des personnes, promotrice de développement"* ?

A propos du mot *"violence"*, une remarque s'impose. Si ce mot revient souvent dans la bouche du pape, ce n'est jamais, ou presque, pour désigner la situation de violence actuelle née du désordre établi qui écrase les personnes et les réduit en esclavage. C'est généralement *"le recours à la violence"* qui est dénoncé. On peut le regretter.

Et cette mise en garde contre le recours à la violence, à qui s'adresse-t-elle ? Aux seuls partisans de l'utilisation des armes dans l'instauration d'un peu de justice ? Ou également aux systèmes en place qui utilisent la violence d'une façon habituelle au point d'être obligé de la légitimer par une idéologie : la sécurité nationale ? Cela va sans dire mais cela aurait peut-être mieux été en le disant.

□ UN ÉTONNEMENT : LE RETOUR D'UNE CERTAINE DOCTRINE SOCIALE DE L'ÉGLISE ?

Après avoir distingué rigoureusement les plans, après avoir centré l'attention des évêques sur l'Évangile, voilà que le pape semble faire un pas en arrière en évoquant un système social entre le capitalisme et le marxisme. *"Une troisième voie où la violence n'aurait aucune part et où s'engagerait cependant la transformation du monde"* (3).

Comme on pouvait s'y attendre, cela n'a pas été du goût de tout le monde. *"Sans doute, pour un chrétien, la construction de la cité des hommes ne peut-elle s'édifier sans être interpellée par les exigences de l'Évangile... Mais nous savons bien que la construction de la cité des hommes est du domaine de notre responsabilité propre et que ni l'Évangile ni l'Église ne peuvent nous donner les modes d'emploi dont nous avons besoin. Alors pourquoi revenir à Léon XIII et à Pie XI quand le monde et l'Église*

ont tant progressé, quand le Concile de Vatican II a reconnu 'la juste autonomie des réalités terrestres' ?" (4).

A moins que par doctrine sociale de l'Église, le pape se réfère moins à l'idéologie que l'on désigne habituellement sous ce terme qu'au courant de prise au sérieux du monde qui s'est exprimé notamment dans des textes comme *Populorum Progressio*.

D'ailleurs on retrouve dans d'autres discours prononcés au cours de son voyage des passages qui autorisent à le penser. Par exemple, lorsqu'il invite les étudiants à *"travailler infatigablement pour un progrès authentique et complet (de la patrie), à donner la main — sans aucun préjugé — à quiconque se propose lui aussi de travailler au bien commun"*. (Discours prononcé le 31 janvier.)

□ LES SILENCES DE LA SUBSIDIARITE

On a reproché au pape ses silences; notamment de ne pas avoir parlé de l'Amérique latine. Pour ne prendre qu'un exemple, il n'a pas été question des "communautés ecclésiales de base" alors que, au nombre de plus de 100 000 sur tout le continent, elles représentent un apport original qui enrichit l'Église entière. Il y a là un problème d'adaptation : ce n'est pas en quelques mois que l'évêque de Cracovie peut entrer dans la problématique propre à chaque région du monde. Peut-être. Mais pourquoi ne pas voir, dans ces silences, également une marque de confiance, une mise en pratique de la subsidiarité ?

Le fait d'inviter les évêques, comme un frère parle à d'autres frères, à s'en remettre à l'Esprit en prenant leurs responsabilités, n'était-ce pas aller plus loin que toutes les prises de positions, que toutes les tentations de description ? Si cette interprétation est exacte, on aurait en Jean Paul II un pasteur qui sait l'importance de la parole qu'il a prononcée, mais qui en sait aussi les limites et qui ne veut en rien se substituer à ceux à qui il appartient de mener sur place l'analyse et d'élaborer les orientations pastorales.

Le fait que, lors de l'audience du 7 février, le pape ait parlé de Puebla comme d' *"une forme éminente, une réalisation intéressante et fructueuse du principe de la collégialité épiscopale"* nous confirmerait dans cette interprétation. Rome ne nous a pas habitués à cette discrétion. Plutôt que de nous en plaindre, il faut nous en réjouir.

□ LES AUTRES SILENCES

D'autres silences sont moins explicables. On ne peut pas tout dire certes, mais parler de pauvreté et d'injustice à plusieurs reprises sans jamais en citer les causes, c'est laisser croire à une certaine fatalité. C'est gommer le fait indéniable que cette pauvreté n'a pas toujours été, qu'elle a ses responsables et ses bénéficiaires.

Un silence nous a gênés encore plus lors de l'évocation de l'évangélisation de l'Amérique latine. A l'aéroport déjà, puis à St-Domingue, le pape chanta en termes idylliques la terre *"où se leva le jour du salut"* ainsi que les missionnaires qui en furent les artisans. N'y avait-il rien d'autre à dire, par exemple sur le prix qu'il a fallu payer cette rencontre avec le christianisme ?

Pour ne prendre qu'un exemple, Haïti, en 30 ans, a passé de 500 000 à 30 000 habitants. Et ces Indiens dont le pape a vanté la richesse de la culture, il faut se rappeler la façon dont ils ont été évangélisés. *"L'Indien se trouvera devant le choix de se convertir ou de mourir, car 'l'idolâtrie' sera considérée comme un crime..."* (5) Comme le

dit Delumeau, *"L'idolâtrie indienne a donc eu bon dos : elle a justifié la colonisation et ses pillages et expliqué jusqu'à l'effondrement démographique des populations indigènes"* (6). Certes, il y a eu Las Casas (celui qui avait écrit à l'empereur que si la mort et la destruction des Indiens était la condition pour qu'ils soient chrétiens, mieux vaudrait qu'ils n'aient jamais été chrétiens), mais il n'y a pas eu que lui...

Comme le disait en substance Pierre Loew lors d'une retraite au Vatican, à feuilleter certaines pages de l'histoire de l'Eglise, il est impossible que le rouge de la honte ne nous monte pas au visage. Celle-là en est une. D'autres exemples, de collusions avec le pouvoir notamment, s'y sont ajoutés plus récemment. En les évoquant, en demandant pardon, pourquoi pas, le pape aurait gagné en crédibilité auprès de tant de gens qui attendent de l'Eglise ses actes et non ses paroles.

□ ET LA THEOLOGIE DE LA LIBERATION, BLOQUEE ?

Certains ont cru pouvoir le déduire des discours de Jean Paul II. Les avaient-ils seulement lus ? Certes, la perception théologique du pape est autre : déductive, centrée sur une vérité *"possédée par l'Eglise dans l'Evangile"* et qu'il faut transmettre. Alors que pour les théologiens de la libération, sans nier le rôle de la révélation, leur attention se porte également sur l'incarnation d'une parole découverte et célébrée au sein même des combats pour la justice. Cette théologie *"écrite par les exclus de l'histoire"* est née dans un terrain précis et s'enracine en lui. Le cadre dans lequel vit le pape est autre. Mais de là à voir dans ses propos une condamnation, il y a un grand pas. Dans le discours aux évêques, n'a-t-il pas employé neuf fois le mot *"libération"* dans un seul paragraphe ? Et Fesquet nous rapporte ce propos du pape aux journalistes : *"La théologie de la libération peut être vraie ou fausse. Elle est fausse si elle s'inspire de principes non-chrétiens et si elle accepte des moyens qui ne le sont pas non plus. Mais mérite-t-elle alors le nom de théologie ? Je suis prêt, a-t-il ajouté, à dire oui à la théologie de la libération, à condition qu'on me précise laquelle"*.

□ JEAN PAUL II A-T-IL ETE PLUS LOIN QUE PAUL VI ?

Cette question, qui a préoccupé tant de commentateurs, n'a pas de sens. Nous ne sommes plus en 1968, le climat est différent, la réalité politique aussi : à quelques exceptions près, la marée noire du militarisme a gagné tout le sous-continent.

On a reproché au pape de ne pas sortir des généralités, ceci pour le plus grand réconfort des hommes au pouvoir. Etait-il possible qu'il en soit autrement ? Des prises de position fermes, nous pensons qu'elles ne peuvent venir que de la part de ceux qui auront à en assumer les conséquences, à en payer le prix. Combien de martyrs après Médellin, de personnes qui ont laissé leur vie, leur santé, leur liberté ? Mille au moins, probablement beaucoup plus (Jean Pottin, dans *"La Croix"* donne ce chiffre pour l'an passé seulement). Lorsqu'on sait que l'Eglise est souvent le seul espace de liberté, est-ce le rôle du pape que de l'inviter à se déchirer sur le fer d'une répression omniprésente ? Il ne pouvait qu'inviter les gens à prendre la responsabilité qui est la leur. Il aurait pu le faire plus ; peut-être, mais il l'a fait. En ce sens, il nous semble que le pape va plus loin que *"la thèse polonaise"*, cette formule créée en 1974 par Comblin pour désigner l'attitude d'une Eglise qui reste dans son domaine et n'intervient en aucune façon dans les affaires de l'Etat.

Aux évêques, il est vrai, à douze reprises, il adresse une mise en garde contre la confusion de leur rôle avec le service d'une idéologie politique, mais c'est pour leur rappeler d'autant plus clairement une approche éthique des problèmes. Et parmi les paroles fortes qui leur ont été adressées, celle où il est dit que *"toute propriété privée est grevée d'une hypothèque sociale"* et qu'il appartient à l'Eglise d'apporter son appui pour que chacun en prenne conscience ne doit pas nous échapper. Tout le contraire d'une fuite hors du monde : c'est une *"audace de prophète"* qu'il demande pour eux à la fin de son discours.

Pour améliorer la *"situation angoissante des pauvres"*, le pape en appelle à *"tous les chrétiens disposant de quelque pouvoir afin que, renouvelant leur cœur et leur esprit, ils promeuvent davantage de justice jusqu'à prendre sur leur bien propre, afin que nul ne manque de nourriture, de vêtements, de logement, d'éducation, de travail"* (30 janvier).

Dans le discours prononcé à Oaxaca, après avoir dénoncé *"aujourd'hui la situation qui continue d'être alarmante, rarement améliorée et qui a parfois empiré..."*, il adresse *"une invitation à l'action pour rattraper le temps perdu, qui est souvent un temps de souffrance prolongé et d'espérance non satisfaite"*. Plus loin, il s'en prend aux responsables des peuples et aux classes riches *"qui laissent parfois des terres improductives et cachent le pain qui manque à tant de familles... Il faut mettre en pratique des moyens efficaces au niveau local, national, international..."*

Dans le discours aux ouvriers de Monterrey, dont nous n'avons que de trop courts extraits malheureusement, le pape a proclamé le droit des travailleurs *"à participer aux décisions concernant leur vie et leur avenir"* et à *"créer librement les organisations pour les défendre"*.

Certes, on se serait accommodé de moins de mises en garde et de moins de généralités. Et pourtant nous pensons que, dans son insistance même à affirmer la dignité de l'homme, apparaît la liberté du prophète et que les gouvernants, bien loin de s'en réjouir, ont peut-être trouvé en lui, selon l'expression d'un commentateur, *"un partenaire malcommode"*.

En tous les cas, s'il a balisé le terrain, peut-être avec un excès de précautions, il n'a rien fermé. On reconnaît l'arbre à ses fruits. Dans son discours d'ouverture, le Cardinal Lortscheider n'a eu aucune difficulté à traduire en positif ce que le pape avait exprimé en négatif. Et le fait que, dès le début, il ait été possible à l'assemblée de s'octroyer, contrairement au règlement, le droit de nommer la commission d'articulation, n'était-il pas le signe que le pape n'avait rien entravé, mais au contraire exhorté et autorisé (au sens de rendre auteur) l'assemblée ?

Lorsque paraîtront les travaux de l'assemblée, nous saurons si cette estimation était la bonne.

1. *Le Monde*. 2 février.
2. *Le Monde*. 6 février. Pablo de la Higuera.
3. *France Catholique*. 31 janvier. Gwendoline Jarczyk.
4. *Témoignage Chrétien*. 5 février. Georges Montaron.
5. *Vivant Univers*, No 299, p. 6. André Sosson.
6. *La peur en Occident*, p. 251. Jean Delumeau.
7. *Témoignage Chrétien*. 5 février. Georges Montaron.

■ **REMARQUABLE SOLIDARITE
A DISTANCE : Les Indiens du Brésil
sont menacés de disparition et
l'Eglise luthérienne... de Bavière
s'en préoccupe**

Le responsable des affaires latino-américaines de l'Eglise luthérienne de Bavière vient de publier un rapport rendant attentif au sort des quelque 200 000 Indiens vivant dans les plaines du Brésil et qui sont menacés de disparition. Dans les milieux des journalistes, des anthropologues et des représentants d'Eglises, on emploie l'expression de "solution finale", de triste mémoire... L'auteur du rapport, le pasteur Ulrich Fischer, se réfère notamment à la critique formulée par Mgr Balduino, président du Conseil des affaires indiennes de l'Eglise catholique au Brésil, pour qui les projets de loi du ministre brésilien de l'Intérieur Rangel sont "une conséquence de plus du régime autoritaire, qui redoute toute discussion publique" de ces questions. Si l'un de ces projets devait être adopté, les Indiens disposeraient ensemble de moins de terres que certains propriétaires fonciers n'en possèdent individuellement ! On cite les cas de l'Américain Ludwig (600 000 hectares), des usines Volkswagen et de la firme italienne Liguigas. A cela s'ajoute "la tragédie des Indiens que l'on exécute, expulse ou déplace". Les organes gouvernementaux, le Service de protection des Indiens (FUNAI) ainsi que le Service de l'habitat indien (INCRA) n'assument en aucune manière leurs responsabilités. Exemple : une loi avait prévu que la démarcation des terres serait terminée en 1978. Or, moins de la moitié du travail a été accompli jusqu'à présent, de sorte que de grandes surfaces "libres d'Indiens" ont ainsi pu être occupées par des Blancs.

Le Conseil oecuménique des Eglises, pour sa part, suit l'évolution de cette situation depuis quelque temps avec préoccupation. Son Comité central a pris connaissance d'une étude faite par le Programme de lutte contre le racisme sur les "droits fonciers et les peuples indigènes opprimés" en Australie et au Brésil justement.

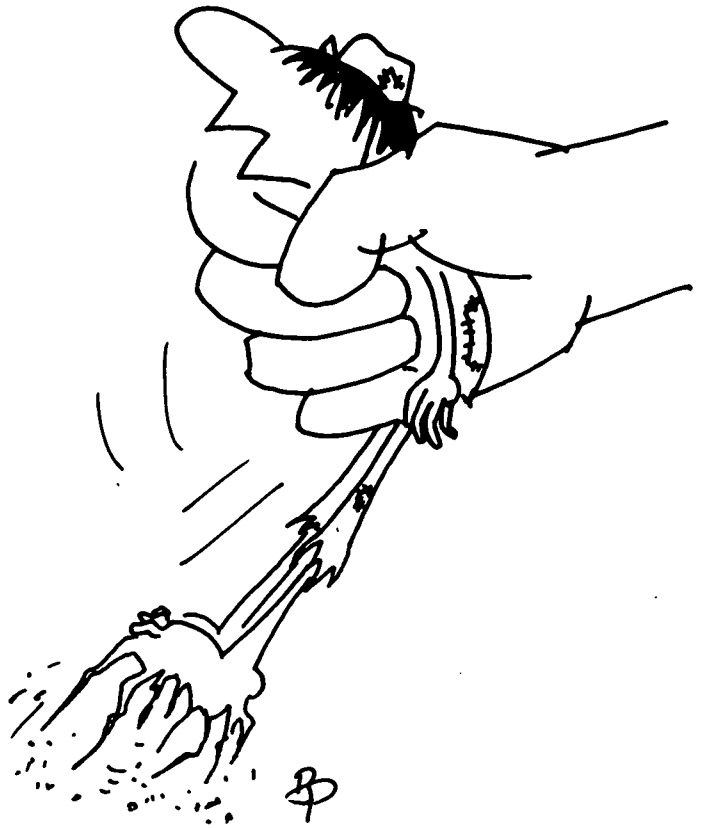
On attend maintenant du PLR qu'il mette au point une stratégie à discuter et à mettre en oeuvre en collaboration avec les Eglises membres du COE dans ces deux pays.

Sur le plan catholique, les interventions des évêques latino-américains des régions où les Indiens résident sont fréquentes et parfois fortes (voir les deux informations suivantes). Mais ne manquons-nous pas d'un organisme international à même de mettre au point une stratégie d'ensemble qui viendrait appuyer l'action pastorale et sociale des évêques locaux ? Ou alors ne serait-ce pas le rôle de la Commission pontificale Justice et Paix ?

Et puis, y a-t-il une manière catholique et une manière protestante de mener ce combat ? Faut-il vraiment continuer de faire séparément ce qu'on pourrait faire ensemble ?

■ **L'épiscopat péruvien dénonce
l'oppression des Indiens et s'engage...**

Les évêques du sud des Andes viennent de publier une longue lettre pastorale (brochure de 38 pages) intitulée "En accompagnant notre peuple". Elle décrit la situation d'oppression de leurs fidèles, en majorité des paysans indiens, et la lutte qu'ils ont engagée pour la défense de leurs intérêts vitaux. Les lois y sont faites pour les puissants, la justice s'y achète, les salaires sont infra-humains et toutes leurs sources naturelles de richesses (mines,



pétrole, terres) échappent à ces Indiens. Des "groupes de pouvoir" s'en sont emparés. "Ce peuple aspire à sa libération", souligne le document, qui conclut en réaffirmant "l'engagement des évêques à appuyer les organisations indépendantes qui (à cette fin) surgissent de son sein".

■ **Un évêque chilien prend la défense
des Indiens Mapuche. Un ministre
réagit.**

250 000 Indiens Mapuche, derniers descendants des Araucans, sont menacés de dépossession légale de leurs terres et, à terme, d'ethnocide par un projet de loi présenté officiellement comme devant mettre fin au paternalisme de l'Etat envers ces Indiens... Un évêque de la région, Mgr Sergio Contreras, a demandé qu'on écoute réellement l'opinion des Mapuche et sans exercer de pression. Le ministre chilien de l'agriculture lui a reproché violemment d'user de son influence parmi les indigènes pour les mobiliser contre le projet gouvernemental et de le faire en diffusant des critiques malintentionnées...

● **LA PLACE FINANCIERE SUISSE
ET LE TIERS MONDE**

Par Urs Haymoz

CETIM

On a passablement parlé des banques suisses à l'occasion de quelques scandales récents. Mais cette étude dépasse les cas sensationnels pour établir ce qui fait la vigueur incontestée de la place financière suisse, en faire apparaître les acteurs (banques, assurances, entreprises multinationales, le type de fonctionnement. Elle recherche ensuite quels sont les effets de ce système pour la Suisse et le Tiers monde et les correctifs qu'il convient de lui apporter.

■ **COE : UNE BROCHURE SUR LA
"SOCIÉTÉ JUSTE, VIABLE ET
FONDÉE SUR LA PARTICIPATION"**

Après la dernière assemblée de Nairobi (1975), le COE avait amorcé une recherche théologique qui devrait conduire vers une société juste "à la lumière du témoignage biblique du Royaume de Dieu". Trois concepts caractérisent cette société :

1. La justice, qui est au centre des aspirations des peuples dans leur lutte à travers le monde;
2. la participation, "qui constitue la condition nécessaire à une pleine réalisation de la justice";
3. la viabilité, notion qui est liée au débat sur les limites de la croissance, sur l'expansion irresponsable au détriment des pauvres et de la nature.

La brochure qui définit ces concepts souligne encore que le nouvel ordre économique international ne sera pas automatiquement mis en oeuvre par des décisions officielles, mais que les populations devront l'exiger de leurs gouvernements respectifs. Dans les pays défavorisés, la politique de développement doit être élaborée avec les pauvres. Toutes ces questions seront soumises au début de la prochaine décennie à l'attention des 295 Eglises membres du COE, qui s'en inspireront pour la préparation de la sixième assemblée générale du COE prévue en 1983 à Vancouver (Canada). (SPP)

■ **DES EGLISES LATINO-AMÉRICAINES
REPENDENT A UN APPEL EN
FAVEUR DU NICARAGUA**

Un appel d'un demi-million de dollars pour les victimes de la répression au Nicaragua a été lancé par la Commission d'entraide et de service des Eglises et d'assistance aux réfugiés (CESEAR) du COE.

Traditionnellement, les fonds pour ce genre d'action humanitaire proviennent en grande partie d'agences de secours et d'Eglises d'Amérique du Nord et d'Europe. Néanmoins, il est important de recevoir de l'aide — même s'il s'agit d'une somme symbolique — des Eglises d'Amérique latine elles-mêmes. Parmi les premières réponses reçues figurent celles de l'Eglise pentecôtiste du Chili; de l'Eglise évangélique luthérienne du Brésil et de la CELAEC (Commission évangélique latino-américaine pour l'éducation chrétienne). Les fonds récoltés serviront à soulager les souffrances les plus urgentes du Nicaragua et à venir en aide aux milliers de personnes qui ont cherché refuge dans les pays voisins. Ils seront acheminés par l'intermédiaire des Eglises du Nicaragua et des groupes créés par les Eglises dans les pays voisins prenant soin des réfugiés qui ne cessent de passer la frontière pour chercher protection. Outre ces fonds, on enverra également du matériel, tel que nourriture, vêtements, médicaments et couvertures. (SOEPI)

Après nous être informés davantage, nous reviendrons sur le sort du peuple nicaraguayen et sur la manière de lui venir en aide.

● **INVITATION**

Le groupe Déclaration de Berne de Carouge invite tous ceux qu'intéresse l'information sur les problèmes du Tiers Monde à participer à une soirée durant laquelle seront visionnés plusieurs montages récents.

Le mercredi 14 mars à 20 heures à la Salle paroissiale de Carouge — 1, place de Sardaigne.

**Commission Tiers-Monde
de l'Eglise catholique
à Genève**

Case postale 99 - 1211 Genève 9
Secrétariat:
André Fol - 85, rue de Carouge
1205 Genève

Téléphone : 29 58 50
CCP 12 - 21 551

Changements d'adresse :
case postale 99
1211 Genève 9

J. A. 1200 Genève 11

NOUVEAUTE

**HELDER
CAMARA,
L'ÉVÊQUE
ROUGE ?**

par José Luis
GONZALEZ - BALLADO

Apôtre de la non-violence
et du partage évangélique,
il est traité de charlatan,
de traître et de communiste !

APOSTOLAT DES ÉDITIONS
48, rue du Four, 75006 PARIS
Tél. : 548 33 00 Dif. N.Ed. MAME.

● **AFFAIRE SANTUCHO : DU NOUVEAU**

Dans le précédent numéro, nous avons parlé du cas d'Amilcar Santucho, détenu dans les prisons paraguayennes. Aux dernières nouvelles, sa libération serait très sérieusement envisagée, ce qui rendrait ce voyage inutile. Il ne nous paraît pas sans importance de manifester au gouvernement du Paraguay à quel point la concrétisation d'une telle nouvelle est attendue par beaucoup de gens préoccupés des droits de l'homme.

Ceux qui, comme nous, veulent faire une démarche dans ce sens, trouveront au secrétariat tous les renseignements nécessaires.

● **APPEL**

Afin de suivre plus attentivement la session de la Commission des Droits de l'Homme qui se déroule actuellement à Genève, 30 Argentins parents de prisonniers et de disparus viendront dans notre ville du 8 au 13 mars. La COTMEC s'est engagée à assurer leur logement. Les personnes qui disposent de place et qui peuvent collaborer avec nous (logement uniquement) sont invitées à s'annoncer rapidement à notre secrétariat.

"L'Eglise ne doit pas se laisser de combattre pour la justice et contre l'oppression. Elle doit le faire en renonçant à toute puissance armée; elle doit avoir confiance dans les armes qui sont les siennes, c'est-à-dire la non-violence active."

(Dom Helder Camara, Puebla, le 9 février 1979.)

■ DES CONCURRENTS INVOLONTAIRES

Le bulletin du mois de mars de la Confédération Mondiale du Travail nous donne le salaire horaire tel qu'il était en 1977 dans différents pays. On apprend ainsi que, pour les travailleurs dans les usines et les manufactures, il était en moyenne de 1,05 dollars à Hong Kong, 85 cents à Singapour, 75 cents à Taïwan. Le chiffre équivalent étant 7,60 dollars aux USA, 5,40 pour la France et 7,73 pour l'Allemagne de l'Ouest.

Si on ajoute à cela des normes de sécurité et de pollution insignifiantes, un système de défense des travailleurs inexistant, on ne s'étonnera pas que des industries émigrent. Ainsi dans la même revue, on apprend que la "Radio Corporation of America" a fermé ses portes à Liège, licenciant 450 personnes, pour s'en aller en Malaisie.

"Notre développement et celui du Tiers Monde croissent en même temps." Ce slogan qui, dans la bouche des dirigeants de l'économie et de la politique a servi à justifier tant de pratiques "fructueuses" de la part des pays industrialisés, voilà qu'il se vérifie, mais d'une autre façon.

Bien malgré lui, le travailleur du Tiers Monde devient le concurrent direct du travailleur des pays industrialisés. Se préoccuper d'améliorer les conditions de vie du premier, c'est également contribuer à la sécurité de l'emploi du second.

■ INTERVENTIONS DIVERSES CONTRE LES INTERNEMENTS ARBITRAIRES EN IRAK

600 chrétiens sont internés en Irak depuis novembre dernier. Il s'agirait surtout de chrétiens assyriens et de membres de diverses dénominations protestantes. Quelques-uns auraient été torturés durant les interrogatoires; des détenus étrangers n'ont pas pu obtenir d'être mis en contact avec les représentants consulaires de leur pays. Amnesty International, de même que les gouvernements suisse, norvégien et britannique sont intervenus en leur faveur.

■ UNE BANQUE AU SERVICE DES PAUVRES

Comment placer ses économies tout en aidant les populations les plus deshéritées à émerger de leur misère et à prendre progressivement leur destin en main ? Ainsi pourrait être résumé grossièrement le but de la Société coopérative œcuménique pour le développement lancée par le COE. Cette banque — car il s'agit de cela — sollicite des fonds par l'émission de parts sociales auprès des Eglises et de leurs organisations. Les groupes et les particuliers, chrétiens ou non, peuvent aussi acquérir des parts, mais seulement réunis en associations.

C'est pour répondre à cette dernière exigence que s'est constituée le 3 mars dernier l'Association suisse romande de soutien à la SCOD, qui sert donc d'intermédiaire avec la SCOD. Tout groupe ou toute personne intéressée peut écrire à l'adresse de cette association : case postale 3, 1213 Petit-Lancy 2.

La SCOD accorde des prêts accessibles aux plus pauvres en raison d'un taux d'intérêt modique. Une fois remboursés, les fonds permettent de financer d'autres projets. L'étude, le fonctionnement et le financement des projets sont débattus sur pied d'égalité dans une relation de confiance; ces projets concernent des activités locales telles que l'artisanat, l'agriculture, la pêche et le logement.

Il va de soi que les acquéreurs de parts sociales ne s'attendent pas à des taux d'intérêts défiant toute concurrence... Mais c'est pour eux être bien rémunérés que de savoir que leur argent est mis à la disposition des plus pauvres et non plus affecté à des fins parfois condamnables.

Les Eglises, de plus en plus nombreuses, qui retiennent leurs investissements d'entreprises coopérant avec des régimes oppresseurs, trouveront ainsi dans la SCOD le moyen de pratiquer une politique d'investissement qui soit en accord avec ce qu'elles professent.

Bien que la SCOD émane du COE, des Eglises catholiques locales ainsi que des organismes catholiques, tels les OPM et Caritas Genève, en sont membres. Quant à la COTMEC, elle a participé à la séance constitutive de l'Association romande de soutien.

Société
Coopérative
Oécuménique
de Développement



UN PRÊT
SOLIDAIRE ?



■ SODEPAX ET LA TROISIEME DECENNIE DU DEVELOPPEMENT

Sodepax, rappelons-le, est le Comité pour la société, le développement et la paix, le seul organisme permanent commun au COE et à l'Eglise catholique. Cet organisme vient de décider de consacrer l'année 1979 à la troisième décennie des Nations Unies. Les questions qui vont être approfondies relèveront de quatre domaines : le développement, la paix et le désarmement, les droits de l'homme et les nouveaux styles de vie.

Il serait désolant que les "décennies" s'ajoutent les unes aux autres avec presque toujours les mêmes objectifs et après des constats de très faibles progrès, de stagnation, voire de recul suivant les domaines. Face à la mauvaise volonté de beaucoup de gouvernements, aux sempiternels beaux discours aussitôt contredits dans la pratique, beaucoup mettent encore leur espoir dans l'action commune des chrétiens et de leurs Eglises.

Il faut vraiment, cette fois-ci, tout mettre en œuvre afin que la troisième décennie du développement soit moins décevante que les précédentes et que les Eglises apparaissent comme un véritable élément moteur.

■ "UNE COLLABORATION CROISSANTE"...

Le groupe mixte de travail COE-Eglise catholique réuni récemment à Neuchâtel a précisé un certain nombre de domaines où le témoignage et l'action commune sont possibles et fructueux; parmi ceux-ci l'affirmation des droits de l'homme, la promotion du développement et le scandale de la course aux armements. D'ailleurs, Jean Paul II a préconisé "une collaboration croissante dans tous les domaines où cela est possible".

■ DES CHRETIENS DE GENEVE AUX PREMIERES LIGNES

Du bulletin de l'Association Carabaya-Pérou (*) nous extrayons ce passage d'une lettre d'un prêtre de Genève en ministère à Macusani (Pérou):

"Chers amis,

Cette année ce Noël vient au terme de deux mois que je puis qualifier parmi les plus difficiles depuis que je suis ici... En effet, plusieurs circonstances tragiques ont fait que l'équipe en général et moi-même en particulier avons dû prendre fermement des positions qui, loin de nous attirer la sympathie de la population "mistis", nous ont mis dans une situation conflictuelle avec les autorités. Cela a commencé le 2 novembre avec un atroce accident de camion qui a fait trois morts (dont un de mes rares amis ici) écrasés sous la charge de bois. A l'enterrement, j'ai protesté énergiquement contre le fait que les camionneurs, par rivalité, ne laissent pas s'établir une ligne régulière d'autobus. Les voyageurs sont chargés comme des bestiaux et la vision de ce camion renversé en haut du col (4890 m. d'altitude), sous une forte neige et dans la nuit devrait suffire à provoquer un changement du mode de transport; mais non, tout continue comme si rien ne s'était passé."

*

S'informer, c'est déjà une façon de manifester sa solidarité. Les personnes qui souhaitent recevoir le bulletin de cette Association peuvent s'adresser à Colette Bienz, Les Murailles, 1252 Meinier, tél. 59.18.13.

■ BONS POINTS POUR PPP

"Dans le projet de loi sur l'entraide judiciaire internationale, soumis prochainement à l'attention du Conseil national, le législateur suisse devrait mettre au point des solutions qui tiennent compte d'une manière appropriée des intérêts justifiés des pays en voie de développement; en particulier l'aide judiciaire ne devrait plus être exclue comme jusqu'ici dans les graves procédures pour délits fiscaux et trafic de devises." C'est ce qu'a fait remarquer le comité suisse de Pain pour le Prochain, il y a peu de temps, à la commission du Conseil national qui en délibérait. Dans une lettre à cette commission, le comité constate que l'actuelle pratique de l'aide judiciaire rend partiellement inopérante l'utilisation des richesses nationales pour le développement des pays pauvres. La réglementation de l'aide judiciaire internationale préoccupe le comité d'action, parce que l'exclusion des délits fiscaux et du trafic de devises est à l'origine de la fuite de capitaux hors des pays en voie de développement, qui en auraient pourtant grand besoin. Pour justifier sa démarche, le comité de Pain pour le Prochain s'appuie sur les affirmations de la Banque mondiale et de la Banque nationale suisse, sur des mesures analogues dans le reste de l'Europe et sur les progrès qui ont déjà été enregistrés après que la Suisse eut signé un accord d'entraide judiciaire avec les Etats-Unis.

Dans les projets qu'il prévoit de réaliser en Amérique Latine, Pain pour le Prochain *"s'efforcera d'aider les coopératives et les groupes qui incitent les populations, indiennes en particulier, à prendre en mains leur destinée"*. Il est réjouissant de constater que les organismes d'entraide ont de plus en plus cette préoccupation.

■ SUSPECTE, LA DEFENSE DES DROITS DE L'HOMME !

Les sessions de la Commission des droits de l'homme de l'ONU à Genève provoquent régulièrement l'intervention de groupes voulant soutenir des prisonniers politiques ou rappeler le sort d'autres catégories d'opprimés. Aussi a-t-on vu notamment cette année des Arméniens de la région lyonnaise se rassembler à St-Julien, des musiciens de diverses nationalités faire des démarches et une manifestation en faveur d'un pianiste uruguayen emprisonné, des personnes voulant soutenir les requêtes des familles de prisonniers politiques argentins se faire refouler par des gardes comme des malfaiteurs aux portails du parc du Palais des Nations; sous les yeux d'hommes en civil, admis dans l'enceinte, eux, et de type policier latino-américain prononcé... Pas moyen de savoir le motif de ce refoulement : "On est payé pour faire ce qu'on nous dit et non pas pour penser", nous a dit un des gardiens.

UNE ACTION QUI AURAIT PU REUSSIR... ●●●

Dans le précédent numéro, nous avons lancé un appel : celui de procurer le logement à des Argentins, parents des disparus, venus à Genève pour suivre les débats sur les Droits de l'homme. Cet appel a recueilli un écho très encourageant et, sans aucune démarche personnelle, vingt-cinq lits étaient rapidement à disposition.

Des changements à l'ordre du jour ont rendu cet hébergement inutile. Nous regrettons — nos frères argentins ne nous en voudront pas —, la légèreté avec laquelle cette modification nous a été annoncée. Mais nous nous réjouissons de savoir que, pour nos lecteurs, la solidarité sait se traduire dans des actes.

PUEBLA

LA CONFERENCE :

- Travail d'une institution plus que paroles de prophètes
- mais l'Unité est sauvegardée, et MEDELLIN aussi.

La conférence de PUEBLA est passée. Mieux, elle s'est bien passée. Nombreux sont ceux qui aujourd'hui doivent respirer. Parmi les évêques et les membres de l'Eglise latino-américaine, bien sûr, mais plus largement parmi de nombreuses personnes, qui à travers le monde se préoccupent de l'attitude de l'Eglise envers les plus démunis. Dans ce dossier, nous voulons exprimer les causes de nos appréhensions, nos motifs de satisfaction et d'espoir, nos réserves, et enfin accueillir les interpellations que nous avons à recevoir d'un tel événement.

■ UN PEU D'HISTOIRE...

L'idée d'une assemblée qui réunisse des représentants de l'Eglise latino-américaine n'est pas récente. En 1899 déjà, regroupant 12 archevêques et 41 évêques, une réunion eut lieu à Rome, préparée par le Conseil Plénier Latino-américain. Paradoxalement, ce n'est pas la collégialité qui s'est renforcée au cours de cette rencontre, mais le contrôle hiérarchique, notamment par un plus grand rôle dévolu aux nonces.

Plus d'un demi-siècle après, en 1955, sous l'impulsion d'un jeune prélat nommé Helder CAMARA, une rencontre eut lieu de nouveau, non plus à Rome, mais à Rio. C'est cette année-là que le pape Pie XII fonde le CELAM (Conseil épiscopal latino-américain).

■ LE CHOC DE MEDELLIN

En 1968, le CELAM organise une réunion à MEDELLIN. Les évêques présents, avec 6 abstentions seulement, approuvent un document dont le courage et l'engagement n'ont pas fini d'étonner les commentateurs. Par quel miracle les évêques, qui, à quelques exceptions près, avaient été bien effacés au Concile, ont-ils pu produire un tel document ? Esquissons quelques éléments de réponse : On était dans l'Après-Concile, ce printemps de l'Eglise où tout pouvait advenir, tout pouvait se dire.

On était également dans cette fameuse année 1968, secouée par un vent de contestation dont le souffle ne s'est pas limité à la vieille Europe.

On se trouvait enfin au confluent de deux élans.
- L'euphorie "développementaliste", pour qui le sous-développement est un retard que l'on aurait vite comblé par le transfert d'experts, de capitaux, de technologie... (c'est la Décennie du développement, c'est l'Alliance pour le progrès, de Kennedy...).

- La naissance d'un "espoir de libération". En 1959, Fidel Castro renversait Battista; plus tard, Camillo Torres et Che Guevara, par leur engagement, mais plus encore par leur mort, allaient incarner aux yeux de nombreux chrétiens l'idéal de l'engagement révolutionnaire.

Ces causes et bien d'autres ont fait que, à Medellin, l'Eglise "pense, désire, choisit d'être du côté des pauvres et des opprimés". Dans le domaine de l'engagement pour la justice, dans celui de l'éducation et de la religion populaire et même à l'égard du mouvement em-

bryonnaire encore des communautés de base (CDB), on ouvre des perspectives inattendues.

■ DIX ANS ONT PASSE POUR LES GOUVERNEMENTS

En 1969, revenant d'une tournée en Amérique Latine, Rockefeller écrit dans un rapport au président Nixon : "... Vu l'accroissement de la subversion contre les gouvernements de l'hémisphère... il est essentiel que les programmes de formation dans le cadre desquels des militaires et des policiers viennent aux Etats-Unis et au centre d'entraînement de Panama soient renforcés."

Ainsi, progressivement, une répression s'organise et s'intensifie, légitimée par la doctrine de la Sécurité Nationale sur laquelle nous aurons à revenir. En 1971, seul le Brésil s'en réclamait. Mais le courant de militarisme gagne rapidement du terrain et c'est ainsi qu'actuellement il atteint l'Argentine, la Bolivie, le Chili, l'Equateur, le Pérou, l'Uruguay, le Nicaragua, le Salvador.

En dix ans, les modifications de la politique des USA n'ont pas manqué, jusqu'à l'insistance de Jimmy Carter sur le respect des Droits de l'Homme. Mais, dans les faits, rien n'a sensiblement modifié les rapports de dépendance. Les événements du Nicaragua nous l'ont rappelé cruellement.

■ DIX ANS ONT PASSE POUR L'EGLISE

Si l'on a continué à voir une partie de l'Eglise se mettre inconditionnellement du côté du pouvoir (en 1976, l'archevêque de Bogota était promu général de brigade), cette dernière ne représente plus qu'une frange guère significative.

Par contre, après Medellin, et du fait même de la répression, une autre partie de cette Eglise a connu le martyr. Dans un recensement récent, le Dial donne les chiffres suivants pour l'ensemble de l'Amérique Latine. Victimes de menaces et de diffamation : 228, dont 53 évêques. Victimes d'interpellation, arrestation, emprisonnement : 788, dont 21 évêques. Victimes de la torture : 71, dont 46 prêtres. Victimes d'assassinat : 69, dont 1 évêque et 36 prêtres. Enlèvements : 20, dont 5 prêtres. Exil et expulsion : 279, dont 1 évêque et 245 prêtres (1). On peut imaginer que si, dans les laïcs, on n'avait pas compté seulement le nombre de militants, mais le nombre de baptisés, on aurait pu augmenter ces chiffres considérablement.

Dans l'Eglise de ce sous-continent, on parle beaucoup de la théologie de la libération. Parfois en connaissance de cause, d'autres fois en lui prêtant toutes sortes de déviations ou en l'assimilant à ses courants les plus extrêmes. Dans cette Eglise on découvre, avec la discrétion et la force du travail du levain dans la pâte, le "phénomène" des communautés de base.

Ajoutons encore que si, en 1968, l'Eglise était gagnée par le désir de s'exprimer, dix ans après, on pouvait craindre que, dans de nombreux pays, elle en ait perdu le goût ou la force.

■ UNE PREPARATION LABORIEUSE

Pour préparer la rencontre, un document de consultation a été distribué largement depuis décembre 1977 déjà. Si son rôle était de susciter des réactions, il l'a rempli. Par ses faiblesses, ses ambiguïtés, il a soulevé une vague de critiques d'une ampleur inattendue. L'Episcopat brésilien, pour sa part, l'a assorti de 3000 remarques et un nombre considérable de personnalités, communautés et diocèses ont exprimé leur mécontentement. Signalons, que pour son élaboration, les théologiens de la libération avaient été soigneusement écartés.

Puis vint le document de travail, dont nous n'avons pas eu connaissance mais qui, au dire de beaucoup, n'allait pas très loin.

Matériel de préparation peu satisfaisant, mais préparation tout de même. Alors que pour Medellin cette phase n'avait duré que quatre mois, dans les deux ans qui ont précédé Puebla et dans lesquels rapports, études, critiques ont circulé à travers l'Amérique Latine entière, on a senti une Eglise vivre, discuter, discerner. Et cela n'aura pas été sans exercer une grande influence sur les travaux qui allaient suivre.

Toutefois, il faut le dire, jusqu'au dernier moment, on pouvait tout craindre. Certains ne cachaient pas qu'ils souhaitaient, par l'assemblée de Puebla, corriger le faux pas de Medellin; entendez par là : ramener l'Eglise dans sa sacristie et lui redonner, à l'égard des souffrances des hommes, une prudente distance.

Mais il est temps d'en venir au texte lui-même.

■ FORCES ET FAIBLESSES D'UN COMPROMIS

Un document signé à la quasi unanimité des 187 votants (il n'y a eu qu'une abstention) est nécessairement un texte de compromis avec les limites que cela suppose. Des limites qui parfois sont évidentes. On multiplie tellement les précautions pour ne pas prétendre être unilatéral que le texte devient parfois insipide. Ou bien on s'étend sur des sujets édifiants alors qu'on passe comme chat sur braise sur des sujets comme l'explosion démographique...

Mais si, dans certains chapitres, le lecteur s'ennuie un peu, trouvant que l'on aurait pu être moins long et plus précis, il en découvre d'autres qui attestent d'un indiscutable courage et d'une clarté sans compromis.

Et puis ce document non seulement ne discrédite pas Medellin, mais le ratifie avec clarté.

A lire la composition des Commissions de travail, à découvrir par exemple que pour la Commission 6 (Evangelisation et promotion humaine), Mgr Helder Camara se retrouvait avec Mgr Duarte et le secrétaire du CELAM, Mgr Lopez Trujillo, on n'a pas de peine à s'imaginer que le chemin a dû être rude. Le pape avait beaucoup insisté sur l'unité du corps épiscopal. Les évêques l'ont exaucé. Si cette unité peut avoir ses risques, elle est incontestablement porteuse de force également. Lorsqu'un tel document obtient l'accord de l'ensemble des évêques présents et que ces derniers ont été élus par leurs confrères, on a là l'expression d'une unanimité difficilement attaquable, une parole avec laquelle on devra compter.

■ DIFFERENTS LANGAGES

Limiter Puebla aux 240 pages du document final, c'est ne recueillir qu'une partie de ses fruits.

- Il y a eu l'évènement de cette rencontre qui, avec la préparation que l'on sait, n'a pas laissé l'Eglise latino-américaine comme il l'a prise.

- Sur place, il y a eu, également, le message des évêques qui est animé d'un souffle évident. Cela ne manque pas de grandeur de voir ces évêques reconnaître leurs fautes et les regretter : *"Pour toutes nos fautes, nos limites, nous demandons pardon, nous aussi, pasteurs, à Dieu et à nos frères dans la foi et l'humanité."* Cela ne manque pas de force d'entendre ces mêmes évêques déclarer : *"Qu'avons-nous à vous offrir ? comme Pierre, nous vous disons, en considérant l'importance des défis structurels de notre réalité : nous n'avons ni or, ni argent à vous donner mais nous vous donnons ce que nous avons : au nom de Jésus de Nazareth, levez-vous et marchez."*

- Il y a enfin ces deux lettres envoyées l'une à Mgr Romero, archevêque de San Salvador, l'autre à l'épiscopat du Nicaragua, signées par une proportion importante des Pères (115 sur 187 votants). Ces lettres atteignent parfois la vigueur des écrits de l'Eglise primitive. Plus encore qu'un appui à des frères dans l'épiscopat, plus de 60 % des évêques expriment, par ce moyen, leur position sur des sujets que le document final n'avait pas abordés et en des termes plus précis. Par exemple, on ne parle plus des "régimes de force" mais on emploie le mot "tyrannie".

■ UNE ASSEMBLEE MAJEURE DES SA NAISSANCE

Dans le dossier précédent, nous avons exprimé l'avis que Jean Paul II n'avait pas freiné mais, au contraire, invité les évêques à prendre leurs responsabilités.

Cet avis a été confirmé immédiatement par le discours d'ouverture du cardinal Lorscheider situant en toute liberté, et dans le contexte latino-américain, les tâches qui allaient être celles de la conférence.

Puis venaient les modifications dans la façon de nommer les commissions. Ainsi, la création de la commission "de liaison et d'articulation" — que s'était réservée la présidence — c'est l'assemblée qui obtenait le pouvoir de le faire.

Cette liberté apparaissait à l'égard des travaux de préparation. Les évêques sont partis de zéro et ceux qui, dans un excès de zèle, ont voulu préparer des schémas "prêts à porter" en ont été pour leurs frais.

Majeure enfin, l'assemblée l'a été dans le dynamisme de sa méthode de travail. Adoptant un fonctionnement avec vérification à trois niveaux d'élaboration du texte, elle a ainsi pu s'accorder le maximum d'expression en tenant les délais. Cela lui a permis aussi de reprendre, dès le début, des commissions de travail qui s'engageaient sur une fausse voie. Comme cela s'est passé pour le document sur les Communautés de base. Rappelons, en effet, que chaque évêque s'inscrivait où il voulait et pas nécessairement où il était le plus compétent.

■ DES ABSENTS ACTIFS

Une telle conférence ne vit pas hors du monde. Nécessairement ont dû peser sur elle les pressions de l'obsession anti-communiste dont se faisaient l'écho les journaux locaux et qui a même été jusqu'à une manifestation contre les théologiens de la libération. Cela a atteint un tel point que la présidence du CELAM a dû publier un communiqué dénonçant comme absurdes les soupçons de sympathie marxiste dans les rangs des évêques.

A l'inverse, nous pensons que les CDB — de par leurs réactions dans la préparation et leurs lettres durant la conférence (150), adressées à tous les évêques — ont dû être, pour certains, un soutien et pour d'autres une réalité avec laquelle il fallait compter.

Il faut dire un mot, enfin, des théologiens de la libération. Ayant été exclus des travaux de préparation, il était clair qu'ils n'allaient pas être appelés à collaborer officiellement à la conférence. Et pourtant, demandés comme conseillers par certains évêques, ils ont joué un rôle qui, pour s'être déroulé en coulisses, n'en a pas moins été d'une grande importance. Importance pour le contenu du document, importance pour sa fiabilité. Il n'est pas sans intérêt de lire dans "témoignage Chrétien" les propos de Gustavo Gutierrez, un théologien de ce courant: "Globalement, j'ai une bonne impression. Des questions-clés ont été traitées: l'engagement vers les pauvres, la défense des droits de la personne humaine, certaines dénonciations des systèmes d'exploitation qui sévissent en Amérique latine... La théologie de la libération a joué un rôle à Puebla dans la mesure où la réflexion des communautés de base a été présente."

■ LE DOCUMENT FINAL

A L'heure actuelle, le document officiel: (il n'a pas encore été approuvé par Rome) n'existe qu'en espagnol. Il s'agit du texte que les évêques ont voté et qui comporte 240 pages dactylographiées. Sous peu, il apparaîtra en français (aux Editions du Centurion). Dans moins de temps encore, la revue "Choisir" va en présenter de larges extraits. Raisons de plus pour ne pas tenter l'impossible tâche de le restituer dans le cadre limité de ce dossier. Avant d'en livrer la structure, quelques remarques au vol. — Un mot nous a frappés par la fréquence de son emploi: "participation", et cela doit nous réjouir. — Des notions ont été élargies par rapport à Medellin. On parle moins de "libération" que de "libération pour la communion". De même qu'on associe "communion" et "participation". Certains trouveront que c'est une façon d'affaiblir des notions. On peut penser aussi que c'est une façon de les accrédi-ter dans les milieux d'Eglise sans rien leur faire perdre de leur vigueur. — Un chapitre est réservé aux femmes. Il ne contient rien d'extraordinaire mais le fait que, dans un document d'Eglise, il ait trouvé une place est déjà à signaler. — On a beaucoup critiqué le document de consultation lorsqu'on y a découvert une tentative de restaurer le mythe d'une nouvelle chrétienté. En lisant certaines pages, on se défend mal de l'impression que ce courant s'est infiltré parfois jusque dans le document final. — Un grand absent: l'oecuménisme. Absent des textes, ou presque, absent des gestes. A Medellin, des experts non catholiques avaient été invités à prendre l'eucharistie. A Puebla, 10 ans après, s'appelait-il Frère Roger, cela n'a pas été possible. On peut légitimement le regretter. Et il y aurait tellement d'autres choses à dire!

■ Structure du document ■

- Première partie: vision pastorale de la réalité latino-américaine (26 pages)
- Deuxième partie: Dessein de Dieu sur la réalité de l'Amérique latine (106 pages).
- Troisième partie: Evangélisation dans l'Eglise latino-américaine. Communion et participation (89 pages).
- Quatrième partie: L'Eglise missionnaire au service de l'évangélisation (35 pages).
- Cinquième partie: Dans le dynamisme de L'Esprit. Options pastorales (3 pages).

■ ■ Extraits de la première partie: vision pastorale du contexte socio-culturel.

PARTAGER LES ANGOISSES

a. *Nous sommes soucieux de partager les angoisses de tous les membres du peuple quels que soient leur condition sociale, leur solitude, leurs problèmes familiaux, leur absence d'un sens pour la vie. Mais nous voulons partager plus spécialement aujourd'hui celles qui naissent de leur pauvreté.*

Nous considérons, à la lumière de la foi, comme un scandale et une contradiction pour l'être chrétien que le fossé aille s'élargissant entre riches et pauvres (cf Jean Paul II, discours inaugural). Le luxe de quelques-uns est une insulte à la misère de la majorité (PP3). Cela est contraire au plan du créateur et au respect qui lui est dû. Dans ce fait angoissant et douloureux l'Eglise voit une situation de péché social dont la gravité est d'autant plus grande qu'elle concerne des pays qui se présentent comme catholiques et qui ont la possibilité de changer: "(Le travailleur de la campagne) a le droit de voir tomber les barrières de l'exploitation... contre lesquelles se brisent ses meilleurs espoirs de promotion" (Jean Paul II aux paysans d'Oaxaca).

Nous considérons donc que le fléau le plus dévastateur et le plus humiliant est cette pauvreté inhumaine dans laquelle vivent des millions de latino-américains et qui se traduit, par exemple, par des salaires de misère, le chômage et le sous-emploi, la dénutrition, la mortalité infantile, l'absence de logement approprié, les problèmes de santé et l'insécurité de l'emploi.

b. *Si nous analysons davantage cette situation, nous voyons que cette pauvreté n'est pas une étape transitoire: elle est le produit de circonstances et structures économiques, sociales et politiques qui donnent naissance à cet état de pauvreté, encore qu'il existe également d'autres causes à la misère. Cet état interne à nos pays trouve très souvent son origine et son soutien dans des "mécanismes qui, étant imprégnés non d'authentique humanisme mais de matérialisme, produisent au plan international des riches toujours plus riches au prix de pauvres toujours plus pauvres". (Jean Paul II, discours inaugural). Une telle réalité exige donc une conversion personnelle et des changements profonds de structures de façon à répondre aux aspirations légitimes du peuple à une justice sociale vraie; changements qui ou bien ne se sont pas produits ou bien ont été beaucoup trop lents dans le cas latino-américain.*

c. *Cette situation d'extrême pauvreté généralisée prend, dans la vie réelle, des visages très concrets à travers lesquels nous devrions reconnaître les traits douloureux du Christ Seigneur qui nous interroge et nous interpelle:*

- *visages d'indiens, et fréquemment aussi d'afro-américains, qui sont marginalisés et vivent dans des situations inhumaines; ils peuvent être considérés comme les pauvres parmi les pauvres;*

- *visages de paysans qui, en tant que groupe social, sont rejetés dans la quasi totalité du continent, manquant de terres, vivant en état de dépendance intérieure et extérieure, et soumis à des systèmes de commercialisation qui les exploitent; ■ ■ ■*

■ L'INFORMATION EN QUESTION

La conciliation (peut-être faut-il parler de "réconciliation") entre le travail d'une réunion ecclésiastique et celui des journalistes n'est pas pour demain. Souvent ces derniers ont dû se contenter de conférences de presse plus que dirigées sur des sujets qu'ils ne connaissaient pas d'avance puisque le travail de la journée s'était déroulé à huis-clos. Ceci dit, nous pensons que la manière dont le voyage de Jean Paul II d'abord, puis la conférence nous a été rapportée dans certains médias, ne peut pas ne pas nous alerter. N'est-il pas significatif, par exemple, que le nombre des journalistes ait passé de 4'000 à 500 lorsque le Pape a disparu ? quelle vision de l'Eglise y a-t-il derrière le fait de braquer tous les projecteurs sur celui qui vient inaugurer une conférence pour laisser ensuite dans l'ombre la conférence elle-même ?

Les chrétiens doivent absolument se poser la question : à qui confient-ils la tâche de les informer sur de tels événements ? à des agences de presse liées à des intérêts précis ? à des organes, fussent-ils catholiques, qui redoutent tout changement ? à des commentateurs en mal de sensations qui mesurent la valeur des documents d'Eglise au nombre de mots à résonnance politique qu'ils y trouvent ? Ou à des chrétiens qui vont pouvoir sentir l'événement "en Eglise" et le relater en toute liberté certes, mais aussi en nous faisant découvrir les enjeux et en nous aidant à transposer, dans notre culture, une parole venue d'ailleurs ?

■ PUEBLA, UNE PAROLE AUSSI POUR NOUS

Ils étaient nombreux les chrétiens à avoir attendu du Pape et de l'assemblée des évêques une parole forte et engagée et il faut nous en réjouir. Mais il faut également nous poser la question : cette parole forte, pour qui l'attendions-nous ? pour les autres ? ou pour l'Eglise dont nous sommes nous aussi ? Il faut toujours se méfier des exigences qui sont souhaitées pour les autres... "Rengagez-vous qu'ils disaient"...

Lorsque le Pape affirme que la dignité de la personne est écrasée, lorsque le document final fait état d'injustice institutionnalisée, comment échapper à la question : quelle responsabilité avons-nous en Suisse à cet état de fait ? Ne faut-il pas nous demander, par exemple, comment faire

- pour que cessent immédiatement les exportations de produits de luxe qui ruinent les réserves de devises au bénéfice des seules élites ou les exportations de technologie trop sophistiquée pour ne pas intensifier les dettes et accentuer le chômage ?
- pour que parmi les investissements cessent immédiatement tous ceux qui servent à cautionner les oligarchies

A paraître prochainement :

"Risques et chances de l'Evangile" extraits du document de Puebla, présentés et édités par les rédacteurs de la Revue "Choisir".

en place et à maintenir un mode de production qui engendre une disparité croissante ?

- pour que plus jamais de matériel militaire ne soit fourni à ce sous-continent ?
- pour que notre législation ne permette plus d'accueillir des capitaux de fuite si nécessaires au développement de ces pays ?
- pour que notre pays ouvre plus largement ses portes aux nombreux réfugiés...

Tout cela ne va pas se faire sans un grand prix à payer au niveau des revenus, peut-être au niveau des places de travail. Mais prétendre accueillir l'événement de Puebla sans aller jusque là, c'est un mensonge. C'est ce que nous avons perçu dans le message des évêques de France relaté dans le précédent numéro.(3) C'est ce que nous avons lu également dans le compte rendu de la conférence de presse qu'a donnée Mgr Salina au retour de Puebla : "nous aurons à recevoir avec attention le document de Puebla. Les options pastorales prises en faveur des plus pauvres pour les aider à s'élever à leur dignité d'hommes (...), les options en faveur de la lutte pour que soit respectée la dignité de l'homme et de ses droits"... Puebla est aussi un appel pour que s'instaure un ordre économique international nouveau, plus juste, plus respectueux de toutes les nations, de leur génie, de leur culture propre; un appel pour un ordre économique et politique construit sur la solidarité et le partage des biens".

Un tel programme ne va pas se réaliser tout seul. A qui revient-il de s'en faire l'artisan ?

- Peut-être aux évêques en premier lieu. Nous approuvons les prises de position d'un Helder Camara, Arns ... mais pensons-nous assez que nos évêques ont besoin d'un courage identique (et donc de notre appui) pour se faire ici, les porte-paroles des sans voix, interpeler avec une liberté sans cesse renouvelée ceux qui ont le pouvoir en en matière politique et économique, nous libérer tous de l'envoûtement de l'accumulation et de la sur-consommation ?

- Avec eux, nous mettons des commissions comme "Justice et Paix" et d'autres groupes de réflexion et d'action au travail dans l'Eglise (parmi lesquelles la COTMEC se range à sa petite mesure).

- Il y a enfin tous les chrétiens : ceux qui, patrons, participants aux Conseils d'administrations ou députés, ont une responsabilité directe dans les décisions. Mais également ceux qui se situent à une autre place dans l'appareil de production ou dans la société. Personne ne peut se dédouaner de toute responsabilité. Au minimum on est citoyen, au minimum on est en partie responsable de l'opinion de ceux qui nous entourent.

1. Dial (Diffusion d'information sur l'Amérique latine) No 497.
2. Traduction Dial.
3. Cotmec-Information No 12

Des exemplaires de ce dossier peuvent être obtenus au secrétariat. Case postale 99 1211 Genève 4.

■ TOUJOURS LES EXPORTATIONS D'ARMES : IL FAUT CRAINDRE LE PIRE...

Dans notre dernier numéro, nous avons dénoncé l'offensive de parlementaires en vue de rendre l'exportation d'armes plus facile et souligné — pour l'approuver — la réaction de la Fédération suisse des femmes protestantes face à cette offensive. Depuis lors, la Fédération des Eglises protestantes de la Suisse a pris également position : "Nous regretterions beaucoup que l'on doive arriver à un assouplissement des dispositions d'application actuelles"; la FEPS rappelle que "les autorités ont déclaré de façon formelle qu'elles se savaient astreintes à une application restrictive de la loi". Déclaration des autorités faite après que les partisans de l'initiative d'interdiction eurent obtenu 49,5 % des suffrages.

Dans sa réponse à la motion des deux parlementaires, qu'il accepte sous forme de postulat, le Conseil fédéral paraît faire barrage; selon l'Agence télégraphique suisse, "Dans sa réponse écrite, le Conseil fédéral note que l'acceptation de la motion en tant que telle entraînerait inévitablement une révision de la loi, ce qu'il n'estime ni souhaitable ni nécessaire. Aux termes de la loi en effet, les exportations d'armes doivent absolument être interdites vers les Etats où des conflits armés risquent d'éclater en raison des tensions existantes. D'autre part, les véhicules blindés tombent également sous le coup de la loi. Il faut éviter, ajoute le gouvernement, que des armements suisses soient utilisés dans des conflits assimilables à des guerres civiles; quand bien même la loi ne contient pas de dispositions s'appliquant à de tels conflits."

Mais le barrage du Conseil Fédéral n'est pas exempt de brèche : le même communiqué de l'ATS précise que "le gouvernement est prêt à tenir compte dans la mesure du possible de la situation du marché du travail dans les cas où l'application de la loi offre une certaine marge d'appréciation, ainsi qu'à accélérer la procédure d'autorisation".

Et voilà !

Dans la fissure que le Conseil fédéral a ménagée le flot contenu va sans doute se précipiter avec une telle force qu'elle ne pourra que s'élargir.

D'ailleurs, on s'inquiète davantage encore lorsqu'on prend connaissance de la réponse du Conseil fédéral au conseiller national Grobet sur l'avion Pilatus.

M. Grobet incriminait la publicité faite dans le catalogue de la maison Pilatus elle-même, qui selon lui présentait une version militaire du "Pilatus PC Turbo Trainer", avion qui grâce à un renforcement sous les ailes est

.....

● UNE SOIREE A RESERVER

Le mercredi 9 mai 1979 à 20 h.30 à UNI II, auditoire Rouiller, aura lieu un débat publique sur le thème:

"LA PAIX DANS LE MONDE".

M. Roy PREISWERK, directeur de l'Institut Universitaire du Développement, parlera du "Surarmement et sous-développement"

et M. Alexandre HAY, président du CICR, parlera de "Comment pouvons-nous contribuer à la paix ?"

Cette rencontre est organisée par "femmes pour la paix". Pour tout renseignement, tél. 98.12.08 ou 45.27.97.

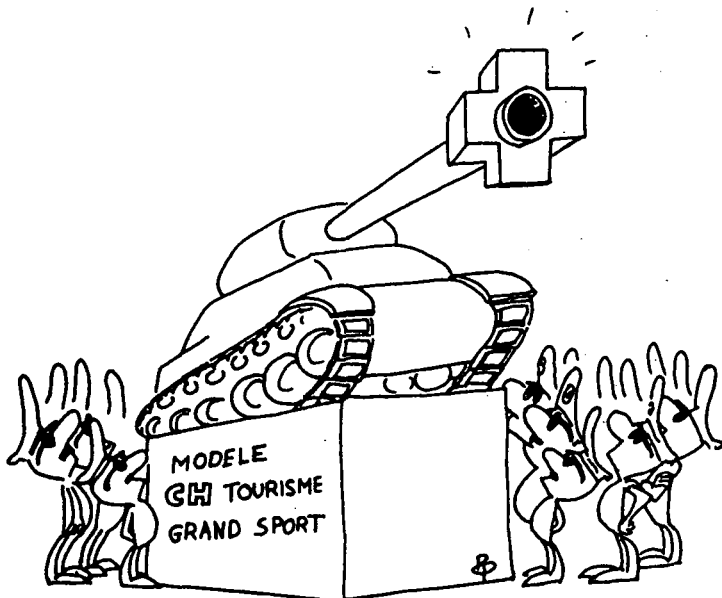
capable d'emporter 1040 kg de bombes avec la mise en place d'un système d'arrimage adaptable. Le Conseil fédéral affirme, lui, qu'il ne s'agit pas là d'appareils militaires; comme il l'avait déjà fait pour les "AS 202 Bravo" livrés à l'Ouganda. L'Ouganda que l'on sait...

Il est temps que d'autres groupes réagissent, sinon notre industrie d'exportation va reposer toujours davantage sur la fourniture d'instruments de mort; instruments dont on sait, maintenant plus encore que lors de la votation de 1972, qu'ils ne sont pas affectés qu'à la dissuasion !

Pensons aussi à ces ouvriers, qui auraient pu être progressivement reconvertis, si on l'avait voulu, à des activités bienfaisantes pour l'homme et qui sont contraints de donner le meilleur d'eux-mêmes à cette sinistre besogne. Et de surcroît, leur nombre risque d'augmenter !

Et que dire d'une civilisation en crise sur tous les tableaux, qui en vient à considérer que fabriquer davantage de machines à tuer constitue une des solutions à ses problèmes ? D'autorités qui s'interrogent régulièrement sur les causes de leur discrédit croissant et de la désaffection civique et qui ne comprennent pas qu'on ne peut bafouer impunément, à la longue, la volonté populaire ?

Gardons espoir tant que quelques-uns sont capables de se lever et de dire non. Et que nous-mêmes ayons assez de ressort pour nous joindre à leur refus.



Salon de l'auto : affluence record

■ L'OPPRESSION ET L'ARBITRAIRE EN GUINEE EQUATORIALE

Amnesty International dénonce aussi la situation en Guinée équatoriale, où en dix ans une personne sur cinq cents a été exécutée (pour la Suisse, cela ferait douze mille personnes...). Actuellement plusieurs centaines de personnes sont en captivité sans qu'aucun procès n'ait eu lieu et vivent dans des conditions inhumaines. Au cours de ces dix ans, plusieurs milliers de personnes ont été arrêtées arbitrairement. Le taux de mortalité en prison est particulièrement élevé : peu nombreux sont les prisonniers ayant subi une longue captivité qui sont encore en vie...

Notre commission a inscrit à son programme l'étude de ce pays et entend bien mettre en œuvre tous les moyens dont elle dispose pour l'aider à rompre la barrière de silence qui l'entoure.

■ AFRIQUE DU SUD : LA "SOLUTION FINALE" POUR LES OPPOSANTS...

Les membres du MAAS envoient ces jours des lettres au premier ministre M. Pike Botha (Union Building, Pretoria, Afrique du Sud) pour demander la grâce de Solomon Mahlangu, un étudiant noir de 21 ans, accusé d'avoir pris part à une fusillade à Johannesburg et dont l'ANC affirme l'innocence.

On peut écrire aussi à la mère de Solomon Mahlangu: Mrs Martha Mahlangu, 2445 Section Mamelodi West, Pretoria; ou à Solomon Mahlangu lui-même : Pretoria Central Prison, Private Bag x 45 Pretoria.

D'après le Ministre du régime pénitentiaire, 132 personnes ont été mises à mort l'année dernière en Afrique du Sud : 1 Blanc, 26 Métis et 105 Noirs...

■ QUI SONT LES "CIVILISES" ?

Le mouvement anti-apartheid de Suisse proteste contre le fait que le Salon international du tourisme et des vacances de Lausanne ait jugé bon d'inviter l'Afrique du Sud à y représenter "l'exubérance et le charme africain". Il rappelle les brimades continues dont continue de pâtir la population noire dans ce pays, les démolitions au bulldozer de quartiers entiers comme celui de Modderdam près du Cap, en août 1977 (15 000 habitants); il affirme que celui de Crossroads (20 000 habitants) est menacé du même sort. Pourtant, cette dernière communauté, autogérée, divisée en quatre arrondissements, administrés chacun par un comité veillant à la tranquillité, à l'état sanitaire et au ravitaillement, est considérée par la presse anglophone d'Afrique du Sud comme "une communauté remarquablement unie, organisée, créative et pacifique". Le bulletin du MAAS met en regard de cette maturité "les fabuleuses malversations (64 millions de rands) commises ces dernières années par de nombreux membres du gouvernement sud-africain"...

■ LA SUISSE EST CONTRE L'APARTHEID MAIS NE VOIT PAS D'INCONVENIENT A CONTRIBUER A SA PERSISTANCE...

La pétition lancée par la Campagne anti-Outspan et d'autres organisations réclamant la fin de la collaboration économique entre la Suisse et l'Afrique du Sud (27 000 signatures) a été examinée par la commission des pétitions de l'Assemblée fédérale, qui a décidé de ne pas y donner suite. Mais un débat sur ce sujet doit avoir lieu au Conseil national et quelques conseillers nationaux semblent prêts à soutenir les requêtes contenues dans la pétition. Rappelons que celle-ci dénonce les avantages fiscaux dont bénéficient les investisseurs suisses en Afrique du Sud, l'octroi de la garantie contre les risques à l'exportation et la propagande faite en Suisse en faveur de l'émigration vers l'Afrique du Sud. Cette pétition a-t-elle constitué une des raisons de la visite de M. Pik Botha à M. Pierre Aubert ?

Commission Tiers-Monde de l'Eglise catholique à Genève

Case postale 99 - 1211 Genève 9
Secrétariat:
André Fol - 85, rue de Carouge
1205 Genève

Téléphone : 29 58 50
CCP 12 - 21 551

Changements d'adresse :
case postale 99
1211 Genève 9

J. A. 1200 Genève 11

RECTIFICATIONS

Des erreurs d'impression ont laissé entendre que le Président Ahidjo l'était du Nigéria, pareillement le Père Loew s'est transformé en Pierre Loew. Il est temps de rendre le premier au Cameroun et au suivant son véritable prénom qui est Jacques.

■ DES GROUPES RELIGIEUX S'EN PRENNENT A LA SHELL POUR SON SOUTIEN A LA RHODESIE

Des groupes religieux en Angleterre et en Irlande essaient d'obtenir qu'une résolution condamnant la politique de la Shell en Rhodésie soit votée lors de la prochaine assemblée générale de cette compagnie pétrolière, le 18 mai prochain. La Shell a, en effet, passé outre aux sanctions votées par les Nations Unies à l'égard de la Rhodésie et continué d'approvisionner le régime Ian Smith. La résolution a été élaborée par un groupe de travail représentant un grand nombre d'Eglises chrétiennes et de groupes consultatifs. Ce groupe doit obtenir que cent actionnaires au moins proposent cette résolution pour qu'elle soit incluse dans l'ordre du jour de l'assemblée générale des actionnaires.

● N'ATTENDEZ PAS...

... pour vous procurer ou pour lire le calendrier de Carême diffusé par l'ACTION DE CAREME et PAIN POUR LE PROCHAIN. Une invitation à la réflexion et à l'action.

"L'Eglise qui annonce l'Evangile veut créer une société fraternelle et solidaire. Nous voulons créer une société nouvelle où personne ne sera poussé sur le côté."

(Cardinal Lorscheider, co-président de la Conférence de Puebla, lors d'une conférence de presse, le 9 février 1979.)

■ OPTIMISME CHRETIEN OU ESPERANCE PASCALE ?

Le mois dernier, une lettre parvenait au secrétariat, nous demandant de ne plus envoyer la feuille d'information. Le motif : "elle manque d'optimisme chrétien". Cela nous a paru être un bon point de départ pour la réflexion théologique que nous nous accordons chaque trimestre. Voici les principaux éléments de ce cheminement.

■ Lunettes roses, lunettes noires

Il y a un "optimisme" qui nie la souffrance. Au fond, commencent par dire les amis de Job, ta souffrance n'est ni tellement grave, ni définitive... Plus encore, il arrive que l'on fasse taire celui qui nous dérange en dénonçant le mal. "Ils disent aux voyants : 'ne voyez pas !' et aux prophètes : 'ne prophétisez pas des choses justes, dites-nous des choses agréables, prophétisez des chimères !...'" (Es. 30.10)

A l'inverse, il y a les pessimistes (même s'ils refusent ce terme pour dire qu'ils sont "réalistes") pour qui les hommes ne sont que ce qu'ils en perçoivent. Un peu comme le psalmiste. "J'en étais à dire dans mon trouble : l'homme n'est que mensonge." (Ps 116.11)

Le monde aussi n'est que mensonge, depuis toujours c'est comme ça. Il y a toujours eu des guerres, des injustices... Qu'est-ce qui vous permet de dire que quelque chose peut changer ? D'ailleurs vous savez, moi aussi, quand j'avais votre âge je croyais que... mais cela vous passe...

■ Des extrêmes qui se touchent

Voilà deux positions qui ne s'opposent qu'en apparence. Dans les deux en effet, il s'agit de se protéger d'une réalité qui nous agresse. Lunettes noires ou lunettes roses, c'est toujours des filtres qui me permettent de regarder le téléjournal sans trop de dommage, d'une façon moins insupportable. Qui ne le fait pas à certaines heures ?

Autre point commun à ces deux philosophies, elles nous dispensent d'agir en nous donnant, en prime, une bonne conscience. En effet, si la souffrance n'est pas si grande qu'on le dit, il est inutile de se mobiliser, cela passera... Et si cela a toujours été comme cela, c'est perdu d'avance... pourquoi essayerait-on d'y changer quelque chose ? Il n'y a qu'à se résigner et, pour certains, s'en remettre à Dieu... (comme si Dieu s'était jamais résigné, lui, à voir souffrir l'homme...!).

Brèche au travers de ces enfermements, la petite Espérance.

■ L'Espérance,

qui est accueil d'une promesse de vie au lieu même où la mort avait frappé. Esaïe nous le dit avec une expression très forte : Si tu brises tous les jougs... "ta cicatrice germera". (58.8) Bien loin de prétendre qu'il n'y a pas de souffrance, il s'agit de croire que là n'est pas le dernier mot. Et que l'on ne dise pas que



c'est un opium. Bien au contraire. Seul celui qui sait que l'arbre de l'hiver n'est pas mort, malgré son apparence, qu'il est au contraire capable de renouveau, pourra raisonnablement lui consacrer de la peine et du temps, toujours en éveil pour guetter l'ouverture des bourgeons comme autant de signes de vie.

Au chapitre 8 de sa lettre aux Romains, Paul ne nous dit pas non plus que le monde ne souffre pas, mais que ces souffrances peuvent devenir souffrances d'accouchement, tendues vers la libération.

Citons enfin cette phrase de Gutierrez dans son livre "Théologie de la libération" (p. 270) : "Espérer ce n'est pas connaître le futur, mais être disposé à l'accueillir comme un don, dans une attitude d'enfance spirituelle. Mais ce don s'accueille dans le refus de l'injustice, dans la protestation contre les droits de l'homme foulés aux pieds et dans la lutte pour la paix et la fraternité."

Oui, nous voulons le croire, depuis que Jésus a été libéré de cette impasse ultime qu'est la mort, depuis que son esprit a été répandu dans le cœur de tous les hommes, rien n'est jamais irrémédiablement enfermé dans le passé, si sombre soit-il, ni l'homme ni le monde. Aucune action n'est jamais totalement inutile qui tend à les en libérer.

Voilà ce que nous tenons à partager avec vous au lendemain de la fête du Ressuscité. ■

.....
: Dom Helder Camara :

: "Je suis plein d'espérance !"

: "Je viens de parler des pauvres, des structures d'injustice à changer ici et là-bas, du péché social et de la conversion personnelle (...) Je suis plein d'espérance devant ce qui se fait déjà ici et là-bas. C'est l'esprit de Dieu qui souffle. Si Dieu a écouté la plainte de son peuple au temps des pharaons, quand 75 % de l'humanité vit dans des conditions sous-humaines, hors du partage, comment Dieu n'écouterait-il pas le cri de son peuple ?"

: (Déclaration récente, mars 1979, à Paris.)

● UNE SOIREE A RESERVER

Le mercredi 9 mai 1979 à 20 h.30 à UNI II, auditoire Rouiller, aura lieu un débat public sur le thème:

"LA PAIX DANS LE MONDE".

■ ENCYCLIQUE DE JEAN PAUL II Cet amour qui bannit la crainte

Si le propos de la dernière encyclique ne touche pas d'assez près le domaine de la COTMEC pour y consacrer une large place, on ne peut pas ne pas en recommander vivement la lecture. Cette méditation (le mot est de Jean Paul II) a quelque chose de tonifiant. Nous sortons de sa lecture fortifiés dans notre foi au Christ, dans notre foi en l'homme, fortifiés dans notre foi en l'Eglise, qui a la redoutable tâche d'être signe du Christ pour les hommes.

■ Un regard pénétrant

Le regard que Jean Paul II porte sur l'homme est à la fois plein d'amour, le mot n'est pas trop fort, mais également sans complaisance sur quelques-unes de ses productions qui engendrent la crainte, l'insatiabilité, l'injustice, la manipulation, l'atteinte à ses droits inviolables...

■ La parole d'un témoin

Jean Paul II s'exprime à la première personne et en toute liberté. Il tient à faire connaître, à nommer le cap vers lequel il veut tendre contre vents et marées. A ce propos, certains qui redoutaient, au travers des discours précédents, une vision de l'Eglise trop verticale et pas assez ouverte dans le dialogue avec les autres confessions seront rassurés.

■ Une parole tournée vers l'avenir

Est-ce si courant, dans cette fin de millénaire où certains ne parlent que menaces ou "rabais pour cause de liquidation totale", d'entendre une parole d'Avent ? (Le mot revient plusieurs fois.) Et pourtant c'est bien le cas : une parole résolument tournée vers l'avenir, et avec une confiance responsable.

■ Une parole adressée d'abord à l'Eglise elle-même

"Un des devoirs de l'Eglise est de mettre en œuvre son enseignement." En se vérifiant à l'aune de cette encyclique, les chrétiens, mais aussi l'Eglise dans ses institutions ministérielles et diplomatiques, seront appelés à la conversion, invités à renouveler leur vitalité et à réinventer leur liberté à l'égard de toutes les puissances, de tous les systèmes.

! Avertissement

A l'heure des spots publicitaires et de la montre à quartz, entrer dans une encyclique n'est pas chose aisée. Le propos prend son temps, ne craint pas de revenir avec l'insistance de celui qui veut convaincre, mais plus souvent de celui qui contemple et n'en finit plus de s'émerveiller. Même si ce document est allégé d'un traditionnel jargon vaticano-ecclésiastique, son abord demande un effort. Mais un effort qui se trouve largement récompensé.

■ "LE DROIT A UNE THEOLOGIE AFRICAINE CARACTERISEE"

L'action de carême contribue au respect de ce droit

"Une évidence majeure a longtemps échappé à l'homme occidental : il n'y a pas un monde mais des mondes, pas une histoire, mais des histoires, pas une théologie, mais des théologies..." souligne le professeur Ngindu Mushete, de la Faculté de théologie catholique de Kinshasa, qui ajoute ceci : "Contre les tenants d'une théologie à valeur universelle ou mondiale, les Africains affirment le droit ou l'exigence d'une théologie africaine caractérisée, une théologie non basée nécessairement sur la philosophie grecque et ses voisines, une théologie assumant valablement l'expérience culturelle et religieuse des peuples africains, une théologie répondant aux questions posées par la société africaine et son évolution contemporaine."

Première d'Afrique, la Faculté de théologie catholique de Kinshasa a été fondée en 1957, dans le cadre de l'Université Lovanium. Cette dernière, devenue Université nationale, a été laïcisée en 1975 et les Facultés de théologie, tant protestante que catholique, en ont été exclues.

Pour faire face à cette situation nouvelle, la conférence épiscopale du Zaïre a institué alors une quête annuelle dans les églises du pays et lancé un appel à Rome ainsi qu'aux Eglises d'Europe et d'Amérique. L'Action de Carême, notamment, a répondu à cette demande. Grâce aux soutiens qu'elle reçoit, la Faculté peut poursuivre ses activités dans l'ancien noviciat d'une congrégation locale de religieuses, mis à disposition par le cardinal Malula, archevêque de Kinshasa.

■ De passage à la COTMEC

Nos lecteurs se souviennent peut-être d'un appel de signatures que nous avons fait en faveur d'Adolfo Perez Esquivel arrêté en Argentine, ainsi que de la bonne nouvelle de sa libération, parue dans notre feuille d'information de mai 1978, après dix-huit mois d'incarcération.

Il devait venir à Genève avec un ami ces temps derniers. Hélas, sa sortie n'a pas été possible. Aussi, Victor Bruschi, secrétaire général de la Ligue des droits de l'homme, est venu seul. Ce dernier a pu nous apporter les bonnes nouvelles d'Adolfo, nous dire qu'il avait pu reprendre sa tâche au sein de l'organisme qu'il animait, "Paz y Justicia", tout en ne cachant pas que des difficultés subsistent. Chaque semaine il doit se rendre à la police pour signer et, le soir, il s'arrange pour rentrer chez lui avant la nuit, un accident étant si vite arrivé...



■ **DROITS DE L'HOMME :**
**La conscience morale de députés
et le poids de "la base" quand
elle se manifeste**

Certaines décisions peu satisfaisantes de nos Chambres fédérales font parfois oublier qu'il y a dans les arènes fédérales des gladiateurs, hommes et femmes, qui se battent pour le respect de la dignité humaine. Le mois dernier, le Conseil national avait à se prononcer sur la motion du député PDC Edgar Oehler, et un postulat du député PSS Gabrielle Nanchen.

La motion demandait au Conseil fédéral de faire surveiller l'application des accords d'Helsinki dans le monde, de renseigner le Parlement à ce sujet et de prendre clairement position lorsque les droits de l'homme sont violés. Le postulat proposait au Conseil fédéral d'établir un rapport sur les possibilités d'intensifier son action en faveur de la défense des droits de l'homme et de lier l'application de la loi sur la garantie des risques à l'investissement au respect des droits de l'homme dans les pays concernés.

Après que le conseiller fédéral Aubert eût proposé de transformer la motion Oehler en postulat (moins impératif que la motion), les deux propositions ont été acceptées par le Conseil national. (Rappelons que le Conseil fédéral peut juger librement de la suite à donner à un postulat.)

Un autre combat aura lieu lorsque viendra devant la même Chambre la motion Friedrich, dont nous avons déjà parlé dans notre dernier numéro, au sujet du vote du Conseil des Etats, motion qui veut qu'on allège les procédures d'exportation du matériel de guerre. Comment voteront alors les députés ? Un signe d'espoir : la majorité des parlementaires PDC, qui soutenaient M. Friedrich, se sont rendu compte à temps de l'ambiguïté de l'aventure dans laquelle ils allaient être embarqués et ont... changé leur fusil d'épaule.

Ouf... (Non seulement pour l'éventuel résultat du vote, mais aussi pour la troisième lettre du sigle PDC !)

A ce propos, il faut signaler qu'à Genève la Commission tiers monde du Consistoire de l'Eglise nationale protestante, la Commission tiers monde de l'Eglise catholique, l'Action catholique ouvrière, La Jeunesse

■ **REFUGIES : des divergences
subsistent entre les deux
Chambres fédérales**

Le 13 mars dernier, le Conseil des Etats a adopté sa version de la loi fédérale sur l'asile. Des divergences séparent encore les projets des deux Chambres fédérales.

Le Conseil national estime qu'un réfugié qui se présente à la frontière peut entrer en Suisse, même si son cas n'est pas clair, et peut attendre, en Suisse toujours, le résultat de la procédure engagée à son sujet. Le Conseil des Etats veut, quant à lui, qu'un réfugié ne puisse être accepté sur le territoire suisse que s'il court un danger sérieux dans un pays limitrophe.

Même dans ce dernier cas, il devrait pouvoir être refoulé si l'on estime qu'il peut compromettre sérieusement la sécurité de la Suisse, dit encore le Conseil des Etats; mais le Conseil national n'admet pas d'exception au principe du non-refoulement des réfugiés dans un pays où leur vie est menacée.

Toute intervention auprès des députés aux Chambres fédérales peut contribuer à ce que le Conseil national maintienne sa position plus libérale et que le Conseil des Etats, finalement, se rallie à cette position.

ouvrière chrétienne, les Oeuvres pontificales missionnaires et les Equipes Vie et Foi (ancienne ACGF) ont fait parvenir à mi-mars aux députés genevois aux Chambres fédérales une lettre les invitant à ne pas soutenir les motions Friedrich (Conseil national) et Herzog (Conseil des Etats). Le texte de cette lettre est à la disposition, au secrétariat de la COTMEC, des groupes qui voudraient intervenir également auprès des députés. Il suffit parfois d'un gramme pour que la balance penche du bon côté...

La démocratie ne s'use que lorsqu'on ne s'en sert pas.

(La prochaine session des Chambres fédérales aura lieu du 5 au 22 juin, mais il se peut qu'une session extraordinaire soit réunie du 23 au 27 avril déjà.)

■ **INITIATIVE SUR LE SECRET
BANCAIRE : beaucoup d'intérêt
dans les milieux réformés**

Le Conseil de la Fédération des Eglises protestantes de la Suisse a chargé l'Institut d'éthique sociale de la Fédération d'examiner à titre préliminaire le problème de la fuite des capitaux, du secret des banques et de l'aide judiciaire internationale. Dans une phase ultérieure, le Conseil de la Fédération cherchera à clarifier toutes les retombées de ces phénomènes sur la politique de développement en coopération avec l'Institut d'éthique sociale, la commission d'études sociales de la Société pastorale suisse. En outre, la Coopération des Eglises et des Missions a offert sa collaboration.

L'initiative sur les banques interpelle les Eglises, constate la Commission d'études sociales de la Société pastorale suisse. Des considérations relevant de la morale et de l'éthique sociale y jouent un rôle fondamental. Depuis la conférence interconfessionnelle Suisse-tiers monde en 1970, on se heurte au secret des banques et au refus de l'aide judiciaire. La Société pastorale suisse, qui s'est occupée de cette question en 1976, est d'avis que cette initiative devrait permettre aux Eglises de préciser nos responsabilités dans ce domaine. Il devrait être clair que les Eglises ne prennent pas dans leur engagement le parti de certains groupes d'intérêts, mais bien celui des hommes du tiers monde que nous avons l'habitude d'appeler "nos frères". Inspirée par des considérations chrétiennes, la contribution des Eglises devrait éviter un durcissement du dialogue et élever le débat au niveau d'une réflexion fondamentale orientée vers l'avenir, conclut la Société pastorale suisse. (SPP)



■ LE FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL (FMI) allège un peu (très peu) ses conditions de prêt

Le FMI a décidé d'assouplir très légèrement les conditions auxquelles il accorde des prêts aux pays déficitaires, conditions jugées trop sévères par les pays en voie de développement. Mais les quelques modifications apportées sont très en dessous des demandes des pays du tiers monde, demandes auxquelles s'opposaient d'ailleurs les pays riches...

■ SOUTIEN DE BANQUES SUISSES notamment au régime inhumain du général Videla

Un groupe de banques américaines, européennes et canadiennes a consenti un prêt de 300 millions de dollars au Banco de la Nación Argentina, à des conditions extrêmement favorables : remboursement en dix ans avec une période de grâce de cinq ans, taux d'intérêt échelonné de 3/4 %.

Parmi les banques participantes, on relève les noms du Crédit Suisse et de la Société de Banque Suisse.

Il est certain que les prêts favorisent les régimes en place et leur permettent de se maintenir même si la population n'en veut plus. Est-il opportun et moral de contribuer à ce que perdure un régime connu pour ses atrocités, ses violations répétées et systématiques des droits de l'homme ? Violations au sujet desquelles aucun doute n'est plus permis, tant les témoignages sont nombreux et concordants.

■ L'EGLISE tantôt caisse de résonance...

A mi-mars, dans la cathédrale de Lima, au Pérou, trois journalistes ont entamé une grève de la faim afin d'exiger le respect de la liberté de la presse et la réparation de revues qui venaient d'être interdites. Le lendemain, ils ont été conduits à l'hôpital de la police, puis emprisonnés, la grève de la faim étant illégale au Pérou. Peu après ces emprisonnements, un directeur de journal et le président d'une association de journalistes commencèrent également une grève de la faim...

Dans ce pays qui a été l'un des derniers à s'aligner sur les dictatures militaires, on réprime de plus en plus ceux qui dénoncent la situation des pauvres et les violations de certains droits de l'homme. Les journaux sont contrôlés par le gouvernement; d'autres ont été purement et simplement interdits.

Mais des hommes paient de leur personne, prenant des risques considérables afin d'enrayer le processus de fascisation. Et, là comme en d'autres lieux, une cathédrale fonctionne comme une caisse de résonance.

...tantôt portée sur ... l'isolation phonique

Si parfois l'Eglise ouvre ses portes aux hommes qui remplissent une fonction critique nécessaire, il lui arrive encore de mépriser cette mission. En effet, à Puebla, les organisateurs ont refusé l'accréditation à cinq journalistes qui avaient critiqué la préparation de la conférence. Malgré de nombreuses protestations, ce refus a été maintenu. Mais d'autres journalistes, qui n'ont pas aimé cet ostracisme, l'ont ensuite dénoncé.

Il reste encore bien à faire pour libérer certains hommes d'Eglise de la peur des critiques. Voilà un nouveau sujet de réflexion pour les théologiens de la libération...

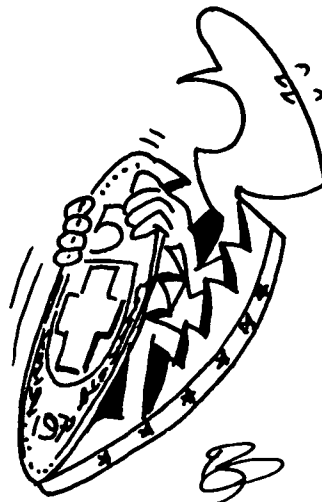
Commission Tiers-Monde de l'Eglise catholique à Genève

Case postale 99 - 1211 Genève 9
Secrétariat:
André Fol - 85, rue de Carouge
1205 Genève

Téléphone : 29 58 50
CCP 12 - 21 551

Changements d'adresse :
case postale 99
1211 Genève 9

J. A. 1200 Genève 11



■ INVENTER LA JUSTICE OU PERPETUER L'ASSISTANCE ? Quelle sera l'attitude de la Suisse à Manille ?

Au mois de mai se déroulera à Manille la 5e assemblée de la Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement (CNUCED). Comme on peut s'en douter, c'est un forum de première importance où peuvent se prendre des décisions qui transforment de façon salutaire le "plus avoir d'une minorité en mieux être pour le plus grand nombre". Encore faut-il que les pays industrialisés en général et la Suisse en particulier acceptent de faire passer dans les faits les intentions habituellement réservées à leurs discours. Quelle sera l'attitude des délégués suisses lors de cette conférence ? Cette question nous concerne tous. Nous avons encore en mémoire les propos de ce fonctionnaire de la Division du commerce qui, dans un débat sur le Nouvel Ordre Economique International, expliquait que son désir de changer la situation était limité par le respect de la volonté du peuple suisse...

Nous approuvons donc pleinement l'initiative de la Fédération Genevoise de Coopération qui invite les groupes et les particuliers à signer une lettre à l'adresse du Conseil fédéral. Elle demande que les délégués suisses s'engagent activement à faire approuver un certain nombre de points choisis en priorité dans l'ordre du jour.

Ceux qui, comme nous, veulent s'associer à cette démarche peuvent prendre connaissance de cette lettre à notre secrétariat. Mais attention, le temps presse !
Une affaire à suivre.

Parti pris

■ ATTENTION : ANNEE DE L'ENFANCE

Osons le dire : nous avons peur de l'*année de l'enfance* comme nous avons peur de toutes les "années de...", "les semaines de...", "les journées de...". Qu'elles soient de la Femme, de l'Enfant, de l'Unité ou de la Paix.

Le risque est trop grand que cela serve de diversion, que cela fasse paravent. Dites-nous, n'est-ce pas en prenant au sérieux les organisations déjà en place que l'on servirait le mieux les intérêts des enfants ? A la Commission des Droits de l'Homme, à la Conférence sur le Désarmement, à Manille où, ces jours prochains, la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement va tenter une nouvelle fois d'instaurer des relations économiques plus équitables...

■ Mais c'est un rappel, dites-vous...

Nous vous l'accordons. Mais rappel de quoi ? Et dans ce rappel, quel va être le propos des chrétiens ? Rappeler l'infinie dignité de chaque enfant ? Fort bien. En affirmant cela, ils ne diront que la stricte vérité. Pourtant, en ce qui concerne nos pays, ne vont-ils pas faire le jeu des capitaines de l'économie pour qui l'enfant est un marché aussi récent qu'intéressant ? Ils n'avaient certes pas attendu cette légitimation pour mettre en place leur stratégie. Tout de même, ils trouveront cet appui bien appréciable et auront tôt fait de le traduire : "rien n'est trop beau pour votre enfant".

■ Une proposition

Nous attendons des milieux chrétiens qu'ils rappellent aux parents qu'ils doivent habituer leurs enfants à être *heureux avec très peu*.

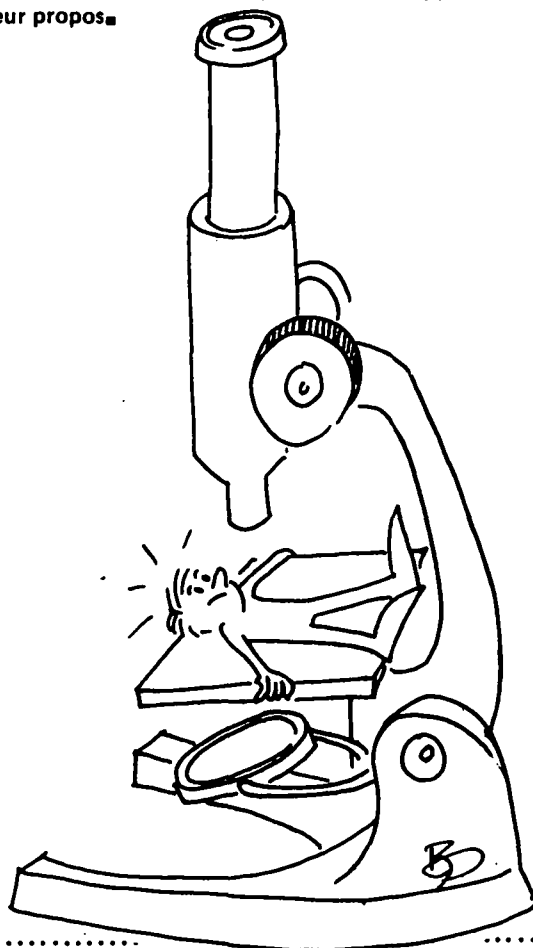
Qu'on nous comprenne bien. Il ne s'agit pas de voir dans ces propos un appel à une quelconque résignation devant une injuste répartition des revenus dans notre société. Il s'agit plus simplement de nous dire que si, pour son équipement, ses loisirs, sa nourriture, l'enfant ne peut être heureux qu'avec le plus possible, le mieux possible, le plus cher possible, il ne pourra pas être solidaire.

Car ce n'est pas vrai que, sur la planète, il y a de tout, pour tous indéfiniment. Ce n'est pas vrai que tous les habitants du globe peuvent consommer autant qu'un Américain ou qu'un Suisse... "S'il y a des riches, c'est qu'il y a des pauvres", nous rappelait récemment Monseigneur Proano.

Si les adultes de demain pouvaient accueillir, sans trop se sentir menacés, une hausse de leurs produits de consommation parce qu'enfin les matières premières achetées au tiers monde l'auraient été à un prix moins dérisoire, alors un pas serait fait vers un monde plus humain.

■ Propos difficile à tenir

Il va à l'encontre des thèses de la "saine économie" et de plus il s'oppose à l'idéologie régnante, et savamment entretenue, de "l'enfant-roi". Raisons de plus pour que cette parole soit prononcée par les chrétiens et "essayée" dans leurs communautés. Si vraiment leur liberté s'enracine ailleurs que dans la mode, ils devraient être dispensés de mesurer à l'applaudimètre l'opportunité de leur propos.



■ Au bilan de la deuxième décennie du développement : L'EDUCATION EN REcul

L'Atlas mondial de l'enfant, paru à l'occasion de l'Année internationale de l'enfant, brosse un portrait d'ensemble des enfants de 185 pays. On y constate, sauf pour le groupe des filles, que les progrès en matière d'éducation étaient plus lents en 1970 qu'en 1960. Dans les pays à faible revenu, seuls 53 % des enfants fréquentaient une école primaire et 9 % une école secondaire, contre les 100 % pratiquement et 79 % dans les pays industrialisés. Le pourcentage enseignants/élèves, quant à lui, est en recul dans toutes les régions, sauf en Afrique.

■ LA NAUSEE DU SURARMEMENT

On a beau lire régulièrement des données révélant la progression démente de la production et du stockage d'armes ainsi que sur leur croissante et terrifiante efficacité, on a le sentiment que la majorité de la population ne s'insurge pas sérieusement contre cette évolution.

D'où vient le "NON" le plus catégorique, le cri d'alarme le plus saisissant (quoique bien mal répercuté) ? Des dirigeants d'Eglises, parfaitement renseignés sur l'apocalypse potentiel que renferment les soutes de notre planète.

Notamment, ces derniers temps, de Jean Paul II d'une part, et des dirigeants d'Eglises d'URSS et des Etats-Unis, dans une déclaration commune, d'autre part. Mais qui s'en est aperçu ?

Jean Paul II :

"J'avais faim et vous ne m'avez pas donné à manger...; j'étais nu et vous ne m'avez pas vêtu...; j'étais en prison et vous n'êtes pas venu me voir". Ces paroles prennent davantage encore valeur d'avertissement si nous pensons que, au lieu du pain et de l'aide culturelle aux nouveaux Etats et aux nouvelles nations qui s'éveillent à la vie de l'indépendance, on offre parfois en abondance des armes modernes et des moyens de destruction, mis au service de conflits armés et de guerres qui sont moins une exigence de la défense de leurs justes droits et de leur souveraineté qu'une forme de chauvinisme, d'impérialisme, de néo-colonialisme en tout genre. Tout le monde sait bien que les zones de misères et de faim qui existent sur notre globe auraient pu être "fertilisées" en un bref laps de temps si les investissements phénoménaux consacrés aux armements pour servir à la guerre et à la destruction avaient été changés en investissements consacrés à la nourriture pour servir à la vie.

Peut-être cette considération (...) provoquera-t-elle encore de nouvelles accusations contre l'Eglise. Celle-ci, cependant, ne disposant pas d'autres armes que celles de l'esprit, de la parole et de l'amour, ne peut renoncer à annoncer "la parole... à temps et à contretemps" (2 Tm 4, 2). C'est pourquoi elle ne cesse de demander à chacune des deux parties et de demander à tous au nom de Dieu et au nom de l'homme : ne tuez pas ! Ne préparez pas pour les hommes destructions et exterminations ! Pensez à vos frères qui souffrent de la faim et de la misère ! Respectez la dignité et la liberté de chacun !

C'est dans l'encyclique *Redemptor hominis* que se trouve ce passage; elle est datée du 4 mars. Fécond mois de mars : du 27 au 29 mars étaient réunis à Genève des représentants des Eglises d'URSS et des Etats-Unis pour un colloque sur le désarmement. Leur déclaration est bouleversante quand on considère non seulement le vieil antagonisme des deux pays, mais aussi la différence "culturelle" entre l'Eglise orthodoxe russe et les Eglises protestantes des Etats-Unis, et enfin le fait que la production et le stockage gigantesque d'armes est précisément le fait de ces deux pays principalement...

"Nous lançons cet appel en tant que serviteurs du Christ, membres des Eglises des Etats-Unis et d'URSS. Nous avons été réunis, au-delà des différences de langues et de culture, par notre vocation commune de chrétiens, à encourager la vie au cœur d'une course à la mort. Nous affirmons notre unité en confessant le Christ comme Seigneur et Sauveur (...).

Nous sommes convaincus que la course aux armements ne peut être gagnée : elle ne peut être que perdue. Nous sommes tous conscients depuis longtemps de la terreur nucléaire. Beaucoup de personnes l'ont acceptée comme élément inévitable de notre monde contemporain. Dans l'Eglise, de nombreuses voix se sont élevées contre elle dans nos deux pays. L'expérience que nous avons vécue au cours de ce colloque nous pousse aujourd'hui à la dénoncer d'une seule voix. L'existence de forces ayant la capacité de dévaster notre planète non pas une ou deux fois, mais de nombreuses fois, est absurde et ne peut être tolérée. Elle doit être affrontée et vaincue au nom du Christ qui vit et règne pour l'éternité.

Nous exprimons notre profonde préoccupation quant au danger d'un équilibre précaire de l'humanité au bord de la catastrophe nucléaire. Nous savons que des armes encore plus terrifiantes sont actuellement mises au point, dont la conséquence ne peut être qu'une crainte et une méfiance accrues, et ainsi une course aux armements encore plus fébrile. A cela nous disons d'une seule voix : NON, au nom de Dieu, NON !"

Il est arrivé dans l'histoire, plus souvent qu'il ne l'aurait fallu, qu' "au nom de Dieu" on envoie des hommes en exterminer d'autres. Aujourd'hui, Jean Paul II et les Eglises des pays les plus puissants du monde disent, le même mois, "Au nom de Dieu, NON aux armes, NON à la préparation du meurtre des hommes !"

Il nous faut faire écho, tous les jours et concrètement, à ces refus...

Dans ce cadre il faut signaler qu'une communauté d'action, "Vivre sans arme", a vu le jour, en mars aussi, à Berne. Elle s'appuie sur une demande de la dernière assemblée générale du Conseil œcuménique des Eglises (Nairobi 1975), adressée aux Eglises, les invitant à "vivre sans la protection des armes et à prendre des initiatives entraînant un désarmement efficace". Celui qui adhère à la communauté d'action s'engage à militer pour que l'Etat cherche des solutions non-violentes dans le but d'assurer la paix. A la tête de la communauté d'action se trouve un comité de 14 personnes appartenant au Mouvement de la réconciliation, à l'Association des socialistes religieux, aux Quakers, aux Fédérations des femmes catholiques et protestantes et au Mouvement des femmes pour la paix.



■ LES FEMMES ET LES DROITS DE L'HOMME :

Une consultation du COE

Une consultation internationale organisée par le Conseil œcuménique des Eglises, sera consacrée aux femmes face aux Droits de l'Homme. Cette consultation aura lieu du 24 au 30 juin prochain à Venise et sera préparée par le bureau "Femmes" du COE.

On y traitera notamment du sort des prisonnières politiques en Amérique latine, de la situation et des droits des femmes battues et maltraitées, de la condition des ouvrières dans l'industrie textile, des femmes de ménage, etc. Enfin, cette consultation tentera d'aborder la discrimination dont souffrent, notamment dans le tiers monde, les femmes en matière de santé et de grossesse.

■ 100 %, QUI DIT MIEUX ?

Dans le dernier numéro de sa revue, Labor consigne quelques records électoraux. On apprend par exemple que lors des dernières élections, l'Albanie a compté un pourcentage de 99,999997 %. Ce qui la place avant la Roumanie : 99,96 %. Quant aux candidats du Front National, en Allemagne de l'Est, avec 99,86 %, ils font piètre figure. Mais que dire si on les compare à la Corée du Nord, dont le gouvernement a obtenu récemment 100 % des suffrages, et au Sierra Leone qui, au référendum de juin dernier, a vu 2 152 454 électeurs approuver la nouvelle Constitution par 2 215 586 voix. ... Et, en passant par l'Iran, l'Amérique Latine... on pourrait allonger indéfiniment la liste de ces farces démocratiques. On peut en sourire, mais on peut aussi essayer de faire un pas de plus.

La première remarque : au cours des siècles précédents, les potentats, pour imposer leur volonté à leurs sujets, ne s'embarrassaient pas de parodies de scrutin. Et Attila n'a jamais eu recours à une entreprise de relations publiques pour que le monde continue à croire, au plus fort de ses invasions, qu'il respectait les droits de l'homme. Est-ce un bien, est-ce un mal ? Toujours est-il que c'est un fait, actuellement on se passe difficilement d'un vernis de légitimité populaire, d'un air d'humanitarisme. Que l'on ne vienne pas nous dire après cela que les campagnes de dénonciations ou les envois de signatures ne servent à rien.

Une autre remarque : un régime démocratique, cela ne court pas les rues. Si dans notre pays, on ne manque pas de bonnes raisons pour trouver notre système piégé, pour trouver qu'il offre plus qu'il ne donne, il n'en reste pas moins que, avant que s'ouvrent les scrutins, les urnes sont vides ! N'est-ce pas une raison de plus pour veiller au choix de nos parlementaires, pour soutenir d'une façon critique leur travail... bref, pour utiliser avec une persévérante impatience les ressources de ce régime dans l'instauration de plus de justice pour notre pays, et pour autant que cela dépende de nous, pour le monde qui nous entoure ?

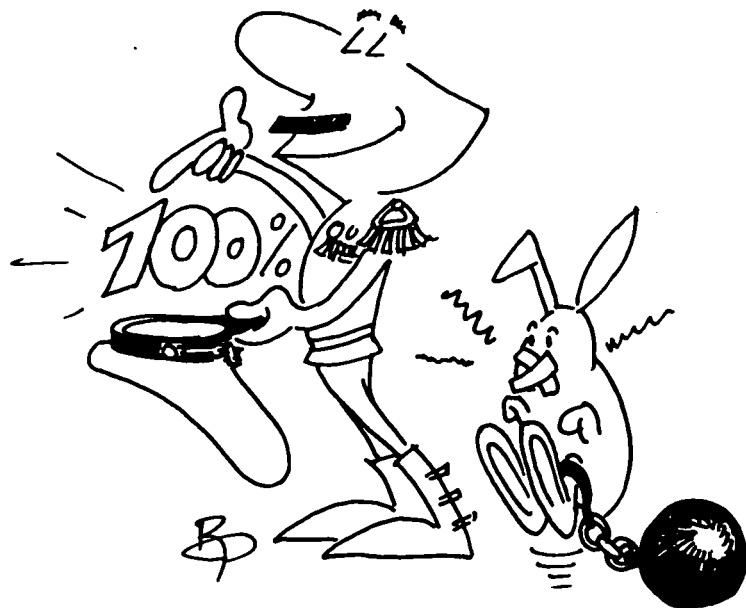
■ NOUVELLE CONSTITUTION

Une affaire qui nous concerne

Un nouveau projet de Constitution suisse est en ce moment, et jusqu'à la fin du mois de juin, soumis à la consultation populaire. Chaque citoyen, quelles que soient ses (in)compétences, est invité à lire ce projet, à le critiquer, à faire parvenir ses remarques à la Chancellerie fédérale, qui a promis de tenir compte de tous les avis exprimés.

L'enjeu est réellement important car une Constitution renferme l'ensemble des principes régissant les tâches, devoirs et droits de la Confédération, des cantons et des citoyens. De plus, on ne change pas de Constitution comme de chemise (à moins de porter cette dernière cent ans de suite !). Enfin, ce nouveau texte nous semble marquer un net progrès par rapport à la Constitution actuelle, ses aspirations sont plus généreuses et plus soucieuses des minorités et des défavorisés. La COTMEC a entrepris une réflexion à ce propos.

Les groupes qui veulent s'associer à cette consultation pourront obtenir des renseignements auprès de notre secrétariat. Ils pourront également y trouver les remarques que nous avons fait parvenir à la Chancellerie fédérale.



■ ELECTIONS NATIONALES

Les élections au Conseil National et au Conseil des Etats peuvent donner l'occasion de mesurer le chemin parcouru depuis 4 ans, et de demander aux candidats de préciser leur programme, leurs engagements.

A cette occasion, SOLIDAIRE publiera un numéro consacré à cet événement.

Ceux qui sont intéressés

- à participer à l'élaboration de ce numéro,
- à élaborer un questionnaire destiné aux candidats de leur canton,

peuvent le signaler à la Déclaration de Berne, case postale 97 - 1000 Lausanne 9.

● A lire

DOMITILA. SI ON ME DONNE LA PAROLE...

Passionnant comme un roman, éclairant comme une analyse, stimulant comme un témoignage. A travers le récit de cette femme de la mine d'étain de Siglo XX en Bolivie, on découvre non seulement la naissance d'une militante, mais aussi les luttes et les espoirs d'un peuple. Un espoir qu'aucune répression ne semble pouvoir briser. Et Dieu sait si elles n'ont pas manqué !

"On peut oublier les souffrances personnelles que l'on a subies en prison, les coups qu'on a reçus, son visage défiguré, à condition qu'au retour, les enfants disent "Papa, maman, le syndicat, les camarades nous ont donné de quoi manger". Alors, si on est honnête, on s'engage pour toujours avec son peuple et aucune force n'est capable de rompre cet engagement pour un peuple qui vous a montré cette confiance et cette solidarité." (p. 36)

Malgré certaines pages d'une incroyable dureté, nous pensons, avec le journal "La Croix", que "à sa façon, ce livre, ce témoignage simple et sincère, est un des plus beaux chants d'espoir".

Ed. François Maspero. 254 pages.

▣ **AFRIQUE :**
■ **4 millions de réfugiés...**

Au début de cette année, on estimait à 8,5 millions le nombre des réfugiés dans le monde, dont 4 millions en Afrique. Dans ce continent, les atteintes aux droits fondamentaux de la personne humaine prennent des proportions alarmantes. L'oppression exercée par les régimes minoritaires blancs n'est pas seule en cause : de nombreuses guerres civiles sont à l'origine de l'exil des réfugiés.

Alors qu'en 1951 le Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés pensait n'avoir à résoudre que le problème des réfugiés de l'Europe orientale, ce ne sont pas moins de 120 conflits majeurs (guerres ou conflits civils) qui ont éclaté depuis lors et laissé derrière eux des millions de sans toit et d'affamés...

● ● ● ● ● ●
■ **Le Conseil sud-africain des Eglises favorable aux mouvements qui soutiennent la justice**

Le Conseil sud-africain des Eglises (SACC) approuve les buts des mouvements de libération dans la mesure où ils vont de pair avec la liberté, la justice et la protection des droits de l'homme.

Le Conseil est convaincu que quiconque cherche honnêtement à assurer la paix en Afrique australe doit se donner pour tâche de s'opposer et d'abolir la violence inhérente au système politique, économique et social actuel en République d'Afrique du Sud. C'est ce système qui contraint de nombreux Sud-Africains à quitter leur pays et à prendre les armes contre lui.

Le Conseil se voit forcé d'attirer l'attention sur l'amertume qui croît dans le pays à cause des bannissements et détentions sans jugement. Beaucoup de ces mesures minent et mettent en danger la sécurité de l'Afrique du Sud.

● ● ● ● ● ●
■ **PAS SI SIMPLE**

Les bons d'un côté, les méchants de l'autre. Ce secret désir de classer ainsi les gens habite chacun de nous et dans l'histoire récente de l'Ouganda, il était comblé. A travers la figure boursouflée du Maréchal, ne voyait-on pas un méchant à l'état pur ?

Or voilà que, dans le Courrier du 3 mai, Laure Speziali, s'appuyant sur un article de l'"Herald Tribune", nous apprend que les Boeing ont été fournis à Amin Dada par un homme d'affaires israélien, en relation d'ailleurs avec les services secrets de son pays. Plus gênant : on y découvre que des firmes suisses, ayant leur siège à Zurich, ont participé à ces tractations...

Décidément, l'Histoire ne s'écrit jamais en noir et blanc, même en Ouganda.

● **A lire :**

LAISSONS PARLER LES SUD-AFRICAINS

Documents de la dixième assemblée nationale du Conseil sud-africain des Eglises.

Publié par le Département missionnaire des Eglises protestantes de la Suisse romande, 5, chemin des Cèdres, 1004 Lausanne.

GRATUIT.

Commission Tiers-Monde de l'Eglise catholique à Genève

Case postale 99 - 1211 Genève 9
Secrétariat:
André Fol - 85, rue de Carouge
1205 Genève

Téléphone : 29 58 50
CCP 12 - 21 551

Changements d'adresse :
case postale 99
1211 Genève 9

J. A. 1200 Genève 11

◆ **UNE DATE A RETENIR** ◆

**Le jeudi 31 mai à 20 h. 30
à l'Institut Universitaire d'Etudes
du Développement
24, rue Rothschild**

Conférence du pasteur **THEO KOTZE**
Vice-président de l'Institut Chrétien d'Afrique du Sud.

■ **Baisse sensible du nombre de lépreux**

A l'occasion de la journée mondiale des lépreux, le ministre de la santé de Haute Volta a rappelé que, dans son pays, la lutte contre la lèpre a fait baisser considérablement le nombre des malades. De 142 662 en décembre 1976, ces derniers étaient de 67 242 récemment. (D.I.A.)

● ● ● ● ● ●
■ **Le Swahili, langue officielle**

Le quotidien Daily News, paraissant à Dar-es-Salaam (Tanzanie), a annoncé que le Swahili, langue abondamment parlée par les populations de la côte orientale de l'Afrique, venait d'être adoptée officiellement par l'UNESCO. Avec une joie légitime, le ministre de l'Instruction publique de ce pays a procédé au lancement du premier numéro du "Journal de l'Unesco" en langue swahili. (D.I.A.)

● ● ● ● ● ●
■ **En Rhodésie, une Eglise solidaire**

Dans une récente déclaration à la presse, le porte-parole de l'archidiocèse de Salisbury a parlé de l'engagement de l'Eglise dans la situation actuelle du pays. "Une des raisons principales, a-t-il dit, pour lesquelles nos prêtres, frères et sœurs continuent à résider dans leurs postes de mission situés dans des régions dangereuses du pays, est qu'ils veulent être unis avec la population. Celle-ci, en effet, souffre cruellement de la guerre actuelle. Cependant, il ne s'agit pas seulement de partager la vie des populations. Nous voulons également nous mettre à leur disposition en continuant à diriger les écoles et les hôpitaux, à assurer le fonctionnement normal des œuvres de mission et l'assistance matérielle dont le peuple a besoin, tels que des couvertures, des vêtements, de la nourriture, etc..." (D.I.A.)

■ LA CONFERENCE DE MANILLE TERMINEE.

Quelques impressions

Au moment de rédiger cet article, le rideau vient à peine de tomber sur la Ve Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED) à Manille. 5 000 délégués, 159 pays : à n'en pas douter, le plus important rendez-vous en ce qui concerne l'équilibre mondial. Un rendez-vous manqué ? Pour l'essentiel, il semble bien. Les compromis de dernière heure qui veulent éviter une trop grande démoralisation du dialogue ne doivent pas faire illusion. Nous reviendrons ultérieurement sur cette conférence, essayant alors d'en présenter un bilan.

Pour l'heure, bornons-nous à livrer quelques impressions "à chaud".

■ DANS LE DIALOGUE NORD-SUD, SEULS CEUX QUI N'ATTENDENT RIEN NE SONT PAS DEÇUS

Les changements, particulièrement en matière de pouvoir économique, ne tombent pas du ciel. 1973 est loin (cette année décisive où, pour la première fois, une décision se prenait hors de l'Occident). Si les pays riches avaient alors consenti à quelques concessions dans la crainte de voir le pouvoir économique leur échapper totalement, maintenant ils ont la situation bien en main. Et s'il y a crise, elle ne menace en rien leur hégémonie, tout au plus les rend-elle plus combatsifs pour défendre leurs intérêts. Dans ce contexte, comment espérer un changement ? Bien sûr, personne n'approuve l'inégalité actuelle (les 800 millions de personnes vivant dans la pauvreté absolue; les 1 200 millions de personnes n'ayant pas l'eau potable à disposition... - chiffres de la Banque Mondiale en 1978) mais quel pays est prêt à renoncer à une partie de ses privilèges ?

■ LE TIERS MONDE A SON TIERS MONDE

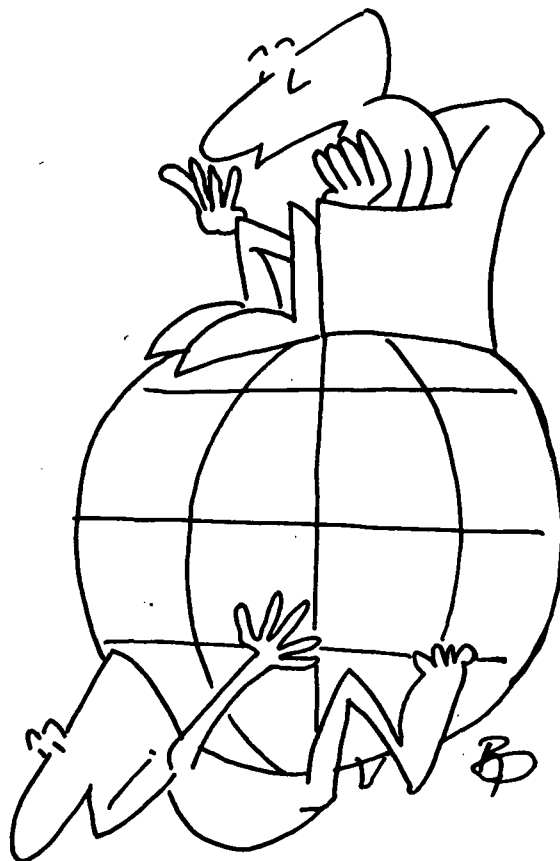
Le groupe des 77 pays dits en voie de développement (119 en réalité) est une mosaïque de plus en plus hétéroclite. Et la solidarité est encore trop courte pour masquer les inégalités. C'était aux Latino-Américains non producteurs de pétrole qu'il appartenait de le dire. On a frôlé l'éclatement au moment où l'OPEP, qui ne manque pas de moyens de pression, a pu empêcher d'inscrire la question de l'énergie à l'ordre du jour. Le débat, apprenait-on plus tard, a eu lieu à l'intérieur du camp des 77. L'important est bien qu'il soit amorcé. Si les Occidentaux, qui le plus souvent peuvent répercuter la hausse sur leurs exportations, se plaignent du prix du pétrole, pensent-ils assez à tous ces pays qui ne peuvent que la subir, sans autre recours possible ?

■ LES PAYS DE L'EST N'ONT PAS ETE MENAGES

Soit pour leur aide jugée trop faible et souvent octroyée en monnaie non convertible, ce qui enlève toute liberté d'utilisation. Egalement pour leur faible absorption des exportations du Tiers Monde.

■ ...LES GRANDS DE L'OCDE NON PLUS

Les USA, avec une aide publique de 0,22 % du Produit National Brut, le Japon avec 0,21 et l'Allemagne avec 0,27 ont encouru le blâme des pays du Tiers Monde. Ces derniers leur ont demandé d'augmenter cette aide de 0,25 % ces trois prochaines années.



■ A LA SUISSE, LA MEDAILLE (SANS TROP DE MERITE) DE LA LUTTE CONTRE LE PROTECTIONNISME

Un petit pays sans "chasse gardée" coloniale et qui a pour principale exportation la technologie, que risque-t-il à se faire le champion de l'ouverture des marchés ? Si cela peut rejoindre les intérêts du Tiers Monde, tant mieux. Cela va atténuer, à l'extérieur, la mauvaise image que donne la modicité de notre aide au développement.

■ ET L'ATTITUDE DE LA DELEGATION SUISSE ?

Nous n'avons pas assez d'éléments pour en parler actuellement, mais il faudra y revenir. Car vous savez que de différents côtés des voix s'étaient fait entendre pour inviter nos délégués à adopter une attitude plus centrée sur une justice à inventer que sur des privilèges à conserver. Outre l'appel de la Fédération genevoise de Coopération que nous avons proposé d'appuyer, on peut signaler la prise de position de l'Action de

► Carême et de Pain pour le Prochain, la déclaration du Conseil de la Fédération des Eglises protestantes de la Suisse... De son côté, la Conférence des Evêques a fait parvenir à la délégation un document aussi important qu'intéressant rédigé par l'Eglise catholique romaine et l'Eglise évangélique luthérienne d'Allemagne à l'occasion de la rencontre de Manille, qui a pour titre : "La justice et la solidarité dans l'ordre économique mondial".

Nous souhaitons vivement que nos délégués se soient fait les porte-parole de ces préoccupations.

■ UN POINT A SUIVRE DE PRES : LE TRANSFERT DE TECHNOLOGIE

La technologie est occidentale. Et pour longtemps encore. Il faut savoir que, en 1972, sur 3,5 millions de brevets détenus dans le monde, 94 % le sont par des pays développés. Et sur les 6 % restant au Tiers Monde, le 84 % le sont par des étrangers (grandes firmes le plus souvent). Mais les pays en voie de développement ne peuvent se passer de technologie. Il leur faut l'acheter. De cet important marché appelé "transfert de technologie" la Suisse tire grand profit. Par habitant, elle est en tête. En clair, trouver des chemins pour un commerce plus juste, c'est d'abord, en ce qui nous concerne, s'attaquer à cette difficile question.

Signalons que, à l'occasion de la Conférence de Manille, la Confédération Mondiale du Travail a fait un excellent travail d'information en mettant à disposition des documents accessibles et éclairants dont les lignes ci-dessus s'inspirent en partie. Intéressants particulièrement pour les relations établies entre la situation des travailleurs ici et dans le Tiers Monde, ces publications peuvent être demandées à la Confédération Romande du Travail, 16, rue des Chaudronniers.

■ APRES L'ASSASSINAT D'HUGO WEY AU SAN SALVADOR

Posons tout de suite que l'assassin du diplomate suisse a commis un crime odieux et injustifiable.

Posons tout aussitôt qu'il faut tout faire pour qu'un tel drame ne se reproduise pas. Bien sûr, le gouvernement suisse peut demander dans les quelque 150 pays du monde que les mesures de protection de ses diplomates soient accrues; il peut demander, mais on doute qu'il l'obtienne. L'obtiendrait-il que cela ne changerait pas grand chose.

Alors réfléchissons. L'ambassadeur Bucher au Brésil en 1970. Le chargé d'affaires Wey au San Salvador. Il y a tout lieu de penser que la petite Suisse est un des pays qui apparaissent comme des symboles aux yeux des milieux révolutionnaires. Symbole de quoi ? Pourquoi ? Telles sont les questions que l'on doit se poser si l'on ne veut pas que la chaîne Bucher-Wey s'allonge. Pour faire une bonne analyse, on pourra utilement relire les discours d'Helder Camara en Suisse, l'ouvrage d'André Biéler "Le développement fou", le rapport sur "Le Maldéveloppement", les ouvrages du Centre Europe-Tiers monde, "Suisse-Afrique du Sud", "Les nouveaux mercenaires" et le désormais célèbre livre de Jean Ziegler "Une Suisse au-dessus de tout soupçon", dont l'essentiel reste vrai même s'il est critiquable dans certains détails.

L'analyse faite, on n'aura pas besoin de beaucoup de recherches pour définir l'image nouvelle que la Suisse devrait donner d'elle-même. Celle d'un pays réellement solidaire des opprimés et non celle d'un pays qui se comporte comme si les pays du tiers monde n'étaient que des marchés, réels ou potentiels, pour ses produits ou pour ses investissements.

■ SUISSE : Pourquoi cet ostracisme dans l'accueil des chefs d'Etat étrangers et des victimes des régimes inhumains ?

Le président du Mozambique, M. Samora Machel, devait venir en Suisse du 15 au 17 mai. On devait le recevoir au Département politique fédéral et au Conseil œcuménique des Eglises (les Eglises protestantes romandes ont des liens anciens et étroits avec le peuple mozambicain). L'accueil des autorités fédérales était prévu selon le protocole réservé aux chefs d'Etat. Tout à coup, machine arrière : on décide le programme minimum. Blessant et forcément inacceptable par le représentant d'un peuple. Les autorités mozambicaines annulent la visite.

Pourquoi cette mesure outrageante de la part du Département politique ? C'est la question que plusieurs groupes ont posée. On attend la réponse.

Rappelons que le Mozambique est un régime de gauche révolutionnaire (après quarante ans sous la botte salazarienne cela s'explique assez bien !). On voudrait que cette considération n'ait pas joué de rôle dans la décision fédérale.

On rapprochera cet ostracisme d'un autre, celui qui préside à l'accueil des réfugiés dans notre pays. On se rappelle que l'an dernier plusieurs organisations s'étaient étonnées que les victimes des régimes militaires dictatoriaux d'Amérique Latine ne constituaient que 7 % des réfugiés accueillis en Suisse et qu'en revanche celles qui provenaient de pays communistes soient largement accueillies. Des chiffres parus tout récemment ont révélé qu'il y a en Suisse déjà 1650 réfugiés vietnamiens et qu'on en attendait encore 115 nouveaux au début de ce mois. Tant mieux pour les favorisés. Mais pas tant pis pour les autres ! Car ces autres, au contraire d'une partie des premiers, n'ont pas trempé dans un régime antérieur corrompu et injuste ! Ils ont au contraire combattu l'injustice et la corruption des dirigeants de leurs pays.

■ AVANT UNE VISITE A GENEVE La Colombie dans l'aveuglement de la "Sécurité nationale", elle aussi

Le 14 juin, le président colombien J.C. Turbay Ayala est l'invité de la conférence de l'organisation internationale du Travail. A cette occasion, un groupe de solidarité colombien a tenu à préciser que, derrière la façade démocratique que ce pays entretient, se cache une réalité qui l'est moins. Etat de siège, gouvernement à coup de décrets, et plus récemment, avec la rentrée du nouveau président, le 6 septembre 1978, c'est "le statut de sécurité". Dans les faits, c'est le moyen de confier aux militaires le maintien de l'ordre, notamment en élargissant le fonctionnement des cours martiales. Si on ajoute à cela la torture, on est en plein dans le climat de la doctrine de la "sécurité nationale", cette idéologie qui a déjà fait tant de ravages en Amérique Latine et que les évêques réunis à Puebla ont condamné sans appel.

Dans le pays des réactions se font jour. Les 30 et 31 mars, s'est déroulé un Forum National sur les droits de l'homme et les libertés syndicales. Au terme de cette rencontre, une "Commission Nationale pour la Défense des Droits de l'Homme" a été créée.

Une affaire à suivre. Pour cela on peut se mettre en rapport avec le Comité Colombie (CP 12 - 1000 Lausanne 24) qui a rédigé le dossier d'où sont tirées ces informations.

□ De la MORT du champion mondial de la torture à la PENTECOTE d'un mouvement qui la combat

Sergio Fleury est mort le 1er mai dernier, d'une commotion cérébrale provoquée par un choc contre le ponton du yacht-club d'Isla Bella, près de Santos, le port de Sao Paulo, au Brésil. Le commissaire Fleury était la gloire de la police brésilienne. Il était passé maître dans les campagnes de diffamation et de suspicion, les contrôles policiers, les perquisitions sans mandat, les arrestations arbitraires, les séquestrations, la torture physique et morale, les exécutions sommaires.

"Il traquait sans pardon et partout les "subversifs", les "terroristes", les "communistes" : vrais communistes, militants de gauche, militants d'opposition, militants d'action catholique, syndicalistes, responsables de groupes, de mouvements ou de communautés, étudiants organisés, religieuses, prêtres, dominicains... en un mot tout opposant au régime militaire ou supposé tel (...). Non content d'avoir "légalement" cette totale et singulière liberté d'action, d'avoir en plus la justice à sa botte, il met sur pied le tristement célèbre "Escadron de la mort", organisation clandestine de policiers qui font eux-mêmes leur justice et se chargent de délivrer à leur façon la Société des éléments qui, à leurs yeux, lui sont nuisibles ou inutiles. Combien d'enlèvements, de disparitions, d'exécutions sommaires, d'assassinats sont à mettre à l'actif des Escadrons de la mort, pas seulement à Sao Paulo mais dans tout le Brésil et dans bon nombre de pays latino-américains, car le commissaire Fleury a hélas vite et largement fait école. Accusé, dénoncé avec preuves à l'appui, impliqué dans des procès, il l'est maintes fois, mais reste toujours impuni; et c'est au contraire ses accusateurs qui en pâtissent (...). Il est cependant arrêté en juillet 1973 pour tortures, assassinats et trafic de drogue; les faits sont trop notoires pour que la justice ne risque de se discréditer définitivement. Mais en novembre on vote d'urgence une modification du code pénal — spécialement pour lui, disent certains, qui l'appellent "la réforme Fleury" —; cette modification supprime la détention préventive pour les accusés jouissant de "bons antécédents". Le commissaire Fleury est immédiatement reconnu "d'une conduite irréprochable" par le procureur et le juge, qui disent se baser sur "l'opinion d'hommes éminents". Il est libéré sans procès et réintégré à son poste. Il dirigera personnellement la nouvelle vague de répression qui s'abat sur Sao Paulo en janvier 1974, "violente et arbitraire", comme la qualifie la conférence épiscopale."

Ces extraits de la nécrologie signée par le P. Louis Dayer, dans "Peuples du monde", donnent à réfléchir.

Quand un régime favorise l'enrichissement démesuré d'un petit nombre au détriment du peuple et que les exploités s'organisent, peu à peu, pour subir moins d'in-



justices ou renverser ce régime, il entre dans l'engrenage de la répression, laquelle exige des hommes efficaces et sans scrupules. A tel point que des généraux issus souvent de famille honorables, prononçant fréquemment des discours à terminologie largement "chrétienne", finissent par avoir recours à des assassins-tortionnaires-trafiquants de drogue, quitte à les tirer de prison, parce que ces monstres sont doués de qualités exceptionnelles dans la gestion des basses œuvres.

Or l'engrenage de la répression est toujours subtil à ses débuts. Peu spectaculaire, ne touchant que quelques-uns ("qui doivent bien avoir quelque chose sur la conscience, sinon ils n'auraient pas été inquiétés"), il ne pousse pas à s'y opposer. Puis, quand on s'aperçoit que le phénomène prend de l'extension, le système répressif et les moyens à sa disposition sont alors si puissants, il est en outre renforcé à un tel point par son appartenance à cette sorte de Marché commun occulte, qui pratique à l'échelle internationale le libre-échange en matière de méthodes de torture et d'élimination, que c'est trop tard : l'opposition est vite décapitée, les torturés, pour la plupart, renoncent à recommencer l'expérience (qui les condamnera ?), la terreur générale dissuade les plus hardis.

C'est pourquoi il faut être aux aguets, à temps, partout et toujours. Dénoncer systématiquement toutes les violations des droits de l'homme. Même les plus bénignes. Et surtout s'associer à l'action des mouvements spécialisés, compétents et dignes de crédit en raison de leur impartialité. Dire cela c'est faire le portrait d'Amnesty International, bien sûr, mais aussi d'autres organisations telles que la Ligue des Droits de l'homme, le comité "Contre la torture" en Suisse, l'ACAT en France, et bientôt à Genève également, diverses associations de juristes, etc.

Amnesty, justement, a lancé en ce mois de juin une nouvelle campagne contre la torture, qui "est pratiquée dans plus de soixante Etats, souvent considérée comme une méthode policière et administrative normale", rappelle A.I. En Suisse romande, A.I. prend pour exemple quatre pays : l'Uruguay, le Cameroun, l'Irlande du Nord et l'URSS, respectant ainsi la règle d'impartialité qui veut que les pays capitalistes, les pays du tiers monde et les pays communistes soient tous mis sur la sellette. Mais Amnesty précise que "les pays choisis ne sont ni les seuls ni nécessairement les pires".

L'extraordinaire croissance d'Amnesty au cours de ces dernières années — qui n'est pas sans danger et qui, selon certains, devrait être freinée afin que le mouvement ne se dénature pas — révèle d'une part une prise de conscience en tache d'huile de cette nécessité de lutter partout et toujours pour le respect des droits de l'homme, d'autre part la confiance en l'efficacité de la méthode.

Les chrétiens (ceux qui ont aimé "Pacem in terris", "Populorum Progressio" et "Redemptor Hominis", et non pas les adeptes de l'évêque égaré qui a encore déclaré le 27 mai dernier à St Nicolas du Chardonnet que les droits de l'homme c'est Satan), les chrétiens donc doivent reconnaître — et nous le faisons volontiers — les signes d'espérance appropriés aux besoins des temps que nous vivons, qui ont surgi largement hors de leur communauté, et même dont l'origine est à chercher dans des familles de pensée perçue par les catholiques, au siècle dernier, comme lucifériennes aussi... C'est bien vrai que le Saint-Esprit souffle où il veut ! Et les chrétiens qui s'en prétendent le moins propriétaires exclusifs sont le mieux à même de déceler ses surgissements imprévus dans "les signes des temps" chers à Jean XXIII et d'aider la communauté des croyants à retrouver des valeurs chrétiennes oubliées, bien que pourtant fondamentales. ▶

**Commission Tiers-Monde
de l'Eglise catholique
à Genève**

Case postale 99 - 1211 Genève 9
Secrétariat:
André Fol - 85, rue de Carouge
1205 Genève

Téléphone : 29 58 50
CCP 12 - 21 551

**Une semaine de formation
à la NON-VIOLENCE**

Du 9 au 14 juillet au Louverain
(Les Geneveys sur Coffrane, NE),
semaine de formation à la non-
violence animée par René Macaire
et le groupe Non Violent de
Neuchâtel.

**Durant les mois de juillet
et août le bulletin ne
paraîtra pas.**

■ QUESTIONS DES LECTEURS ■■■■■■

"Pourquoi n'indiquez-vous pas vos sources ?"

- Cette remarque, formulée à deux reprises, demande
- un mot d'explication. Mis à part les cas d'une citation
- explicite, où la source est indiquée nécessairement,
- cette demande est difficilement réalisable. Le plus
- souvent, un article se fait à partir d'un dossier de presse
- rassemblé jour après jour dans différents quotidiens
- ou périodiques. Comment, sans alourdir ces quatre
- pages, citer les coupures consultées ? (Lorsqu'il s'agit
- d'un dossier de plusieurs pages, par contre, il n'y a pas
- de problème.)

"Pourquoi vos articles ne sont pas signés ?"

- Là encore, une précision. Cette publication, comme
- toutes les tâches de la COTMEC, est d'abord une œuvre
- commune avant d'être la contribution personnelle de
- l'un ou de l'autre de ses membres. A la mesure de ses
- disponibilités, chacun se charge de la part de travail
- qu'il peut entreprendre. Et puis, si aucun numéro de
- notre feuille d'information n'est rédigé par une seule
- personne, l'orientation au sein de la commission est
- suffisamment définie pour que ceux qui écrivent puis-
- sent faire un article que les autres ne désavoueraient
- pas. (D'ailleurs lorsque le sujet est important ou qu'il
- oriente le travail de la COTMEC, il nous arrive de le
- lire ensemble avant de le publier.) Qu'on veuille donc
- bien comprendre cette absence de signature non comme
- le refuge de l'anonymat, mais comme l'expression du
- travail en équipe.

▶ CAMPAGNE AMNESTY

▶ Des pétitions et des stands concernant l'Uruguay,
▶ le Cameroun, l'Irlande du Nord et l'URSS attendent
le public :

le 23 juin à Genève, Morges, Echallens, Lausanne,
Yverdon, Le Sentier, Vevey, Montreux, Fribourg,
Neuchâtel et Bienne;

le 16 juin à Aigle, Sion, Sierre (Monthey le 13)

En juillet à Rolle (le 7), à Nyon (du 19 au 22, au Fes-
tival Folk) et de nouveau à Lausanne le 30 juin et le
1er juillet.

En outre, à Genève, du 7 au 9 juin, aura lieu un sémi-
naire spécialement pour les médecins : "Le corps médi-
cal face à la torture".

Mentionnons encore qu'un remarquable supplément
au bulletin de la section suisse a été édité.

**■ ACTION NICARAGUA lancée par
les Commissions Tiers Monde
Protestante et Catholique**

Pour les commissions, juin est le mois des bilans, pas
celui de lancer de nouvelles actions. Et pourtant nous
avons mis sur pied une campagne d'information sur le
Nicaragua. Devant l'évolution de la situation, il nous a
semblé que cette décision s'imposait.

Entre temps, les événements se sont précipités sans
rendre périmé notre appel. Au contraire, le besoin d'un
appui matériel se fait de jour en jour plus nécessaire.
Ce n'est pas dans les habitudes de la COTMEC de solli-
citer la participation financière de ses lecteurs, mais
cette exception s'imposait.

! DOUBLE ENVOI

Afin de donner plus d'ampleur à notre action, nous
avons passé par le canal de la Centrale d'Alerte et ses
6 500 adresses. N'ayant pas encore pris le temps d'har-
moniser le fichier de la COTMEC avec celui de la Cen-
trale, il est possible que vous ayiez reçu ce dossier à
double. Veuillez nous en excuser. En transmettant
autour de vous l'envoi supplémentaire, vous aurez vite
réparé notre erreur !

● A disposition à CHOISIR

Avec un peu de retard, les extraits du document
final de la conférence de Puebla, que nous avons annon-
cés dans notre dossier, sont sortis de presse. En nous
proposant en 56 pages (format habituel de la revue)
les passages les plus significatifs des travaux de la confé-
rence des évêques d'Amérique Latine, Choisir rend un
grand service à tous ceux qui veulent en savoir plus sur
cet événement décisif de l'Eglise contemporaine; à tous
ceux aussi qui pensent que cette parole d'Eglise, fruit
de compromis certes, mais fruit d'abord des souffrances
et des espoirs d'un peuple peut enrichir leur propre re-
cherche de foi ou celle du groupe auquel ils appartiennent.

La présentation est claire et une table des matières
permet de resituer, dans l'ensemble du document, les
passages retenus.

A commander à Choisir, 14 b, av. du Mail, 1205 GE.

① LES FINANCES DE LA COTMEC

Le 1/8 du 8 %

En clair, cela veut dire que l'Eglise catholique de Genève prélève sur son revenu un 1 % qu'elle attribue au Tiers Monde et que de cette somme, le 1/8 est alloué à notre Commission (5600 francs cette année). A quoi il faut ajouter la prise en charge par l'Eglise d'une partie des frais de fonctionnement (1200 francs cette année encore).

Pour le groupe de personnes qui naguère entreprenaient des actions dans les limites de temps que leur laissaient leurs engagements professionnels et extra-professionnels, cette somme était importante. Et pendant plusieurs années elle ne fut pas utilisée dans sa totalité. Il n'en est plus de même au moment où cette commission se renforce : elle multiplie ses initiatives et ses frais augmentent par la même occasion. La période que nous venons de vivre (est-elle déjà terminée ?) est celle de la crise de croissance : comme ces adolescents dont les habits sont parfois trop longs un moment et trop courts sitôt après.

Nous avons tenté de travailler avec le moins de moyens financiers possible; de même avons-nous toujours refusé de nous équiper avant d'entreprendre. Mais nous devons éviter tout autant d'être freinés dans nos entreprises par le manque de moyens.

Les projets plus grands que le budget

Passablement de documents ("Chrétiens et droits de l'homme", "Le Mal-développement", Puebla, "Secret bancaire" ...), une action de grande envergure : Nicaragua; la collaboration rémunérée d'une collaboratrice une puis deux après-midi par semaine... Dans tout cela, que de choses qui n'étaient pas prévues au budget ! Rien à regretter, mais cela explique que, pour la première fois, on voit le fond de la caisse. Des mesures s'imposent.

Le prix d'un abonnement

La solution la meilleure est de demander au lecteur de notre feuille d'information de payer un abonnement. Cela va de soi, diront certains qui participent déjà régulièrement à son financement. Et pourtant, un moment, nous avons pensé pouvoir la mettre à disposition gratuitement, estimant que les personnes qui s'acquittaient déjà de leur contribution ecclésiastique méritaient de la recevoir sans devoir à nouveau déboursier une somme, même modique. A plus forte raison encore pour celles qui s'étaient fait un devoir de répandre autour d'elles l'information COTMEC. Mais cela n'est plus possible...

De plus, les tarifs postaux appliqués actuellement à Cotmec-Information (journal par abonnement) ne le sont qu'à des organes dont le prix d'abonnement est fixé.

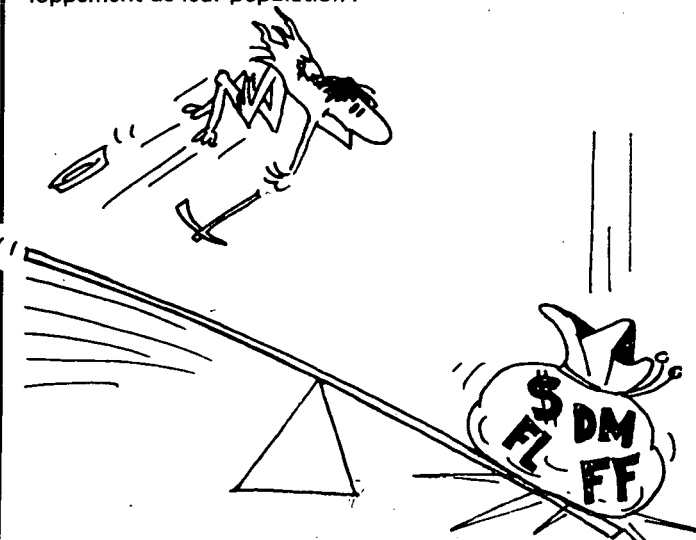
Ainsi, les impératifs du système postal et ceux de notre trésorerie se conjuguent pour vous demander d'utiliser le bulletin vert ci-joint. Prix de l'abonnement : 8 francs pour 10 numéros par an.

Voilà, vous savez l'essentiel. Pour plus de détails, n'hésitez pas à nous demander soit le bilan de nos activités, soit notre bilan financier. Les publier dans ce petit bulletin leur aurait donné une place démesurée par rapport aux autres événements que nous nous devons de relater.

■ PEROU Un projet de développement mis en échec

Une lettre de Xavier Arbex, prêtre du diocèse actuellement à Macusani, nous a été transmise au seuil de l'été, toute vibrante d'indignation. Dans cette zone du Pérou qu'on appelle la Selva, 90 à 100 chefs de familles étaient installés d'une façon saisonnière ou permanente sur les bords de l'Inambari, vivant de la culture et du peu d'or qu'ils parvenaient à extraire de la rivière. L'auteur de la lettre et son équipe s'employaient à soutenir les efforts d'installation de ces gens, notamment par l'édification d'une petite école... Et voilà que, selon toute vraisemblance, ces gens vont être chassés parce que les deux rives de l'Inambari ont été "achetées" par des sociétés minières américaine, allemande, française et hollandaise. Ainsi c'est l'espoir de tant de gens qui se trouve ruiné, le travail de ceux qui les aidaient à prendre leur destin en mains qui est anéanti !

Ce cas n'est malheureusement pas rare : un travail de développement au ras du sol avec les gens met en valeur des terres, permet de découvrir des ressources et... aboutit à l'expulsion de ceux que l'on souhaite soutenir. Et là devant, que faire sinon répercuter notre indignation et nous poser une question que nous ne pourrons pas indéfiniment éluder : l'Occident pourra-t-il encore longtemps envoyer des agents de développement et... les crédits qui permettent d'anéantir leur travail ? N'est-on pas en train de jouer le développement des pays contre le développement de leur population ?



■ NON VIOLENCE

Quelques réflexions après une session

Cette année encore, le groupe non-violent de Neu-châtel proposait une session d'information sur la non-violence, du 9 au 14 juillet. S'il est un sujet qui suscite les passions (sinon la violence !) c'est bien celui-là. Irritant les partisans d'une "défense nationale efficace", pour qui ces deux mots ont un arrière-goût de désertion. Aagaçant ceux que préoccupent les problèmes de justice dans le monde, qui voient dans ce courant une façon élégante de fuir les conflits...

Pour y voir plus clair, deux membres de la COTMEC ont participé à cette semaine d'information. Dans les limites de ces quatre pages, ils ne peuvent que livrer quelques réflexions.

■ Sous un terme pas très heureux, un large courant

L'expression "non-violence" a de bonnes raisons de ne pas satisfaire : elle est négative, avec une résonance de passivité, d'abstention... et peut-être qu'un jour une meilleure expression s'imposera. Par exemple : "Pression morale libératrice" (Camara). Mais finalement c'est secondaire. L'essentiel est bien de savoir que ces mots recouvrent un courant étendu dans le temps et dans l'espace. Un courant qui ne se limite pas, tant s'en faut, à l'œuvre de Gandhi, de Martin Luther King... et qui a donné des fruits que personne ne saurait contester, tant en ce qui concerne le surgissement d'hommes libres et debout que dans la modification de structures collectives injustes.

■ La non-violence : une stratégie ET une éthique

Il pourrait y avoir une certaine coquetterie à perfectionner sa non-violence comme en d'autres siècles on cultivait sa vertu, sans prendre en compte les combats que doivent mener la majorité de ses contemporains. La non-violence n'est pas qu'une attitude éthique réservée à l'intérieur de la personne et destinée à faciliter ses relations avec son entourage.

Contrairement à ce qu'on peut également penser, elle n'est pas non plus qu'une simple stratégie, une technique de l'affrontement que l'on pourrait appliquer de l'extérieur sans commencer par l'ancrer dans sa propre vie, patiemment. Elle est l'un et l'autre.

■ Au-delà de la militance

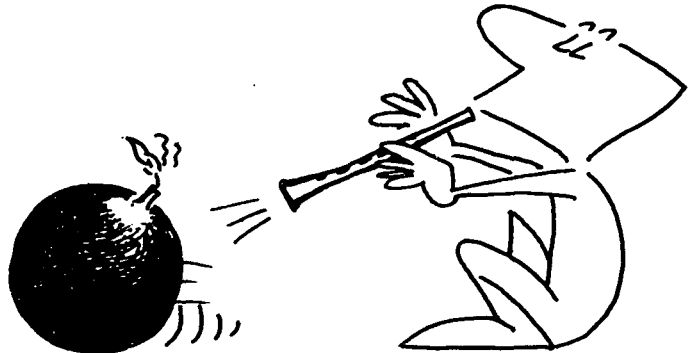
Le militant, le plus souvent, se met au service d'une cause : justice, liberté... et pense obtenir par là les changements vers cette nouvelle société qu'il souhaite instaurer. Pour les moyens, il ne sera pas trop regardant : pour lui, ils sont si peu importants en comparaison du but qu'il s'agit d'atteindre.

Au cours de la session, un autre modèle nous a été proposé sous le nom de "mutant" (un terme qu'on a le droit de ne pas aimer !). Pour lui, les changements qu'il souhaite, il s'agit dès maintenant de les expérimenter; sans plus attendre de les mettre à exécution. C'est pourquoi le choix des moyens aura toute son importance. Justice, liberté... aucune valeur ne peut être sacrifiée, même pour un temps.

Parce qu'il veut être plus efficace dans le changement de société qu'il veut promouvoir, le militant ne verra

pas d'objection à gérer son temps, son argent, ses transports, sa santé... dans une totale conformité au système qu'il réproouve.

Pour le second, cette façon de faire retarde d'autant l'avènement du changement souhaité.



■ La non-violence n'est pas l'affaire des élites...

Lorsqu'on parle de non-violence, on fait tout de suite référence à des noms prestigieux qui, de fait, sont ceux de grands leaders. De là à croire qu'elle ne concerne que les élites, il n'y a qu'un pas, alors que c'est précisément le contraire. Gandhi, King, Chavez... si l'Histoire retient leur nom, c'est parce qu'ils ont su rendre leurs frères, tous leurs frères, actifs, protagonistes de leur histoire; devenir, avec les moyens qui étaient les leurs, au niveau qui était le leur — souvent le plus bas — les acteurs des changements auxquels ils n'osaient même plus aspirer.

■ ... pas non plus le fruit de l'improvisation

Ce n'est pas pour autant qu'une personne va spontanément vaincre sa peur, peut-être son désir de vengeance, renoncer à ses propres intérêts, si petits soient-ils, pour se solidariser avec ses semblables dans un geste de protestation collective. Education à la responsabilité, au courage, exercice du discernement et de la discipline, bref on peut parler d'une certaine technique qui requiert de la précision jusque dans les termes : la non-collaboration, par exemple, n'est pas la désobéissance civile...

■ Une question à creuser

Au cours de cette session, les exemples d'engagements non-violents retenus étaient le plus souvent le fait de personnes qui s'étaient mobilisées contre une injustice qui les atteignait directement : occupation, colonialisme, discrimination raciale... Est-ce que ces actions sont réservées aux victimes? En Suisse par exemple, on peut vivre sans être massivement affronté aux problèmes de l'injustice, alors qu'indiscutablement on participe au système qui l'engendre et dont les effets vont se faire sentir dans d'autres pays. Dans ce cas, comment mobiliser une proportion significative de l'opinion publique? Quelle action symbolique pourra avoir un effet catalyseur assez fort auprès de gens qui ne ressentent pas les effets négatifs du système à changer?

Bien sûr, tout cela peut être nuancé : des injustices, il en existe également chez nous... et pourtant, la question reste.



■ Une recherche qui ne peut laisser les chrétiens indifférents

Parce qu'elle invite chacun à prendre au sérieux le réel, parce qu'elle nous incite à nous engager dans le respect des autres personnes, sans recourir à des moyens qui puissent les blesser... la non-violence se trouve en accord profond avec de nombreuses pages de l'Evangile. D'ailleurs l'une et l'autre ne nous invitent-ils pas à "réaliser" ce que nous attendons? Comme le disait Kierkegaard, "le Christ n'a pas institué des professeurs mais des initiateurs".

Nous pensons, en tous les cas que, pour la COTMEC, il y a un dossier qu'elle ne peut ignorer. Les personnes qui souhaitent entrer dans cette réflexion trouveront à notre secrétariat un début d'information et des adresses utiles pour la prolonger. En Suisse romande, plusieurs groupes travaillent ces questions. Parmi ces derniers, le groupe non-violent de Neuchâtel, tant par la réflexion qu'il mène que par sa façon de la communiquer au moyen de sessions, joue un rôle d'une valeur inestimable.

ADOLFO PEREZ ESQUIVEL
Candidat au Prix Nobel de la paix

Ce nom n'est pas tout à fait inconnu pour nos lecteurs, qui avaient été invités à écrire pour sa libération. Ce chrétien, père de trois enfants, a arrêté son travail d'architecte pour devenir l'animateur du groupe Paz y Justicia. Tendre à plus de justice en Amérique Latine par les moyens de la non-violence : tel est l'objectif de ce mouvement.

Si nous évoquons la personne d'Adolfo, c'est pour signaler que sa candidature a été proposée pour le Prix Nobel de la paix 1980. A n'en pas douter, cette distinction serait une façon de lui assurer une plus grande sécurité, d'apporter un appui à tous ceux qui luttent pour la justice dans ce sous-continent ainsi qu'à la cause de la non-violence.

Les lettres appuyant cette candidature sont à adresser à :

Christian Solidarity International,
Witikonerstrasse 56,
8032 - ZURICH.

Signalons le thème choisi par le Centre de rencontre de la Fusterie pour le mois d'octobre :

Violent ... eux? nous? moi?

● TRAVAILLEURS DU TIERS MONDE : concurrents des travailleurs d'ici ?

Déclaration récente d'Helder Camara à un journaliste :

"Ici en Europe on dit que les travailleurs perdent leur emploi à cause des travailleurs de chez nous. Frères travailleurs d'Europe, c'est une vision fautive ! Les multinationales créent peu d'emplois chez nous; elles viennent avec des usines automatisées. Elles cherchent surtout des matières premières et des paradis fiscaux. Car il n'y a pas des nations riches et des nations pauvres; il y a, là-bas et ici, des groupes pauvres et des groupes riches."

■ SAN SALVADOR
"Record latino-américain"

Ces mots ont été employés par Mgr Roméro, archevêque de San Salvador, dans une déclaration pleine de fermeté mais également vibrant appel au pardon et au respect de la vie, faite à l'occasion de la mort du Père Palacios à la fin du mois de juin. Il s'agit en effet du cinquième prêtre assassiné depuis 1977, alors que le pays en compte moins de 400.

Le Père Rafael Palacios était âgé de quarante ans et assurait, en plus de sa charge de curé de Méjicanos, des contacts avec une communauté de base. Comment expliquer ce meurtre sinon comme un moyen de réduire au silence l'Eglise et particulièrement son responsable, l'archevêque de San Salvador?

Appel à la solidarité des chrétiens

La répression de l'Eglise n'est pas nouvelle; elle a été dénoncée par la très officielle Commission des Droits de l'Homme de l'Organisation des Etats Américains. Va-t-elle continuer à sévir dans le silence des chrétiens? Lorsqu'en 1977 les Jésuites avaient reçu des menaces de mort, c'est l'opinion internationale qui avait empêché leur mise à exécution. Sans une vive réaction, on peut craindre que l'assassinat du Père Palacios soit suivi de plusieurs autres. C'est pourquoi nous nous permettons de proposer deux pistes, importantes toutes les deux.

- Envoyer une lettre de soutien à Mgr Roméro. Les évêques réunis à Puebla l'ont fait : ce soutien à des frères dans l'épreuve nous fait retrouver une pratique de l'Eglise primitive.
- Envoyer une lettre de dénonciation au Consulat du Salvador afin que cesse la répression de l'Eglise ainsi que la quasi-légitimité de l'"Union guerrière blanche" qui est en grande partie responsable.

Mgr Oscar A. ROMERO - Arzobispo de San Salvador, Apartado 78 - SAN SALVADOR.

Son Ex. Monsieur TANCHITO MEJIA DE BUCKLEY, Vice-consul, Consulat Général du Salvador, 32, rue de Berne, 1201 - GENEVE.

■ "UN SEUL MONDE"
Un journal pas comme les autres

A partir du mois de juin, seize journaux (mais bientôt vingt) ont décidé de publier en commun un supplément trimestriel essentiellement orienté vers un nouvel ordre économique et social. Entreprise hasardeuse car on ne regroupe pas sans difficulté des écrits venant du Nord et du Sud, de l'Est et de l'Ouest, mais initiative tellement importante ! Comment en effet, sans un réveil de l'opinion publique, le déséquilibre mondial pourrait-il s'amenuiser ? Le premier numéro rassemble, en plus d'un article du "Monde" (France), des textes provenant de quotidiens d'Allemagne, d'Algérie, du Sénégal, du Brésil, de Yougoslavie, de Pologne, du Pakistan et du Japon. A n'en pas douter, ce projet, conçu et coordonné par Jean Schwoebel, ex-rédacteur diplomatique du "Monde", peut nous aider à regarder avec plus de nuances cette terre qu'on veut si souvent nous colorier en noir et blanc.

■ NICARAGUA L'heure de la reconstruction

Si le renversement de Somoza était attendu avec impatience, on était en droit d'avoir quelques appréhensions au moment du changement de régime. Saurait-on éviter le piège des repréailles et de l'épuration? C'est le cas de ces quarante ans de dictature. Il faut nous en réjouir. Maintenant se présente une énorme tâche de reconstruction : on parle de 750 000 sans abri. Parmi les initiatives des pays étrangers, il faut signaler la rapide réaction de la Suisse, qui a envoyé, au début du mois d'août déjà, une mission de la Coopération Technique.

► Bilan d'une action

Nos lecteurs qui se souviennent de l'action lancée au mois de juin par les Commissions Tiers Monde des Eglises protestante et catholique sont en droit d'être informés de son résultat.

Essentiellement tournée vers l'information, cette action se laisse difficilement saisir par un bilan. Citons tout de même quelques chiffres : 8 000 documents envoyés, 540 signatures des trois lettres proposées, 12'400 francs envoyés au Nicaragua par l'entremise du Conseil Océuménique des Eglises.

Toujours avec le souci d'informer le mieux possible ceux qui nous ont soutenus dans cette action, signalons

- un rapport d'une dizaine de pages, rédigé par un membre du Conseil Océuménique des Eglises à l'issue de la visite officielle faite au Nicaragua, à la fin du mois d'août (à demander au secrétariat);
- une soirée d'information avec la participation de personnalités de retour récemment du Nicaragua et qui pourront nous informer sur la situation actuelle.

Date et lieu seront communiqués dans le prochain numéro.

■ Conférence de "La Grange" DES CHRETIENS FACE AU PROBLEME PALESTINIEN

Venus d'une dizaine de pays, 200 chrétiens, essentiellement des responsables d'Eglises et des théologiens, se sont réunis à la fin du mois de mai à Chicago. Plusieurs orateurs ont insisté sur la nécessité pour les chrétiens d'approfondir leur lecture de la Bible : en effet nombreux sont ceux qui tirent d'une approche superficielle de ce livre la légitimation de l'expansion actuelle d'Israël aux dépens du peuple palestinien. Cela a été vivement repris dans la déclaration finale.

"... Nous appelons tous les chrétiens à faire prévaloir une vision de la paix en Terre Sainte qui soit conforme aux commandements bibliques, qui nous enjoignent de lutter contre l'oppression et de rechercher la justice pour tous les peuples... Dès l'origine et aujourd'hui encore, les ambitions territoriales de l'Etat d'Israël ont été justifiées par des impératifs de "sécurité". De ce fait, depuis des décennies s'est instauré un cycle de violences et de contre-violences qui entraîne, des deux côtés, l'effusion de sang innocent. Nous prions avec le Psalmiste pour que "les arcs soient brisés et les épées remises au fourreau"...

Un intervenant de poids a été le Rev. Ralph Abernathy, successeur de Martin Luther King comme leader du Mouvement pour les Droits Civiques, qui devait déclarer : "Je vois dans les souffrances du peuple palesti-

Commission Tiers-Monde de l'Eglise catholique à Genève

Case postale 99 - 1211 Genève 9
Secrétariat:
André Fol - 85, rue de Carouge
1205 Genève

Téléphone : 29 58 50
CCP 12 - 21 551

Une bonne nouvelle

La petite brochure "Mal-Développement" éditée par les commissions tiers monde protestante et catholique, étant épuisée, nous avons décidé d'en faire un nouveau tirage.

A propos, l'avez-vous déjà ? Des exemples parlant, des idées claires, des actions concrètes... Tout cela pour 1.-.

J. A. 1200 Genève 11
Changements d'adresse :
case postale 99
1211 Genève 9

■ GUINEE EQUATORIALE Un départ qu'on ne regrettera pas

Prise entre le Cameroun et le Gabon, ne manquant pas de ressources, la Guinée Equatoriale est un pays dont on ne parle pas. A cela deux raisons : ses petites dimensions — le pays en effet ne compte que 400 000 habitants — mais aussi l'interdiction faite aux journalistes d'y pénétrer depuis près de dix ans. Les conditions de vie y étaient tellement atroces que plus du tiers de la population avait dû fuir à l'étranger, quant au nombre de morts, ils se chiffraient par milliers. L'Eglise, importante dans cette ancienne colonie espagnole, n'a pas été la dernière à être atteinte.

Or le 3 août, à la satisfaction générale, Francisco Macias Nguema, qui s'était proclamé président à vie en 1971, a été renversé. Il est bien sûr trop tôt pour dire ce que deviendra le pays sous le régime Mbasogo, mais lorsque l'on considère le camp de concentration qu'en avait fait Macias, il semble que les changements ne pourront conduire qu'à une amélioration.

nien le point crucial du problème du Moyen-Orient. J'ai été l'un des premiers à soutenir le droit d'Israël à l'existence et à protester contre les mauvais traitements infligés aux Juifs. Mais Dieu m'a également appelé pour que je défende les droits des Palestiniens à l'existence, en tant que peuple libre et indépendant sur son propre sol, qui a le droit de choisir ses dirigeants, dans un Etat souverain. Ce sont là des revendications tout à fait légitimes et simplement humaines."

Question de fond

Dans une émission de TV, Bombard nous apprenait récemment que la pièce qui servait d'infirmier dans les bateaux (aux XVIIe et XVIIIe siècles) était peinte en rouge. Une façon d'économiser les nettoyages peut-être, sûrement le moyen de rendre plus tolérable le spectacle de celui qui perdait son sang.

Depuis, les infirmeries ont changé de couleur et c'est un progrès qu'il faut relever. Mais qu'en est-il de la couleur de fond sur laquelle nous regardons les événements du monde ? N'est-elle pas souvent encore peinte en rouge au point que les blessures faites, même largement, en un point ou l'autre du globe s'y remarquent à peine ?

Dans son Evangile, le Christ nous propose une autre "couleur de fond" et sur celle-là toutes les taches de sang se voient : "C'est à moi que vous l'avez fait..." Pour le chrétien, il n'y en a pas d'autres. Non pour faire de nous des spectateurs accablés, mais des frères qui puisent, dans la douleur ressentie, la force de leur réaction.

■ CENTRE AFRIQUE : la fin d'un empire... ... mais pas la fin de la colonisation

Décidément, au jour d'aujourd'hui, les trônes ne sont guère stables. Le 20 septembre, c'était au tour de l'empereur Centre Africain Jean Bedel Bokassa de connaître l'exil. Rien à regretter dans le départ d'un homme qui, de bouffon qu'il apparaissait au moment de son sacre, s'est révélé de plus en plus comme un tyran sanguinaire. (A nouveau il faut relever le rôle irremplaçable joué par Amnesty International pour amener au jour des situations qui, sans elle, resteraient enfouies dans le plus profond silence.)

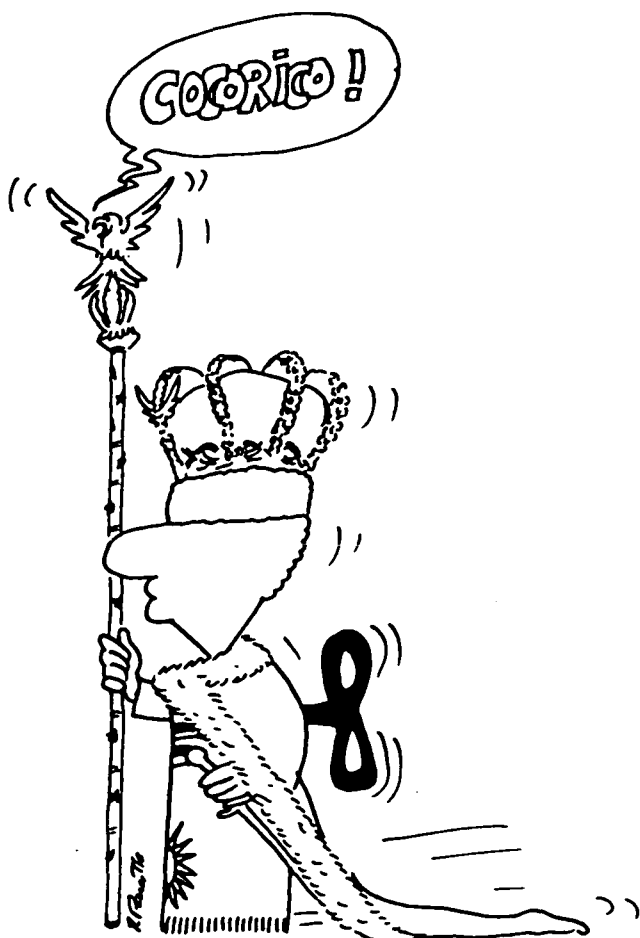
La France voisine (ou plutôt ses dirigeants) nous avait navrés lorsqu'elle avait fourni à Bokassa les exorbitants moyens de sa mascarade; elle nous écoëure aujourd'hui par sa façon de l'éjecter de la scène politique en le remplaçant par un autre acteur qui ne semble avoir guère d'autres atouts que celui d'être particulièrement francophile. Certes la France n'est pas la seule à intervenir dans un des nombreux pays d'Afrique. Comme l'écrit Montaron dans *Témoignage Chrétien*, "Tous ces Etats ont un drapeau, mais les plis de celui-ci cachent le vrai pouvoir qui est à Paris, La Havane, Moscou, Washington ou à Londres". Tout de même, ce raid de paras apportant dans les soutes d'un de leurs avions le nouveau président (en l'occurrence ancien, puisqu'il était au pouvoir avant Bokassa) tient de la caricature. Une caricature extrêmement blessante pour les Africains. "Où est l'indépendance ? Que reste-t-il de notre dignité ?", écrit Béchir En Ben Yahmed dans *"Jeune Afrique"*.

Mais tout cela, dira-t-on, concerne la France. Sommes-nous sûrs de pouvoir nous en tirer à si bon compte ?

Savons-nous par exemple que depuis 1975 la société URCA (Uranium Centre Afrique) est à 30 % entre les mains d'Alusuisse ? La question que pose André Mandouze dans *"Le Monde"* ne nous est-elle donc pas aussi adressée ? "Allons-nous donc continuer à nous laisser embarquer dans n'importe quelle galère africaine susceptible de fonder notre 'économie libérale avancée' sur la traite des Noirs, avec le raffinement supplémentaire d'y parvenir désormais par Noirs interposés ?". N'est-ce pas tout un mode d'exploitation qui a besoin de Bokassa, qui a besoin de dirigeants à qui on donne "les hochets de l'indépendance à condition que leur peuple reste couché".

"Tout est à présent rentré dans l'ordre", écrit dans *"Le Monde"*, toujours Jacques Madaule, quelques jours après le coup d'Etat. "L'ordre, vous voyez ce que je veux dire : que les vautours continuent à déchirer la chair de l'Afrique... Il n'y aurait quelque chose de vraiment changé en Afrique que si ce noir vol au-dessus d'elle se dispersait à jamais. Les peuples d'Europe — et en particulier le peuple français — y peuvent quelque chose."

Et le peuple suisse puisque, par tête d'habitant, c'est lui qui investit le plus dans le Tiers Monde.



■ La S.C.O.D. a trouvé sa vitesse de croisière

Avec un peu de retard, il faut signaler que dans notre ville à la fin du mois de juin s'est déroulée la 3e Assemblée Générale de la Société Coopérative Oecuménique de Développement. Pour les lecteurs qui n'auraient pas eu connaissance de l'information que nous avons fait paraître au mois de mars, rappelons qu'il s'agit d'une initiative de personnes proches du Conseil Oecuménique des Eglises devant permettre à ceux qui veulent placer leur argent de la faire d'une manière compatible avec les efforts du développement. Ceci tant en ce qui concerne le taux des prêts que les décisions de leur affectation (les représentants du Tiers Monde ont un nombre égal de voix à ceux qui viennent des pays industrialisés.)

Pour ne prendre qu'un exemple dans la liste des projets en cours de financement en Inde, Cameroun, Ghana, Hong Kong, Chili... nous nous arrêterons sur le prêt accordé au "Fondo Ecuatoriano Populorum Progressio". Cet organisme, fondé par l'évêque de Guaranda, Candido Rada, il y a sept ans, a pour but d'octroyer des crédits à des groupes de petits paysans pour les aider à accroître leur productivité. Depuis la récente réforme agraire, son rôle s'est encore renforcé : il permet aux campesinos d'acquérir les titres de propriété des terres sur lesquelles ils travaillaient précédemment comme journaliers, et cela d'une façon communautaire.

"Un trait intéressant de ces projets est que les familles membres d'une communauté ne prennent à leur compte personnel qu'une surface restreinte autour de leur maison. Le gros des terres est cultivé collectivement, le travail étant fourni par chaque famille selon un accord préalable. Les directives pour le plan de production, la répartition et le calendrier des façons culturales... la vente des surplus sont élaborés collectivement par les chefs de famille. Cette organisation, qui est traditionnelle chez les Indios et non imposée par des théoriciens du dehors, fonctionne sans frottements".

S'il est des investissements qui écrasent, il en est d'autres qui libèrent. En créant la SCOD, des chrétiens se sont donné les moyens de leur éthique. Il ne reste plus qu'à s'en servir et à la faire connaître.

Pour tout renseignement : Association suisse romande de soutien à la SCOD. C.P. 3 — 1213 Petit Lancy 2.

■ PHILIPPINES Appel des évêques contre la violence

Dans un "appel contre la violence" qui a été lu le 7 octobre dans les églises catholiques du pays, les 91 évêques des Philippines, sous la conduite du cardinal Sin, rejettent le recours à la violence comme moyen de lutte contre le régime de loi martiale imposé par le président Ferdinand Marcos.

Bien qu'écartant la violence, ils estiment cependant — citant le pape Paul VI — que l'utilisation de la force ne pourrait être absolument écartée en cas de "tyrannie durable et manifeste qui pourrait causer une atteinte grave aux droits de l'homme".;

■ UNE LETTRE PAS COMME LES AUTRES

Genève, le 21 septembre 1979

Chers amis de la COTMEC,

Le Gouvernement brésilien a fait approuver par le Congrès National une loi d'amnistie, dont bénéficieront nombreux d'entre nous qui nous trouvons en exil. Malgré les limites et les restrictions de cette amnistie, notre désir est de rentrer au Brésil pour participer avec le peuple à la lutte pour une société sans oppression et sans exploitation de l'homme par l'homme.

Nous savons que la dictature est toujours présente et qu'en conséquence l'arbitraire continue comme avant. Nous savons qu'il existe une nouvelle loi de sécurité nationale adaptée aux nouvelles exigences de la lutte sociale et politique au Brésil.

Nous savons que l'appareil répressif est intact et que les responsables pour la torture des prisonniers politiques n'ont pas été punis jusqu'à aujourd'hui. Nous savons aussi qu'il existe des groupes para-militaires d'extrême-droite qui agissent encore tout à fait librement. Enfin, les lois d'exception ne permettent pas la libre expression et l'organisation des travailleurs. Le gouvernement peut — et a déjà fait — destituer toute une direction syndicale légitimement élue pour mettre à la place ses propres représentants.

Nous ne pouvons en aucun cas oublier que les salaires sont dérisoires, qu'il existe encore un grand problème de famine et de mal-nutrition, que l'analphabétisme est encore très important, que le taux de mortalité est encore un des plus élevés du monde. Et nous constatons qu'à côté de cette misère, co-existe le luxe, l'abondance de la société de consommation pour une minorité de privilégiés qui fait étalage de ses richesses et contrôle le pouvoir.

Cette lettre d'adieu est aussi un engagement à continuer la lutte et chercher la solution à ces problèmes. Nous continuerons à lutter pour un Brésil plus humain et plus solidaire, où le droit à la vie, à l'éducation, au travail et au "loisir" soit pour tout le monde une réalité. Nous luttons pour que le droit d'organisation et d'expression soit garanti pour tous, condition indispensable à l'existence d'une réelle démocratie.

Nous vous lançons un appel à tous pour que vous continuiez à développer la solidarité avec la lutte du peuple brésilien. Ce travail est très important pour nous, aujourd'hui comme dans le futur.

Avec toute notre amitié, nous vous adressons un "au revoir" fraternel.

Lucio Teles Manoel de Conceição Vando Nogueira

● Connaissez-vous...

... le très joli dépliant réalisé par le groupe de soutien au Peuple Sahraoui pour l'année de l'enfance ? En vous le procurant au prix de 1.- vous aidez le comité dans son soutien à un peuple courageux qui, lui aussi, a fort à faire à lutter contre les vautours.

Adresse : 14, rue du Village Suisse — 1211 Genève 8

JEAN PAUL II A L'ONU
La parole forte d'un témoin avisé

Le discours du pape à l'ONU est un événement que notre commission ne pouvait ignorer. Elle n'entend se prononcer que sur les sujets qui la concernent parmi tous ceux qui ont été évoqués au cours de ce retentissant périple.

■ **Une parole courageuse à l'intention des riches**

En face d'un pareil déséquilibre mondial, une parole de changement peut s'adresser aux pauvres pour les inviter à se redresser ou aux riches pour les inviter à partager. Le discours de l'ONU est nécessairement de ce second type.

Aux riches de pouvoir que sont les délégués de l'ONU, il n'était pas inutile de rappeler qu'avant d'être les représentants d'un Etat, d'un système, ils étaient les représentants "d'unités humaines déterminées". *"Vous êtes tous les représentants des hommes... d'hommes concrets, de communautés et de peuples qui vivent la phase actuelle de leur histoire et qui en même temps sont insérés dans l'Histoire de toute l'humanité, avec leur subjectivité, et leur dignité de personnes humaines... leurs aspirations, leurs tensions et leurs souffrances, et avec leurs attentes légitimes."* (6)

Aux riches d'avoir que peuvent être les délégués, que sont certainement la majorité des citoyens du pays d'accueil, il n'était pas inutile d'affirmer que l'homme qui ramène sa vie à la dépendance des conditionnements matériels et économiques ne le fait qu'au prix de la mutilation la plus grave et d'un péril non moins grave pour la paix dans le monde.

■ **Retour aux origines**

Le risque de toute institution, et celle de l'ONU n'y échappe pas, est de s'installer dans un "rythme d'administration, oubliant les urgences qui avaient présidé à sa création. En l'occurrence, l'affreux carnage de la guerre de 39-45. En l'évoquant, en s'étendant assez longuement sur sa récente visite à Auschwitz, le pape rappelle au monde et à l'ONU elle-même que le rôle de cette dernière, loin d'être décoratif, est au contraire déterminant : éviter à tout jamais, et dans tous les points du globe le retour de ces cauchemars qui font partie de notre histoire récente (et de l'histoire actuelle de certains peuples).

■ **Plus précis sur les droits de l'homme**

Grâce à Dieu, entendre un propos sur les droits de l'homme dans la bouche d'un pape ne nous surprend plus. Jean Paul II, dans son pontificat encore jeune, nous y avait déjà accoutumés. Il semble toutefois qu'un pas de plus a été franchi.

Il a été plus loin en affirmant non seulement la valeur de la Déclaration, mais en rappelant le prix qu'elle a coûté :

"Le prix de cette Déclaration, des millions de nos frères et de nos sœurs l'ont payé de leurs souffrances et de leur sacrifice, provoqués par l'abrutissement qui avait rendu aveugle et sourde la conscience humaine de leurs oppresseurs et des artisans d'un vrai génocide. Ce prix ne peut pas avoir été payé en vain !" (9)

Il a été plus loin en dénonçant avec plus de clarté ce qui peut mettre en échec l'exercice de ces droits :

"Le premier type de menace systématique contre les droits de l'homme est lié globalement à la distribution des biens matériels : celle-ci est souvent injuste, aussi bien dans chaque société que sur l'ensemble du globe." (17)

Il était important, de plus, de nous rappeler qu'aucune inégalité "naturelle" n'est justifiable :

"Bien des formes d'inégalité dans la possession et dans la jouissance des biens matériels s'expliquent souvent par des causes ou des circonstances diverses de nature historique et culturelle. Mais de telles circonstances, même si elles peuvent diminuer la responsabilité morale de nos contemporains, n'empêchent pas que les situations d'inégalités soient marquées au coin de l'injustice et du dommage qu'elles causent à la société." (17)

Chercher la paix sans tendre à une plus juste répartition est un leurre :

"On sait bien que l'abîme entre la minorité de ceux qui sont abusivement riches et la multitude de ceux qui sont dans la misère est un symptôme assurément grave dans la vie de toute société. Il faut redire la même chose, et avec plus d'insistance encore, à propos de l'abîme qui sépare chaque pays et chacune des régions du globe terrestre." (18)

■ **Un critère d'évaluation autre**

S'il est dans la nature des semblables de se comparer, encore faut-il savoir sur quel critère. Au Produit National Brut, à la force armée... le pape a substitué un autre critère :

"Il s'ensuit que le critère fondamental qui permet d'établir une comparaison entre les systèmes socio-économiques et politiques n'est pas et ne peut pas être le critère de nature hégémonique ou impérialiste, mais peut et doit même être celui de nature humaniste, c'est-à-dire la véritable capacité de chacun d'eux de réduire, de freiner et d'éliminer au maximum les différentes formes d'exploitation de l'homme et d'assurer à celui-ci, par le travail, non seulement la juste distribution des biens matériels indispensables, mais aussi une participation qui corresponde à sa dignité, à l'ensemble du processus de production et à la vie sociale elle-même qui se forme autour de ce processus."

■ **La force des guillemets**

Nous avons aimé la façon dont le pape, en mettant entre guillemets certains mots, a soulevé quelques pièges du langage... Ces mots qui, dans le meilleur des cas, ne veulent rien dire, quand ils ne veulent pas dire le contraire de leur signification habituelle. Ainsi du mot "politique" au moment où ce mot "signifie seulement gain et profit

unilatéral aux dépens d'autrui ou encore la volonté de puissance". Ainsi "sécurité" intérieure qui justifie torture et oppression physique ou morale. Le mot „tranquillisant" enfin, en parlant de ces informations qui présentent sous une forme anodine des moyens de destruction planétaire chaque jour accrus.

A deux reprises, le pape reviendra sur le problème de l'armement avec vigueur.

"Les préparatifs de guerre continuels que manifeste en divers pays la production d'armes toujours plus nombreuses, plus puissantes et plus sophistiquées, montrent qu'on veut être prêt à faire la guerre, et être prêt veut dire être en mesure de la provoquer. Cela veut dire aussi courir le risque que, à tout moment, en tout lieu, de toute manière, quelqu'un puisse mettre en mouvement le terrible mécanisme de destruction générale."

Mais en cette matière plus qu'en d'autres la théorie est aisée. Probablement qu'aucun de ses auditeurs ne l'aura désapprouvé... il n'y a que les statistiques de production et d'exportation pour exprimer un avis contraire ! Comme l'écrit André Fontaine dans *"Le Monde"*, "de quel pouvoir dispose-t-il face à des empires qui dépensent plus d'un milliard de dollars pour préparer la prochaine dernière ?"

■ Le rôle de l'Eglise

Lorsque Jean Paul II nous dit que son prédécesseur a été un serviteur inlassable de la cause de la paix, nous le croyons volontiers; de même quand il nous dit que, de toutes ses forces, il veut continuer ce service. Mais lorsqu'il déclare : *"L'Eglise catholique, en tous les lieux de la terre proclame un message de paix, elle prie pour la paix, elle éduque l'homme à la paix"* (qualités qu'il reconnaît d'ailleurs aussi aux autres religions dans le monde), l'affirmation nous paraît un peu rapide. En montrant les difficultés que l'Eglise a rencontrées au cours de son histoire, les échecs qu'elle a essuyés, voire qu'elle a légitimés face aux forces de division, mais aussi les victoires qu'elles a remportées, n'aurait-il pas été plus crédible ? L'exemple de la réconciliation de deux dictateurs latino-américains ne suffit pas à convaincre.

A moins qu'il ne s'agisse d'une affirmation programmatique. C'est vrai que si l'ensemble des chrétiens se mettaient à inventer des espaces où pouvoir, avoir et savoir seraient gérés différemment, alors oui, l'Eglise qui a charge de transmettre la bonne nouvelle des Béatitudes pourrait être une force considérable au service de la paix. C'est peut-être pour nous inviter à hâter le pas dans cette direction qu'une telle phrase a été prononcée...

■ En guise de conclusion

Il y a plus de dix ans, en mai 68, des jeunes de tous âges avaient crié très fort leur désir d'en finir avec l'homme "unidimensionnel". Nous avons cru reconnaître les mêmes accents dans les paroles de ce témoin de l'homme, qui veut à tout prix l'arracher *"aux exigences de la production, du marché, de la consommation, de l'accumulation des richesses ou de la bureaucratiation"*... en

ajoutant *"Cela ne vient-il pas de ce qu'on a subordonné l'homme à une seule conception et à une seule sphère de valeurs?"*

Sur les rochers de "l'ordre établi" et des conformismes, le rêve de ceux de 68 n'a pas tardé à se briser. Le "magnétisme" du pape, pour reprendre une expression de l'*"Economist"*, aura-t-il plus de chance ?

Ce qui est sûr, c'est que ceux qui voudront s'autoriser des paroles du pape pour légitimer un statu quo qui leur profite vont rencontrer passablement de difficultés.

(Le texte intégral de ce discours a paru dans le journal *"La Croix"* du 4 octobre 1979.)

LIBERTE ET JUSTICE POUR TOUS LES PAUVRES

Prenant la parole à Battery Park, devant la statue de la Liberté. Jean Paul II a voulu *"rendre hommage à cette noble caractéristique de l'Amérique et de son peuple : le désir d'être libres. La décision de préserver la liberté, la bonne volonté de partager cette liberté des autres"*. Rappelant la parole du Christ : *"La vérité vous rendra libres"*, il a souhaité que *"votre sens de la liberté aille de pair avec un profond sens de vérité et d'honnêteté envers les réalités de votre société"*. Et il a lancé un appel à la justice :

"Ce sera toujours la gloire de cette nation que d'avoir offert la liberté et la possibilité de progresser à ceux qui regardaient vers l'Amérique. Il faut faire honneur à cette tradition encore aujourd'hui. La liberté acquise doit être ratifiée chaque jour en refusant tout ce qui blesse, affaiblit et déshonore la vie humaine. Je fais donc appel à tous ceux qui aiment la liberté et la justice afin qu'ils offrent un débouché à ceux qui sont dans le besoin, pauvres, sans défense."

Rompez les misérables cercles de la pauvreté et de l'ignorance qui tiennent en esclavage trop de frères et de sœurs, le cercle des préjugés qui durent encore malgré l'énorme progrès accompli pour une véritable égalité dans l'éducation et dans le travail, les cercles du désespoir qui tiennent prisonniers tous ceux qui manquent de nourriture, de logement, de travail, les cercles du sous-développement dérivant de mécanismes internationaux qui subordonnent l'existence humaine à la domination d'un progrès économique mal conçu et enfin les cercles inhumains de la guerre, qui dérive de la violation des droits fondamentaux de l'homme et provoque des violations plus graves encore."

La liberté dans la justice provoquera une nouvelle aurore d'espérance pour la génération présente, comme elle l'a fait dans le passé : pour les sans-toit, les chômeurs, les vieillards, les malades, les handicapés, les émigrants et les travailleurs sans nom, pour tous ceux qui, dans ce pays et dans le monde, aspirent à une dignité humaine."

• Nous vous signalons une série de rencontres qui nous paraissent d'un grand intérêt :

• Les samedis 27 octobre, 3 novembre et 8 décembre, de 9 heures à 12 heures, au Forum II, Centre des UCJG, 9, av. Ste Clotilde,

TROIS RENCONTRES SUR LE THEME :

CHOMAGE ET TRANSFERTS DE PRODUCTION AU TIERS MONDE

avec

Jean Pierre Thorel
secrétaire fédéral
de la FTMH

Mario Carrera
secrétaire de la
Déclaration de Berne

ainsi qu'un spécialiste des problèmes économiques et l'équipe du MPMT.

Organisation et renseignements :

MINISTERE PROTESTANT
DANS LE MONDE DU TRAVAIL

De l'ombre sur PUEBLA

Selon un article des Informations Catholiques Internationales, le document officiel de la Conférence des évêques latino-américains à Puebla vu et approuvé par le Vatican comporte un millier de modifications par rapport au texte signé par les évêques. Modifications qui, aux dires de l'auteur de l'article, vont toutes dans le sens d'une atténuation des critiques, de limitations dans la mise en question que l'Eglise fait d'elle-même et de sa responsabilité dans l'histoire du sous-continent.

Au sortir de la conférence, Don Helder Camara avait recommandé : "Il s'agira de ne pas oublier de repartir avec

SUEDE Interdiction des investissements suédois en Afrique du Sud...

Le Parlement suédois a voté à Stockholm une loi visant à interdire les investissements en Afrique du Sud et en Namibie par des entreprises suédoises. La loi entrera en vigueur le 1er juillet de cette année-ci. M. Hadar Cars avait indiqué, en présentant le projet de loi devant le Parlement au mois d'avril, que le gouvernement suédois entendait ainsi accentuer ses pressions contre le régime d'apartheid de l'Afrique du Sud et qu'une telle mesure pouvait avoir des répercussions politiques et psychologiques positives. Il a répété au cours du débat qui a précédé le vote que le caractère "unique" de la situation en Afrique du Sud justifiait une loi de ce type.

(Extrait de la revue "Labor")

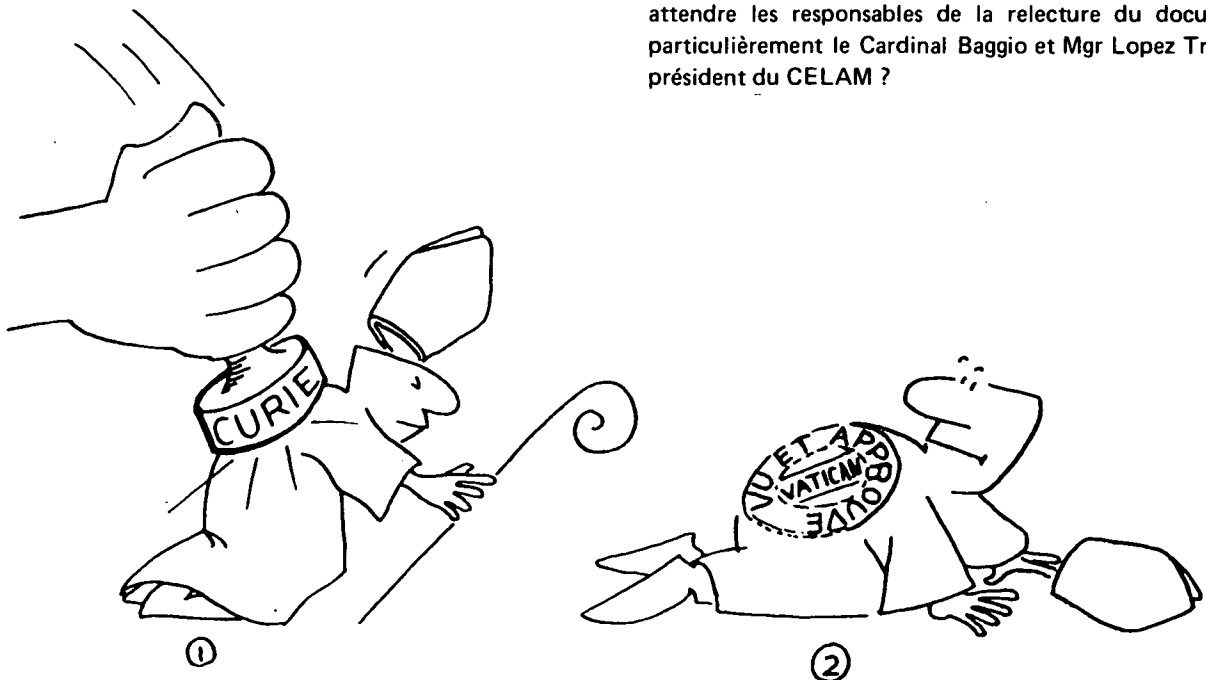
LA FAIM DANS LE MONDE : L'avis d'un nutritionniste

Si la quantité de nourriture aujourd'hui disponible dans le monde était partagée équitablement entre tous les habitants de la terre, les besoins biologiques de chacun seraient assurés. Pussions-nous avoir le courage moral et la détermination d'agir dans le sens de cette forme de justice sociale ! L'homme est le principal produit de l'homme et il ne devient vraiment humain que lorsque ses soucis dépassent la famille et la nation pour s'étendre à l'humanité tout entière.

Dr V. Ramalingaswami
dans Médecine et Hygiène

le document..." , présentant que ce texte n'allait pas ressortir indemne de son passage par Rome. Gageons que tous les évêques auront suivi son conseil et que cet incident n'aura finalement pas grand impact.

Il n'en reste pas moins qu'on peut légitimement trouver scandaleux la légèreté avec laquelle est traité le travail des évêques et du peu de respect de la collégialité que de tels procédés supposent de la part de la Curie. Car, comme le disait le Père Comblin, "on ne nous fera pas croire qu'elles (les corrections) sont de la plume du pape". Après cela, quelle crédibilité peuvent encore attendre les responsables de la relecture du document, particulièrement le Cardinal Baggio et Mgr Lopez Trujillo, président du CELAM ?



■ **NEW YORK :**
**troisième conférence mondiale
des religions pour la paix**

300 chefs religieux bouddhistes, chrétiens, hindous, juifs, musulmans et shintoïstes ont prié dans la cathédrale catholique de Saint-Patrick à New York, à l'occasion de la troisième conférence mondiale des religions pour la paix. Pour la première fois, on enregistrait également la présence d'une délégation venue de la République populaire de Chine.

La conférence mondiale s'est entretenue des droits de l'homme, de la justice sociale, du désarmement et d'un nouvel ordre économique international. Elle devait aussi préciser la contribution des religions à la paix et définir un programme d'action concret. La conférence a condamné l'armement atomique et lancé un appel pour une campagne universelle contre l'utilisation d'armes atomiques.

(SPP)

■ **LA PORTE DES EXPORTATIONS
D'ARMES PLUS LARGEMENT
OUVERTE**

Trop tard pour réagir

Il est des nouvelles que l'on a de la peine à lire calmement. Ainsi moins de sept ans après que 49,5 % des habitants du pays se soient prononcés contre les exportations d'armes, un postulat a été accepté pour faciliter ces mêmes exportations. A croire que le pays le plus riche du monde ne peut pas se passer d'exporter du matériel de guerre et de renforcer ainsi la spirale de l'armement. C'est un scandale. Le fait que ce postulat ait trouvé des appuis, surtout alémaniques (Union démocratique du Centre ainsi que la plupart des députés radicaux et démocrates chrétiens) n'y change rien, bien au contraire. D'ailleurs, parmi les Romands, il s'est trouvé tout de même 20 personnes pour l'approuver (3 libéraux, 4 PDC, 10 PRD, 2 UDC et 1 Vigilant).

Nos lecteurs se souviennent d'avoir été invités à unir leur protestation à celle qui, partie des commissions Tiers Monde des Eglises protestantes et catholiques, avait été signée par un certain nombre d'autres mouvements et envoyée en mars à tous les députés genevois. Dans le bulletin d'avril, nos lecteurs étaient invités à appuyer cette protestation de leurs propres interventions. L'ont-ils fait? Si ce n'est pas le cas, ils ont eu tort. On écrivait alors qu'il "suffit parfois d'un gramme pour que la balance penche du bon côté". Et bien, il faut savoir que la clause selon laquelle on élargit la notion de "territoires dans lesquels règnent des tensions" n'a été approuvée que par 69 voix contre 65!

Et que penser du silence (en tous les cas à notre connaissance) d'une Commission comme "Justice et Paix", que les Synodes avaient expressément chargée de la tâche de veiller au problème des exportations d'armes?

Maintenant, c'est trop tard, le postulat a passé. Dans des zones élargies, des camions blindés seront exportés plus facilement (puisque ce sont les trois objets du postulat) et pourront se mettre probablement au service de la répression des peuples qui tentent de se libérer. C'est en effet souvent à cela que sert notre "petit" armement...

**Commission Tiers-Monde
de l'Eglise catholique
à Genève**

Case postale 99 - 1211 Genève 9
Secrétariat:
André Fol - 85, rue de Carouge
1205 Genève

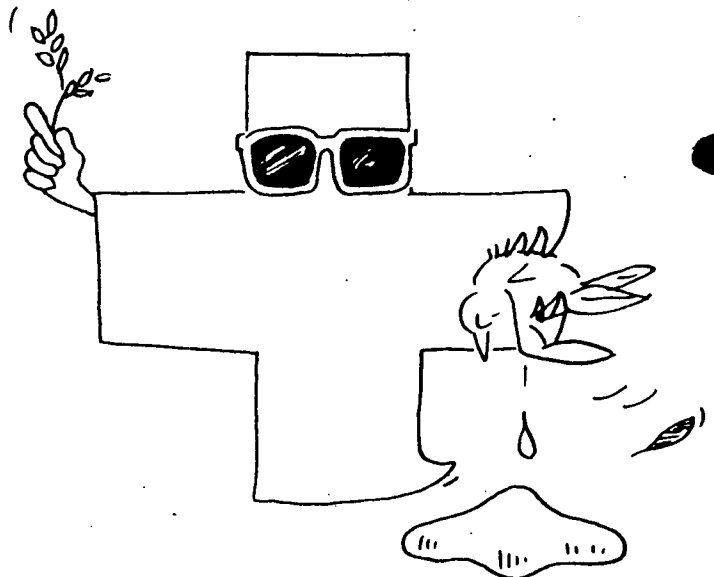
Téléphone : 29 58 50
CCP 12 - 21 551

████████████████████
Merci...

████████████████████
... à tous ceux qui, en nous faisant parvenir 8 francs se sont acquittés de leur abonnement. Merci grandement à ceux qui, par un mot, nous ont donné un appréciable encouragement, fait part d'une précieuse remarque.
████████████████████

Changements d'adresse :
case postale 99
1211 Genève 9

J. A. 1200 Genève 11



"Il est probable que jamais le monde ne s'était présenté aux chrétiens avec un pareil besoin de leur concours intelligent et de leur don plénier.

Qu'ils cessent de bouder et de s'abstenir; qu'ils rénovent et réorganisent leurs concepts; qu'ils soient résolument tendus en avant; qu'ils ne se contentent pas de se retrouver entre eux et d'imposer, quand ils le peuvent, leurs solutions; qu'ils se sentent près de toutes les angoisses et de toutes les recherches humaines; qu'ils soient avec tous ceux qui veulent sincèrement et objectivement le bien; qu'ils s'associent au lieu de vouloir dominer; qu'ils s'engagent en avant-garde pour la libération humaine et la mise en place des structures exigées par l'évolution des techniques et des idéologies et par les conditions nouvelles de la vie."

LEBRET, L.-J., Note inédite, intitulée "L'heure des chrétiens", 1948.

■ MOZAMBIQUE Les nouvelles mesures contre les Eglises

Selon la Fédération luthérienne mondiale, la situation des Eglises se dégrade rapidement.

Au mois de janvier déjà, le Frelimo a commencé à prendre des mesures contre l'Eglise, en nationalisant une cathédrale catholique romaine et quelques autres églises, et en réduisant la liberté de circulation de certains ecclésiastiques. Quinze églises catholiques ainsi qu'une église de nazaréens et trois églises presbytériennes ont été fermées. La cathédrale anglicane, dans la province de Gaza, et de nombreuses églises dans le Sud du pays ont été nationalisées. Le seul séminaire catholique du pays a été obligé de fermer ses portes.



■ ALGERIE : Campagne contre le gaspillage

Le quotidien algérien "El Moudjahid" a lancé une campagne contre les fonctionnaires responsables de gaspillage et de laisser-aller. L'ordre et la discipline doivent être restaurés dans les lieux de travail et dans les rues, précise "El Moudjahid" qui dénonce la tendance de certains à attribuer des contrats à des entreprises étrangères en fonction des pots-de-vin plutôt que de l'intérêt économique de l'Algérie.

■ DE PASSAGE A GENEVE Le cardinal Raul Silva Henriquez : au-delà des déclarations

Hôte du Conseil Oecuménique le 25 octobre, Silva Henriquez s'est présenté comme un pasteur, discret artisan de l'annonce "de la Bonne Nouvelle aux Pauvres". D'une prudence qui a pu décevoir ceux qui attendaient de cette rencontre des éclaircissements sur le problème chilien et plus encore les amateurs de paroles fracassantes — d'autant plus agréables à entendre qu'à eux-mêmes elles ne coûtent rien —. Mais, de cet homme de 72 ans — pour qui le rôle de l'Eglise n'est pas de faire des projets politiques mais de juger à la lumière de l'Evangile ceux qu'on lui présente — se dégage une tranquille et inébranlable détermination. N'est-il pas un des initiateurs du "Vicariat de la Solidarité" ?

Dans le Chili de la concentration économique (65% des actions aux mains du 2% de la population), dans ce Chili qui dissout les organisations syndicales (7 fédérations ont dû cesser leurs activités en octobre 1978), dans ce pays qui ne connaît pas de déficit de la sécurité sociale parce que ses prestations sont telles que les travailleurs "n'ont plus de choix qu'entre deux solutions : être en bonne santé ou prendre le chemin du cimetière" pour reprendre l'expression d'un dirigeant d'un syndicat démocrate-chrétien, dans ce pays donc, une organisation subsiste et se développe : le Vicariat de la Solidarité. Institution étonnante par son ampleur : rien qu'à Santiago, plus de 15 700 enfants sont nourris du lundi au vendredi. Etonnante aussi par le nombre de ses secteurs d'interventions : département rural qui fournit soutien et assistance juridique aux paysans, activités culturelles traditionnelles pour l'animation des quartiers, ateliers de travail pour pallier au chômage massif...

N'est-ce pas un peu cela la parole du Cardinal ? Si oui, reconnaissons qu'elle est pour le moins éloquentte... ■

● **A lire**
CHANGER LE MONDE – UNE TACHE
POUR L'EGLISE *

Un livre qu'attendaient tous ces chrétiens qui reçoivent en plein cœur les informations qui leur parviennent sur le déséquilibre mondial et qui ne savent pas trop comment les éclairer par une Parole de Dieu et une pratique de l'Eglise qui leur paraît conduire plus au statu quo qu'au changement. Quant aux non-croyants, qu'ils ne se laissent pas arrêter par le titre, un peu provocant; qu'ils n'y voient surtout pas une tentative de mainmise de la part de l'Eglise.

Le Père Cosmao, directeur du Centre Lebreton, nous donne – en 170 pages – et avec beaucoup de clarté (chacune des huit parties commence par un rapide énoncé des thèses qui seront commentées par un court chapitre) l'essentiel de sa réflexion de théologien élaborée sur le terrain et au travail avec des groupes de militants.

Il commence par nous expliquer le pourquoi d'un nouvel ordre économique international avant de nous parler du sous-développement (dans lequel, à sa façon habituelle, l'auteur met en relief moins le pillage que la destructuration). Puis il élargit son regard à toute la société dont il décrit une double tendance : à la fois se structurer dans l'inégalité et sacrifier la structure ainsi mise en place. L'Eglise qui, dans la tradition prophétique, avait pour mission de résister à cette pesanteur en est, au contraire, venue à contribuer à sa légitimation. Sa responsabilité est donc grande par rapport aux nécessaires changements à opérer. Il lui faut, dans une rigoureuse remise en question de sa pratique, retrouver la liberté qui lui permettra d'affirmer que *"Dieu seul est Dieu"* avec comme corollaire nécessaire la désacralisation de tout ordre social et des structures qu'il met en place. Les fruits de cette *"profanation"* devraient être, pour les chrétiens, de retrouver toute leur audace et leur imagination dans la construction d'un monde plus juste, sans craindre aucun compagnonnage dans cette lente marche. L'athéisme ne peut-il pas s'interpréter parfois comme une phase indispensable de la désacralisation du monde ? C'est l'avis de l'auteur qui souligne à quel point les systèmes d'origine athée sont tentés, eux aussi, de sacrifier leurs productions. Bien loin de distraire le chrétien de sa vocation première, cette *"pratique"* de la justice sera, au contraire, le lieu où ils feront la découverte du Dieu libérateur.

Sur le style, une remarque peut-être : des phrases plus courtes auraient parfois rendu la lecture de ce livre plus facile. De même, l'introduction de quelques exemples pour illustrer le propos. Mais, répétons-le, si ce livre demande attention, cet effort se trouve amplement récompensé. Les lecteurs pourront en trouver des exemplaires à notre secrétariat.

* **Changer le monde – Une tâche pour l'Eglise.**
Vincent Cosmao. Editions du Cerf, 170 pages.

"... Ne ressassez plus les faits d'autrefois. Voici que moi je vais faire du neuf qui déjà bourgeoine; ne le reconnaissez-vous pas ?" (Esaïe, 43, 19).

▶ Le Père Vincent Cosmao sera associé à Roger Garaudy, Denis de Rougemont et Albert Tévoédjré dans une table ronde qui sera animée par André Fontaine, journaliste au journal "Le Monde", le 23 novembre à 16h.30 dans les locaux de l'Organisation Internationale du Travail. Le dialogue de ces quatre auteurs qui entendent ne pas s'accomoder du désordre établi et qui tentent, avec les accents qui leur sont propres, d'indiquer des pistes et de dénoncer des obstacles est un événement que les Genevois ne devraient pas manquer !

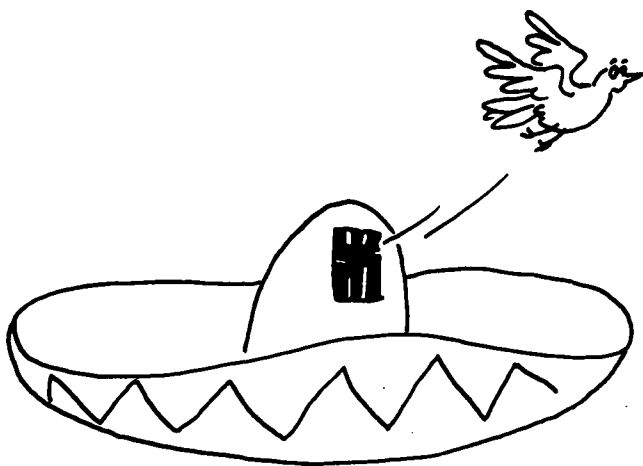
■ **A L'ASSEMBLEE EUROPEENNE**
Pour une charte des droits économiques
de l'homme

Le débat sur la faim dans le monde, ouvert jeudi 25 octobre à l'Assemblée européenne, sur la demande des représentants du parti radical italien, a été précédé, mercredi, par la venue à Strasbourg de plusieurs intellectuels soucieux de faire pression sur l'Assemblée pour qu'elle adopte des mesures concrètes. Au cours d'une conférence de presse animée par Mme Maria Antonietta Macchiocci et M. Marco Pannella (parti radical), MM. Jacques Attali, Bernard-Henry Lévy, Roger Garaudy et Mme Susan George ont présenté les moyens qu'ils suggèrent pour lutter contre ce qu'ils considèrent comme un génocide.

M. Attali, précisant qu'il ne s'exprimait pas en tant que conseiller de M. Mitterand, a déclaré que *"la question de savoir quelle part du P.N.B. des pays industrialisés doit être consacrée à l'aide aux pays sous-développés est complètement dépassée comme l'était, au dix-neuvième siècle, l'idée d'améliorer la condition ouvrière grâce à la charité"*. Il est nécessaire de remettre en cause *"l'ordre qui s'installe"* et qui, selon M. Attali, est *"celui de la faim"*. *"Il serait absurde, suicidaire pour l'Europe, de laisser aux Soviétiques, par l'intermédiaire de Castro, la défense des pays sous-développés"*, a-t-il déclaré avant de proposer une *"charte des droits de l'homme économiques"* qui consisterait à interdire l'accès des marchés européens aux entreprises multinationales dont l'activité dans le tiers monde ne respecterait pas certaines règles économiques et sociales.

M. Lévy a insisté, pour sa part, sur le fait que la *"culpabilité"* de la faim dans le monde est partagée par le système capitaliste et par l'*"autre camp"* et que l'affrontement dans ce domaine met aux prises non pas les pays capitalistes et les pays socialistes, mais les pays pauvres et le *"complexe agro-alimentaire mondial"* constitué par les pays riches. Il a proposé que l'Assemblée européenne crée des commissions d'enquête pour étudier sur place la responsabilité des multinationales et des Etats; que la spéculation sur les matières premières soit considérée comme un crime contre les droits de l'homme; qu'un corps de *"casques bleus de la faim"* placé sous l'autorité de l'ONU ou bien des *"brigades internationales"* contrôlent sur place l'utilisation des aides fournies, enfin, que soit défini un véritable *"devoir d'ingérence"* qui permette d'intervenir là où les gouvernements se révèlent incapables d'organiser les secours aux populations victimes de la faim.

Le Monde



■ **Pacte arabe pour LES DROITS DE L'HOMME**

Jusqu'à présent, seules l'Europe et l'Amérique connaissent des structures régionales et intergouvernementales pour la protection des Droits de l'homme. Diverses tentatives ont eu lieu, ces dernières années, pour essayer de créer des structures semblables dans d'autres régions.

C'est ainsi qu'au mois de mai dernier l'Union des Juristes arabes a élaboré un projet de pacte arabe relatif aux Droits de l'homme. Ce projet a été adopté lors d'un symposium consacré aux "Droits de l'homme et libertés fondamentales", qui s'est tenu à Bagdad, en Iraq.

Ce Pacte dispose, entre autres, d'articles énonçant le droit à la vie, le droit à la liberté et à la sécurité, et l'interdiction de tortures physiques ou morales.

D'autre part, le symposium s'est prononcé en faveur de la création d'un Comité arabe non gouvernemental pour la défense des Droits de l'homme. Ce comité aurait pour fonction de faire ratifier par les Etats arabes le projet de Pacte, de recevoir les plaintes de particuliers sur des violations des Droits de l'homme, ainsi que d'envoyer des missions dans les pays pour enquêter sur les éventuelles violations.

■ **FAO : L'énorme déficit des PVD**

Les pays en voie de développement (PVD) devront importer cette année plus de 80 millions de tonnes de céréales, soit 40% de plus qu'il y a trois ans, a indiqué le directeur général de l'organisation de l'ONU pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), M. Edouard Saouma.

Compte tenu des possibilités financières des PVD, ceux-ci ne seront pas en mesure de combler, sur des bases commerciales, l'énorme déficit que représenteront ces importations, a relevé M. Saouma.

La hausse récente des prix des céréales pourrait faire monter encore de deux milliards de dollars le prix des importations des PVD alors que leur balance des paiements, sans même tenir compte du prix du pétrole, ne cesse de se dégrader, a affirmé le directeur général de la FAO.

(ATS)

■ **MEXIQUE : Amnistie**

Le Gouvernement mexicain a annoncé l'amnistie d'un groupe de 919 prisonniers et exilés politiques. Le ministère de l'Intérieur précise qu'il s'agit d'une étape de la loi d'amnistie entrée en vigueur en septembre 1978. 620 personnes avaient déjà bénéficié de l'application de cette loi. Sur les 919 prisonniers libérés, 832 personnes sont des paysans.

■ **CUBA : Vingt ans de révolution**

La réforme agraire, la scolarisation totale, gratuite et obligatoire, ainsi que l'extension de l'assistance médicale gratuite sont parmi les points les plus positifs de la révolution cubaine. Les biens de consommation, par contre, ne sont pas à la portée de tous, les Cubains connaissent depuis vingt ans le rationnement. La priorité est en effet donnée à l'exportation (sucre, café, cacao, tabac, etc.), et les devises gagnées sont consacrées d'abord à l'achat de biens d'équipement.

Un des principaux problèmes auxquels s'est heurté le Gouvernement est le manque de main-d'œuvre qualifiée. Environ 800 000 Cubains ont quitté le pays entre 1960 et 1973, et le mouvement reprend actuellement. Une véritable fuite des cerveaux, car beaucoup d'universitaires se trouvent parmi les émigrants.

Enfin, l'absentéisme atteint un taux record. Malgré le rétablissement de stimulants matériels (les travailleurs méritants reçoivent des bons pour acheter des produits "de luxe", comme un réfrigérateur) et une loi anti-paresse, la situation n'a guère changé.

C'est intentionnellement que, dans le cadre de ce bref article, nous nous limitons à la situation intérieure du pays. Notre silence sur une politique étrangère pour le moins ambiguë n'est pas à interpréter comme une approbation.

■ **MONTREUX Nouveau symposium latino-américain, nouvelle manifestation**

Les 20, 21 et 22 novembre se déroulera, à Montreux, le second colloque latino-américain-européen pour la coopération économique. Parmi les orateurs, nous notons la présence de nombreux ministres de l'économie des pays d'Amérique latine ainsi que de nombreux directeurs de banques centrales.

Ceux qui s'étaient élevés, il y a deux ans, contre ce genre de rencontres qui contribuent à rendre plus efficace le pillage et plus forte la dépendance, nous invitent à une marche de Vevey à Montreux. Des membres de la COTMEC — qui avaient participé à la précédente manifestation — gardent le souvenir d'un moment fort de prise de conscience des problèmes latino-américains et d'expression dans la dignité de leur désaccord avec un système perpétuant le développement du sous-développement. **Rendez-vous donc dimanche 18 novembre à l'entrée de Vevey, à 14 h. devant le bâtiment Nestlé.**

**Après notre dossier sur le discours
de Jean Paul II à l'ONU
Une réaction**

Genève, le 27 octobre 1979

Chers amis,

Les remarques faites sur le discours du pape m'ont étonnée. On n'y retrouve pas la manière critique à laquelle le journal COTMEC nous avait habitués (mis à part le paragraphe sur le rôle de l'Eglise).

Bien sûr, le pape a dit de grandes et belles choses, concernant la justice et la liberté... mais ce n'est pas nouveau. Tout cela s'inscrit dans les fleuves de déclarations, coutume du Vatican. Et d'ailleurs, pouvait-il dire autre chose sans aller contre le sens de l'Histoire ?

Mais dans la pratique? Mais les actes? Quelque chose a-t-il changé à Rome? Le style de vie, de rapports, de valeurs sont-ils devenus autres? Je ne parle pas de vendre une mitre précieuse, il ne s'agit pas non plus de parler de quelques évêques, au Brésil et ailleurs, qui sont engagés aux côtés de leur peuple, ceci ne peut pas expliquer cela, car ici, en Europe, on parle aussi de Mgr Riobé pour le louer, mais on ne dit rien de l'isolement dans lequel il a vécu, de ses difficultés devant l'appareil ecclésiastique prêt à écraser.

Alors les déclarations admirables... non merci, ce que nous voulons, c'est une pratique vraie, cohérente avec les discours, le reste n'est que blabla. Comme le dit H. Küng, dans TC "Comment croire l'Eglise quand elle parle de droits de l'homme, alors qu'ils n'existent pas à l'intérieur de l'Eglise".

Avec toute mon amitié.

C.D. Genève

■ **LES PRETS BANCAIRES
A L'AFRIQUE DU SUD**

A la demande du Comité spécial des Nations-Unies contre l'apartheid, la "Corporate Data Exchange Inc." a préparé un document concernant les prêts bancaires à l'Afrique du Sud, de 1972 à 1978, totalisant 5 milliards et demi de dollars, provenant de 382 banques dans 22 pays, dont les plus importants : 59 banques de la République Fédérale Allemande (2 milliards 427 300 dollars); 69 banques des Etats-Unis (1 milliard 946 400 dollars); 42 banques de la Grande-Bretagne (2 milliards 388 300 dollars); 31 banques de France (1 milliard 848 000 dollars); 22 banques de Suisse (1 milliard 277 300 dollars); 14 banques de Belgique (1 milliard 72 400 dollars); 7 banques des Pays-Bas (769 800 dollars); 33 banques d'Italie (747 100 dollars); 13 banques du Canada (644 600 dollars).

En présentant le document au Comité spécial, Mme Klein, directeur de l'étude, a fait valoir qu'il existe des liens indissolubles entre les institutions bancaires de certains pays et le régime d'apartheid. Elle a, en outre, souligné que le document fait apparaître une participation sans précédent des banques de nationalités différentes à la consolidation du régime de l'apartheid et à la viabilité économique de l'Afrique du Sud.

**Commission Tiers-Monde
de l'Eglise catholique
à Genève**

Case postale 99 - 1211 Genève 9
Secrétariat:
André Fol - 85, rue de Carouge
1205 Genève

Téléphone : 29 58 50
CCP 12 - 21 551

▶ **LA SUISSE FACE AU
TIERS MONDE** ◀

C'est le thème d'un débat contradictoire que Daniel Perren animera

**le mercredi 14 nov. à 20 h.30
au Musée d'Histoire Naturelle**

avec la participation de MM. Jacques Cuttat (Division du Commerce), Christian Grobet (Conseiller national), Faouzi Mellah (I.U.E.D.), Mario Soldini (Conseiller national) et Albert Tévoédjré (Institut d'Etudes Sociales).

Organisation : La Fédération
Genevoise de Coopération.

■ **BONNE NOUVELLE**

Nos lecteurs se souviennent peut-être du cas d'Amilcar Santucho, avocat argentin, défenseur des prisonniers politiques, emprisonné au Paraguay depuis 1975 et dont nous avons parlé dans ces colonnes. Nous sommes heureux de vous apprendre que le 22 septembre il a pu se rendre en Suède où il a reçu l'asile politique. Le fait qu'il ait tenu à nous remercier lors de son récent passage à Genève nous a touchés.

Répetons-le : s'il y a "des gouttes d'eau dans la mer" il y en a d'autres qui "font, de temps en temps, déborder le vase".



Changements d'adresse :
case postale 99
1211 Genève 9

J. A. 1200 Genève 11

■ MAIS...BON DIEU, QUE COTMEC EVEILLE UNE ESPERANCE !

Cette phrase, qui concluait la lettre récente d'un lecteur ami, nous a touchés. N'indique-t-elle pas qu'à ses yeux, nous étions venus grossir les rangs des prophètes de malheur ? Comme ç'est loin de notre projet !

"Je cherche pourquoi, nous écrit-il encore, COTMEC est foncièrement anti quelque chose ou quelqu'un". Qu'il y ait une certaine part de critique dans notre travail en général et dans les feuilles jaunes en particulier, qui songerait à le nier ? Mais faut-il en déduire le manque d'espérance ?

Ecrivant à une époque probablement aussi troublée que la nôtre, l'auteur du chapitre 7 du livre de Daniel veut lutter à la fois contre la résignation à la souffrance et plus encore contre la fascination que peuvent exercer les puissances oppressives. Mais comment s'y prend-il ? En commençant par décrire ces puissances sous la forme de quatre bêtes, faisant ressortir, avec un luxe de détails allégoriques, leur hideuse cruauté. Et s'il ose le faire, c'est bien parce qu'il croit qu'elles ne sont pas éternelles, que leur souveraineté ne durera qu'un temps et que, bientôt, le Fils d'Homme (mais aussi tout homme) pourra retrouver sa liberté, sa royauté.

Le Royaume des Babyloniens, des Perses ou des Mèdes a cessé d'être menaçant. Mais d'autres puissances, qu'elles soient politiques ou économiques, les ont bien remplacés.

A notre tour, c'est dans la victoire de Dieu en Jésus-Christ, c'est dans notre foi en l'homme son image que nous voudrions puiser le courage de "nommer" les puissances qui écrasent l'homme (et qui parfois ont en nous leurs connivences); c'est dans notre foi que nous aimerions puiser la force de dire à ces puissances : "Tu ne dureras pas, si forte que tu puisses apparaître aujourd'hui."

Un rêve, direz-vous ? Peut-être, mais reconnaissons-le, un rêve qui n'a rien d'une fuite. Tout au contraire puisqu'il devrait nous aider à tenir debout, les yeux ouverts sur une réalité parfois insoutenable, impatients d'y découvrir les signes du Royaume qu'elle contient.

Que la fête toute proche de la naissance du "Fils de l'Homme" soit pour chacun source d'une confiance renouvelée dans la libération de tous les hommes, source d'un courage plus inventif pour susciter les signes de ce Royaume qui n'en finit pas de venir.

— Evoquant l'équilibre de la terreur qui accumule, de part et d'autre, les possibilités de se détruire, François Diani (Le Monde) a cette phrase : "Monstrueuse équivalence : si nous décidions de ne plus mourir que trois fois, ces millions d'hommes pourraient vivre sans faim, au moins une fois".

■ AUTOUR DE L'ARMEMENT Indonésie : La Suisse une fois de plus "au service de la clientèle"

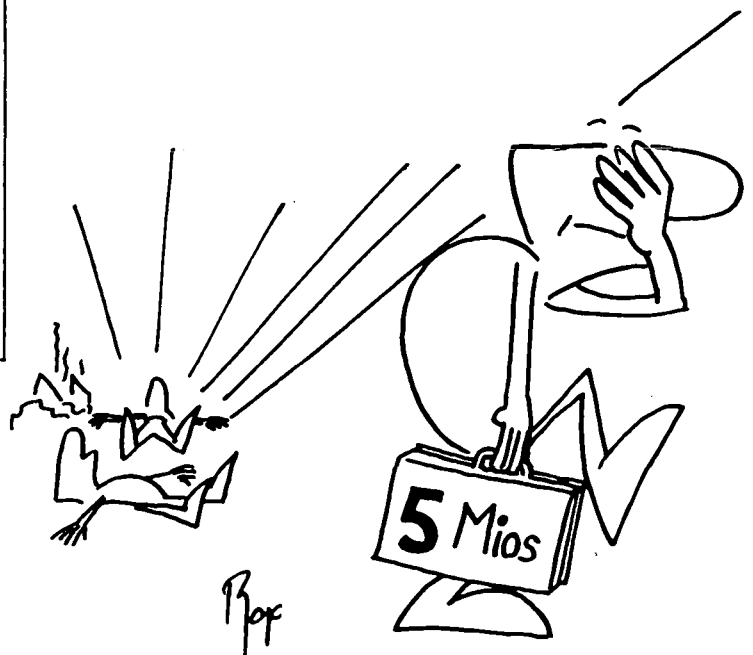
Dans un récent numéro, nous avons signalé la courageuse prise de position des évêques lue dans les églises catholiques le 7 octobre à propos de la militarisation croissante et de la violence institutionnalisée.

Ce peuple qui se réclame à 90 pour cent de christianisme vit depuis 7 ans sous la loi martiale. On sait ce qu'entraîne avec elle cette expression : répression brutale de toute opposition, suppression du droit de grève, salaire mini-minimum, ...bref, un paradis pour les investissements.

Pour le cas des Philippines, c'est plus grave encore ! On parle de 4 500 prisonniers politiques...

C'est dans ce pays que, nous dit l'hebdomadaire "Tout va bien" (s'appuyant notamment sur la "communauté de travail pour le contrôle des armements et l'interdiction des exportations d'armes" A.R.W.), se sont rendus plusieurs dirigeants de la fabrique d'armes S.I.G. le 27 juin dernier. La suite ne se fait pas attendre : une commande de 5 millions qui pour A.R.W. n'est que le premier dans une série de plus importants contrats.

Au début de l'année prochaine, le pape se rendra aux Philippines. Dans un tel contexte politique, qui rencontrera-t-il, quelle parole prononcera-t-il... ? voilà qui pouvait susciter déjà de bien légitimes interrogations. L'information relative à nos ventes d'armes les alourdit d'une certitude. En regardant les images que la TV ne manquera pas de nous retransmettre, nous ne pourrions ignorer que notre pays contribue à sa façon au maintien de l'"ordre". Sinistre.



▷ Invitations

— Des chrétiens interpellés par le problème du surarmement mondial s'interrogent : *"Pourquoi dans nos paroisses est-il si difficile de parler de désarmement, d'objection de conscience, de reconversion de nos industries et de notre économie dans le sens de la solidarité ?"...* *"Nous invitons ceux qui partagent nos préoccupations à prendre contact"* :

Tous les dimanches à 20 h. Paroisse des Eaux-Vives, 5, place Jargonant ou téléphoner à François Laporte, au 49 10 13.

— Connaissez-vous le groupe de travail interconfessionnel *"Vivre sans armes"* ? L'Assemblée œcuménique de Nairobi avait dit notamment : *"L'Eglise devrait insister sur le fait qu'elle est prête à vivre sans la protection des armes et à prendre des initiatives importantes pour pousser à un désarmement efficace"*.

Dans cette ligne, ce groupe propose un appel à signer *"Je suis prêt à vivre sans la 'protection' des armements. Je m'engage à ce que soient développés dans notre état des moyens non-violents pour assurer la paix"*.

Pour plus de renseignements, Mme Michel Monod, 56, av. du Lignon, 1219 — Le Lignon.

□ VERS UN DEVELOPPEMENT MONDIAL ORGANIQUE

Jean Paul II à la F.A.O. —

... Mais le monde ne saurait se contenter de spéculations théoriques. La lutte contre la faim présente chaque jour davantage un visage bien précis et exige des réalisations concrètes de la part des Etats-membres et de l'Organisation dans son ensemble. Cette lutte ne saurait pas davantage, d'ailleurs, se satisfaire d'appels aux sentiments, de bouffées sporadiques et inefficaces d'indignation : c'est l'honneur et la volonté louable de votre Organisation de chercher avec persévérance à définir les moyens les meilleurs et les méthodes adaptées aux conditions concrètes de chaque pays et d'en prévoir avec prudence les applications.

Il est fini, en effet, le temps des illusions où l'on croyait résoudre automatiquement les problèmes du sous-développement et des différences de croissance entre les divers pays en exportant les modèles industriels et les idéologies des pays développés...

La recherche du développement mondial organique que tous souhaitent demande alors que la connaissance objective des situations humaines de détresse prenne sa place dans la formation des individus et des groupes au sens de la liberté authentique et à celui de la responsabilité personnelle et collective...

Remarque : en employant à plusieurs reprises l'expression *"développement organique mondial"*, Jean Paul II enrichit le discours pontifical d'une formule, à notre connaissance, nouvelle. Susceptible d'un beau sens — celui d'une nécessaire organisation pour que la complémentarité permette la production et la redistribution des ressources destinées à tous, l'expression cependant peut être facilement dévoyée. N'était-ce pas à une vision

□ A ROME LES CARDINAUX ONT PARLE "FINANCE"

Même sans savoir ce qui a été dit (l'habitude de la discrétion est trop ancrée) le simple fait que la question des finances ait fait l'objet d'un débat nous réjouit. Plus encore que ce débat ait eu lieu en présence de cardinaux aussi exigeants en matière de justice sociale que peuvent l'être Paulo Evaristo Arns (Brésil), Silva Henriquez (Chili)...

Une parole compromettante

Est-ce une impression ? Il semble que l'on peut parler aujourd'hui plus sereinement de *"finances du Vatican"*. Peut-être parce qu'on perçoit mieux la distinction entre richesse et héritage culturel (parfois bien embarrassant). Peut-être aussi parce qu'on accepte mieux que l'Eglise, comme toute institution, ait les moyens de son action. Qui regretterait par exemple qu'elle ait eu les moyens de réaliser le Concile Vatican II ou, plus près de nous, qu'elle puisse multiplier les consultations lors de synode comme celui-ci ?

Ceci dit, on est en droit d'attendre de ce débat une toujours plus grande cohérence entre le propos tenu dans le discours pontifical et la gestion des biens de l'Eglise. Le propre d'une parole éthique est d'impliquer celui qui la prononce. Un propos très courageux, depuis plus de dix ans surtout, sur un nécessaire changement des structures économiques serait-il crédible s'il ne s'accompagnait d'une politique novatrice en matière de placement de fonds ? Une exhortation au partage serait-elle crédible si elle ne s'accompagnait d'une recherche pour un style de vie encore plus simple ?

La pauvreté de l'Eglise, une question pour tous les chrétiens

En ce domaine, comme dans beaucoup d'autres, la tentation est grande pour nous d'oublier que l'Eglise est un peuple dont nous faisons partie et que la pauvreté de l'Eglise dépend autant de notre façon de gérer notre propre budget d'une façon solidaire que de l'attitude de Rome.

A moins que ce que nous désirions, sans nous l'avouer, c'est une Eglise pauvre... de chrétiens riches!

organique du monde qu'invitait, vers la fin des années 60, le rapport Pearson en préconisant la rentrée de tous les pays en développement dans l'économie de marché ? Ainsi, ils allaient devenir les *"libres"* fournisseurs de matières premières en s'appauvrissant progressivement, tandis que les pays industrialisés allaient les transformer, en s'enrichissant progressivement. Et la trilatérale, n'est-ce pas aussi une vision organique du monde qu'elle préconise? ... mais à quelle fin !

Il sera donc important de ne jamais extraire l'expression de son contexte en se rappelant que le développement dont il est question met en priorité la satisfaction des besoins matériels et immatériels de ces *"millions de personnes qui sont menacées dans leur existence même"*.

■ DEUX BLAMES A L'INTENTION DES MULTINATIONALES

● De la Confédération mondiale du Travail

Après avoir été mises à la porte de la FAO en 1978, les sociétés multinationales tentent à nouveau de pénétrer dans le système des Nations Unies. En effet, un nouvel organisme — le Conseil pour le Développement Industriel (CDI) — vient d'être créé, présenté comme purement "philanthropique". Il regroupe une centaine de multinationales et essaie de s'implanter officiellement dans le programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Etayées par un grand nombre de faits, ces constatations ont amené la Confédération mondiale du Travail (CMT) à intervenir entre autres auprès du Secrétaire général des Nations Unies et du Directeur du Centre des Nations Unies pour les multinationales. La CMT estime, en effet, qu'un contrôle public et contraignant des sociétés multinationales est indispensable si l'on veut progressivement éliminer les principales causes de la misère, de la pauvreté, de la dépendance et du désordre économique mondial.

● De la Déclaration de Berne

La filiale brésilienne de l'entreprise multinationale suisse Brown Boveri (BBC) a eu recours à une organisation qui soutient des groupes pratiquant l'enlèvement, la torture et le meurtre. Au nom de la "justice", cette organisation persécute notamment les syndicalistes et les militants de gauche qui critiquent les milieux économiques. Les accusations les plus graves sont portées contre le Président de Brown Boveri Brésil, M. Oswaldo Ballarin qui remplit également des fonctions dirigeantes chez Nestlé, Sandoz et dans le groupe Eternit. C'est ce que révèlent des documents publiés par deux organisations d'information sur le tiers monde, la Déclaration de Berne et l'Arbeitsgruppe 3. Welt de Berne. Les deux organisations ont écrit respectivement au Conseil fédéral et à la Maison mère de BBC à Baden à ce propos.

De nouveau, vont dire certains lecteurs, vous tombez dans le piège en faisant des multinationales les responsables de tous les maux. Après tout, ce n'est qu'une forme d'organisation comme une autre, avec ses qualités et ses limites. Il est aussi faux de les mettre en enfer que d'en attendre le paradis.

Il y a du vrai dans cette dernière remarque, on n'est jamais à l'abri du schématisme qui paralyse le jugement. Et pourtant qu'on nous permette une comparaison qui ne se veut nullement désobligeante. En face d'un gros chien, on vous dit le plus souvent qu'il n'est pas méchant; mais on est tout de même plus sécurisé si celui qui vous le dit n'est pas le propriétaire, car lui, on le sait bien, il n'a de toute façon rien à craindre.

Tout pouvoir est tenté de s'absolutiser et de s'étendre. Le pouvoir économique pas moins que les autres. Comment en serait-il empêché sinon en rencontrant des contre-pouvoirs à sa taille ? Mais lorsqu'on se rappelle que la firme General Motors a un chiffre d'affaires qui dépasse le revenu de 67 Etats, il n'est pas aisé de les mettre en place. Il est permis de penser que tout sera différent le jour où les multinationales auront en face



d'elles des syndicats eux-mêmes internationalisés — des gouvernements nationaux réellement contrôlés par leurs citoyens et respectueux de leurs intérêts, particulièrement de ceux des plus démunis — des organisations internationales averties des dangers entraînés par le gigantisme et efficacement outillées pour négocier...

Mais ce jour-là n'est pas encore arrivé. En attendant, nous taire serait manquer à la solidarité avec tant de ces chrétiens et tous ces hommes du tiers monde qui sont souvent dans l'impossibilité de s'exprimer et qui, de toute façon, sont trop loin des centres de décisions pour prétendre faire entendre leur voix.

● Nomination

Pierre Dufresne, à la COTMEC depuis sa fondation en 1968 — et qui a toujours pris une part décisive dans son activité — va prendre la responsabilité de rédacteur en chef du Courrier.

Trop proches de lui pour lui adresser des félicitations, nous voulons, dans cette feuille d'information, l'assurer de notre appui reconnaissant et exigeant.

Connaissant les convictions qui l'animent, nous pouvons bien penser que sa tâche ne sera pas toujours aisée... D'ailleurs si l'informateur chrétien, dans le prolongement de la Parole, doit nous aider à détruire nos idoles, à faire éclater tous nos enfermements, comment en serait-il autrement ?

Une raison de plus pour ne pas lui mesurer notre soutien dans une tâche si nécessaire.

■ **LES VINGT ANS DE
FRERES SANS FRONTIERE**
Un exemple de fidélité dynamique

Samedi 1er décembre à Lausanne, Frères sans frontière fêtait son 20e anniversaire au cours d'une journée souriante, exempte de tout conformisme et proche des réalités. Entre le mouvement qui, sous la dénomination d' "Information missionnaire pour laïcs" envoyait des laïcs prêter main forte aux missionnaires pour bâtir leur mission et le groupe "Frères sans frontière" que nous connaissons aujourd'hui, avec ses stages de formation, son coordinateur en Afrique et son secrétariat efficace, quels points communs ? Une capacité d'adaptation qui ne s'est jamais démentie. L'attention aux enseignements de la pratique (outremer et dans la formation des volontaires ici) et l'accueil aux événements extérieurs (tels que le Concile, Mai 68, les nouvelles problématiques du développement...) voilà les deux clefs qui permettent d'expliquer un tel renouvellement.

Cette fidélité exemplaire parce que conciliant durée et créativité est le point qui nous a le plus frappés dans le rapport établi sur ces vingt ans d'activité, et c'est celui que nous tenons à souligner dans le cadre limité de notre bulletin.

• • • • •

Il est bon de savoir qu'à Genève — comme dans chaque canton romand — un groupe de 10 à 15 personnes se réunit un week-end par mois pour réfléchir, dans une optique chrétienne, aux problèmes du développement.

Destinés à la préparation de futurs volontaires, ces groupes sont largement ouverts à tous ceux qui se posent la question d'un éventuel départ ou même à ceux qui pensent situer ici leur action solidaire. Des renseignements peuvent être obtenus à notre secrétariat.

● **Pour Noël : des cadeaux solidaires**

Nos lecteurs ne s'attendaient certainement pas à trouver, dans notre feuille d'information, de la publicité pour les cadeaux de Noël et pourtant... On peut souhaiter que la fête se renouvelle (qui gagnerait à sa disparition ?), souhaiter que ces signes de fête que sont les cadeaux retrouvent leur juste mesure et leur puissance de communion sans pour autant être atteints par l'épidémie de "fièvre acheteuse" si menaçante en décembre ! D'autant plus que ces cadeaux peuvent être solidaires.

— Sous le titre : "*Dis-moi comment ils vivent*" la Déclaration de Berne nous présente en 80 pages 150 livres en les sélectionnant par âge (jusqu'à 7 ans, 7-12 ans et 12 ans et plus) et par genre (contes et légendes et documentation).

Une recension qu'attendaient de nombreux parents et éducateurs soucieux de situer les enfants, dès le premier âge, dans un monde fraternel.

— Signalons encore le magasin géré par Caritas "*Fairness*", qui nous offre de l'artisanat du tiers monde à un prix raisonnable et équitablement rémunéré, 3, rue Leschot, ouvert du lundi au samedi de 14 h. 30 à 18 h.

**Commission Tiers-Monde
de l'Eglise catholique
à Genève**

Case postale 99 - 1211 Genève 9
Secrétariat:
André Fol - 85, rue de Carouge
1205 Genève

Téléphone : 29 58 50
CCP 12 - 21 551

**Zurich : engagement
de l'Eglise en faveur du
développement**

Une pétition demandant l'augmentation de l'aide au développement accordée par la Confédération a été déposée lundi au bureau du Conseil national. La pétition, lancée par le Conseil synodal de Zurich, a récolté en moins de trois semaines 26 098 signatures. Le but de la pétition est de demander au Parlement d'intégrer dans le budget de la Confédération les 437 millions de francs prévus initialement par le Conseil fédéral pour l'aide au développement.

Changements d'adresse :
case postale 99
1211 Genève 9

J. A. 1200 Genève 11

■ **UNE BONNE MANIFESTATION**

Dans le précédent numéro, nous avons invité les lecteurs à participer à la marche qui reliait Vevey à Montreux le 18 novembre. Le but de cette marche : alerter l'opinion publique sur le symposium regroupant les gens de la banque et de l'économie et qui allaient décider, dans la douceur des salons et avec vue sur le lac, des contrats perpétuant l'esclavage économique de l'Amérique latine. Ceux qui ont entendu l'exposé très documenté du professeur Chonchol ont été renforcés dans leur conviction qu'un lien étroit existe entre une certaine forme d'investissement, l'endettement, la disparité qui va de l'opulence jusqu'à la faim, le chômage, la répression...

Cette manifestation s'est déroulée dans un ordre irréprochable, parfaitement organisée et suivie par plus d'un millier de personnes. Résultat satisfaisant et pourtant... Tous les chrétiens qui veulent un monde plus juste, une Eglise plus engagée, où étaient-ils ? Avec eux peut-être aurait-on pu ajouter un ou deux 0 au nombre des participants (il n'est pas interdit de rêver).

Lors de son récent passage à Genève, le Cardinal Arns a eu une phrase, prononcée avec tant de force, que nous ne sommes pas prêts de l'oublier : "*L'Amérique latine est exténuée, exténuée de misère, de chômage, d'inégalités... Et bientôt, elle se tournera vers les chrétiens pour leur demander de rendre compte de l'espérance qui est en eux.*"

N'était-ce pas là une façon (parmi d'autres) de le faire ?